# Supplément Radio-Télévision

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14381 - 6 F

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 AVRIL 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Résistances éthiopiennes

E « Négus rouge » se cram ponne à son trône. Le colonel Menguistu Haïlé Mariam, le dernier des grands dictateurs africains, n'entrevoit toujours pas d'autre solution que militaire pour mettre fin aux rébellions qui ravagent l'Ethiopie depuis déjà un bon quart de siècle. Dans un discours-fleuve très attendu, diffusé, vendredi 19 avril, sur les ondes de la radio nationale, il a fait mine d'offrir sa démission « si cela peut sauvegarder l'unité du pays ».

Personne n'a pris au sérieux ces propos de circonstance d'un homme aujourd'hui bien seul au pouvoir, qui a évité de faire la moindre allusion à un quelconque compromis avec les rebelles érv thréens et tigréens, sauf à annoncer une prochaine réunion du Parlement en « session extraordinaire » sans en préciser l'ordre du jour. Au contraire, plus combatif que jamais, le colonel Menguistu a voué aux gémonies l'Irak, la Libye et le Soudan, accusés de soutenir la guérilla éthiopienne.

A lettre ouverte de quelque deux cents intellectuels éthiopiens, largement diffusée début avril, n'a inspiré aucun commentaire public au maître d'Addis-Abeba. Pourtant, les termes de cette courageuse missive étaient sévères, qui appelait à la formation d'un gouvernement de transition, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution multipartisme. Ne rappelait-elle pas aussi que « le fédéralisme est une tradition éthiopienne », prenant ainsi ses distances vis-àvis des vues centralisatrices du pouvoir aussi bien que des revendications indépendantistes des maquisards érythréens?

Toujours est-il que les rebelles, rassemblés au sein du Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien, se trouveraient, aujourd'hui, à une centaine de kilomètres d'Addis-Abeba. Depuis le début de leur offensive, fin février, qui a suivi l'échec de pourpariers avec le pouvoir central, ils n'ont cessé de marquer des points sur le terrain face à une armée gouvernementale pour le moins démoralisée. Ils viennent d'annoncer la prise de la centrale électrique de Fincha, qui alimente la capitale

NVITANT ses compatriotes à « prendre les armes contre ies rebelles», le colonel Menguistu leur a déclaré, avec un aplomb qui confine à l'aveuglement, que a la stratégie de déven'avait été que partiellement achevée ». Les appels à la mobilisation restent sans grand écho. Etudiants et lycéens tentent d'échapper aux campagnes d'enrôlement forcé. Quant aux fournisseurs d'armes étrangers. ils se font rares, qu'ils soient soviétiques, voire Israéliens.

Ajors que les rebelles parlent de le « jeter honteusement » et de le faire passer en jugement, le colonel Menguistu tenté en vain de réveiller le nationalisme de ses compatriotes en évoquant le spectre d'une désintégration du pays. Mais ce militaire sans scrupules et sans morale n'est plus en mesure de se faire entendre des siens, tant est décrié son régime brutal et anachronique. Le « tombeur » du Roi des Rois sera-t-il contraint de quitter le pouvoir de la manière dont il l'a confisqué, il y a dix-sept ans? Dans le sang.



#### La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

A l'occasion de son troisième séjour en Israel en moins de deux mois, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, devait s'entretenir, samedi 20 avril. à Jérusalem avec trois personnalités nationalistes des territoires occupés. Au cours de cette rencontre, la délégation palestinienne devait remettre à M. Baker un mémorandum évoquant notamment la position de l'OLP sur le processus de paix au Proche-Orient. Vendredi, le secrétaire d'État a eu deux entretiens, longs et ardus, avec son homologue israélien, M. David Lévy, ainsi qu'avec le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir.

**JERUSALEM** de notre correspondant

Les autorités israéliennes avaient sans doute annoncé un peu vite qu'elles étaient parvenues, ces derniers jours, à un large accord avec les Etats-Unis sur une possible relance des négociations de paix au Proche-Orient. On en est, apparemment,

encore assez loin. Une certaine morosité était perceptible, vendredi soir 19 avril, à Jérusalem, alors qu'une série de nouveaux entretiens avec M. James Baker s'étaient achevés sans résultat

Les deux parties l'ont reconnu. chacune à leur manière. **ALAIN FRACHON** Lire la suite page 4

#### L'arrivée des troupes alliées au Kurdistan

Lire page 4 les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et SERGE MARTI Après la décision des magistrats d'Angers sur l'affaire Urba

# La droite demande la démission

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers a déclaré, vendredi 19 avril, conforme au droit » l'ouverture de la procédure menée au Mans par le juge Thierry Jean-Pierre dans l'affaire Urba. L'instruction, qui avait été confiée à M. Jacques Liberge après le dessaisissement de M. Jean-Pierre, peut donc se poursuivre. Cette décision est un camouflet pour le garde des sceaux, M. Henri Nallet, et le ministre délégué à la justice, situation n'affectait pas leur autorité politique.

par Bruno Frappat

La démocratie n'était donc pas

«en péril», puisque moins de deux

semaines après le rocambolesque et

dominical dessaisissement du juge

Jean-Pierre dans l'affaire Urba, il

s'est trouvé trois juges, ceux de la chambre d'accusation d'Angers,

pour juger «conforme au droit» la

procédure menée par le juge contesté lorsqu'il s'était saisi du

dossier d'Urbatechnic, pompe à

L'indépendance de la magistra-

ture n'était donc pas en péril, puis-

finances du Parti socialiste.

plusieurs reprises des erreurs de procédure. Plusieurs responsables de l'opposition ont immédiatement demandé la démission des deux ministres.

A l'Hôtel Matignon, on indiquait samedi matin que MM. Nallet et Kiejman avaient émis une opinion juridique contredite par la chambre d'accusation d'Angers, mais que cette

### Sans péril

ne seront signifiées que dans quelques jours, n'ont pas eu à tenir compte du foin - pour ne pas user au petit jeu des questions-réponses de termes plus crus - fait autour de sur la ligne du Minitel, via le 3615cette affaire; des irruptions média- Libé, au moment même où ceux l'utilisation politique du dossier par une opposition requinquée; et du droit. La régularité de l'ouverministre délégué à la justice sur le l'accident du travail du Mans «cambriolage judiciaire» qu'il reprocha à M. Jean-Pierre, dont on qu'elle pourra continuer, entre les sait maintenant que le dessaisisse-ment n'était pas légitime.

La dignité de la magistrature

que ces juges, dont les motivations n'était donc pas en péril puisque le juge Jean-Pierre a pu, en toute indépendance, se livrer vendredi tiques du principal intéressé; de d'Angers étudiaient gravement son cas pour le déclarer dans la ligne pas plus des opinions émises par le ture de la procédure consécutive à mains du juge Liberge, puisque le dessaisi reste dessaisi.

### Race-à-face franco-maghrébin Lace-a-tace Hance-mashed in

Alors que M. Roland Dumas se rend lundi en Libye, les relations entre Paris et le Maghreb oscillent entre le cœur et la raison

par Jacques de Barrin

Abdelatif a vingt et un ans et la tête bien faite. Ni révolté ni frustré, sage et raisonnable comme on peut l'être à son âge. Etudiant en deuxième année de droit à l'université de Rabat, il avait choisi de s'inscrire, l'an prochain, dans la section droit international. Il vient d'y renoncer. « Après tout ce qui s'est passé dans le Golfe, ça ne rime plus à rien », explique-t-il sans hausser le ton. « Choqué et écœuré », il hésite maintenant entre droit public et droit privé.

D'un bout à l'autre du Maghreb, de Tunis à Rabat, la colère est

La fin du voyage

de M. Mitterrand

Flambée du dollar

RTL - le Monde »

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la soli-darité, invité dimanche à par-tir de 18 h 30

HEURES LOCALES

Montpellier

technopole

Comment Montpellier a

conçu sa technologie et la

« vend » ; quelles sont les retombées des innovations

de la capitale sur l'ensem-

pages 9 à 14

ble de la region

Le pari optimiste du prési-dent de la République page 3

en Roumanie

*« Grand-jury* 

retombée mais l'amertume et le beau vouloir faire preuve d'indulressentiment ne sont pas encore dissipés. « C'est un peu comme si on avait fait la guerre aux Maghrébins », souligne M. Moncef Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Et que la France se soit trouvée étroitement mêlée à cette « agression anglo-saxonne » aux côtés des Etats-Unis, dépasse l'entendement, vu de cette rive là de la Méditerra-

Assis près de sa bibliothèque sur les étagères de laquelle s'alignent dictionnaires et encyclopédies Dalloz, M. Abdelaziz Bennani, viceprésident de l'Organisation marocaine des droits de l'homme, a

gence, il ne réussit pas à comprendre ce « suivisme béat » de la France, cette « comédie onusienne». Personnalité en vue de l'opposition marocaine et secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir, M. Habib El Malki dénonce, quant à lui, cette « conception inique du droit international».

Simple question de personne? « De Gaulle, lui, qui avait une vision du monde arabe, n'aurait jamais fait ça », répète-t-on à satiété. Ce serait donc, pour tout simplifier, « la faute à Mitter-

Lire la suite page 5

## Pour la liberté de la presse



Un milliard et demi d'humains vivant dans des régimes de contrôle systématique de la presse ; quarante journalistes as nés dans l'exercice de leur métier ou pour leurs opinions en 1990. Ces chiffres, qu'elle publie dans son rapport annuel, ont décidé l'association Reporters sans frontières à faire du samedi 20 avril 1991 la première Journée internationale de la liberté de la presse, à laquelle s'associent de nombreux médias français.

Au 28º Marché international des programmes

## La télévision des polémiques

Grand rendez-vous de la planète télévision à Cannes, le 28. Marché international des programmes (MIP-TV) s'est ouvert, comme souvent, sur fond de polémiques franco-françaises. L'une d'elles oppose M. Jack Lang au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui refuse, contre l'avis du ministre de la culture, d'attribuer à la chaîne musicale Euromusique le septième réseau hertzien. L'autre grande controverse porte sur les quotas imposés aux chaînes de télévision. Diffuseurs privés et producteurs hexagonaux, réunis pour la première fois dans une association, Télévisión pour demain, lancent un cri d'alarme : «L'accumulation des règlementations entrave le développement de l'industrie française des programmes de télévision et l'empêche de tenir sa place en Europe. » Ils proposent un assouplissement des quotas de production et de diffusion.

Le ministre de la communication, M= Catherine Tasca, leur répond que « le gouvernement ne saurait envisager d'aménagements qui ne servireient pes l'objectif central de contribuer au développement de l'industrie de programmes tout en protégeant l'identité nationale ». Mes Tasca refuse une logique purement commerciale, qui ignorerait les droits du public, des créateurs. Et des enfants : inaugurant le MIP-TV, la ministre s'est particulièrement intéressé aux producteurs de dessin animé - japonais mis à pert. Sur ce marché, des firmes américaines comme Hanna-Barbera tentent de sortir de l'ombre du géant Disney.

Lire page 8 les articles de PIERRE-ANGEL GAY et de JEAN-FRANÇOIS LACAN

VIENT DE PARAÎTRE N'attendez pas 1992 pour tout savoir des Européens Euroscopie Gérard Mermet **Larousse** 

A L'ÉTRANGER ; Algère, 4.60 DA ; Marce, 8 ON: Terrise, 760 m ; Alemagne, 2.50 DM ; Auriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB; Carada, 2.25 S CAN; Antiheursianion, 9 F; Câsa-d'hoire, 465 F CFA; Denemark, 14 KND; Espagne, 180 PTA; G.B., 55 D.; Grèce, 200 DR; Irlande, 1.10 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bes, 2.75 FL; Portugal, 170 ESC; Sánágai 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suèsee, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIERE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-85-25-99 Télex : 206.808 F

ADMINISTRATION:

J. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 (VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopleur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Cupital social : 620 000 F

620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Beuve-Mérv ».
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Fotororiese.

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesaurne, gerant

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercia

5, rue de Monttessay, 75007 PARIS Fel : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F Téléta: : 45-55-47. - Société finale de journal le Monde et Régie Presse SA.

eproduction intendite de tout artici sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

enseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33

E MONDE TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

I. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90

FRANCE

406 F

1 498 F

ł 45 ....

SUISSE

BELGIQUE LUXEMB

572 F

1 123 F

2 086 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne tarif sus

demande.

Pour vous abonner

RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisoires: nos abonnés sont invités à l'ormuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 

3 mois 6 mois 1 an

Anciens directeurs

Prénom:

Code postal: ...

Localité: \_\_

Pavs : \_\_

PAYS

790 F

1 560 F

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 JVRY Cedez

# L'insurrection de Dublin

E 23 avril 1916, lundi de Pâques, était jour de congé en Irlande. Il faisait beau à Dublin, la ville était calme et paisible. Les gens se préparaient à passer la journée sur les plages, au nord et au sud de la capitale, ou aux courses de Fairyhouse. La guerre saisait rage dans les Flandres, mais c'était bien loin de Dublin.

Personne ne fit attention à la centaine d'hommes qui marchaient en direction de la rue principale de la capitale, Sackville Street, aujourd'hui O'Connell Street. Les habitants de Dublin avaient l'habitude de voir des groupes de gens armés défiler dans la ville depuis un certain temps. Les Irish National Volunteers avaient été fondés à Dublin en novembre 1913. C'était un défi lancé aux Ulster Volunteers, for-

més dans le nord-est du pays, armée protestante illégale, dont le but était de s'opposer à tout prix à l'octroi de la Home Rule par Westminster à toute l'Irlande ou. du moins, à une partie de l'Ulster, où les protestants étaient en majorité.

Les Irish National Volunteers avaient le soutien de l'Irish Parliamentary Party à Westminster, qui, avec John Redmond à sa tête, avait réussi, par des moyens constitutionnels, à obtenir l'ins-tauration d'un Parlement à Dublin. Par conséquent, la campagne de recrutement pour la guerre contre l'Allemagne menée par Redmond connut un grand succès en Irlande, et des milliers d'Irlandais répondirent à l'appel.

Cependant, d'autres Irlandais consideraient la guerre et le destin de l'Irlande sous un jour entièrement différent. Pour l'Irish Republican Brotherhood (IRB), société révolutionnaire secrète fondée au milieu du dix-neuvième siècle, les intérêts de l'Irlande dans cette guerre ne coïncidaient pas avec ceux de l'Angleterre.

La formation de l'Irish National Volunteers était une aubaine pour cette organisation. L'IRB put s'infiltrer dans ses rangs avec pour objectif secret l'importation d'armes et, éventuellement, des préparatifs pour un soulèvement contre la couronne. L'un de ses animateurs, Patrick Pearse; un jeune instituteur-poète, prêchait le martyre pour la cause de l'Irlande. « Il faut s'habituer aux armes,

écrivait-il. On risque de faire des erreurs au début et de tuer au hasard. Mais verser du sang est une chose purifiante et sanctifiante. » Il existait aussi un autre groupe qui manœuvrait ouverte-ment : l'Irish Citizen Army, fondée à la fin de 1913, après une grève prolongée des ouvriers de Dublin. Son chef, James Connolly, marxiste d'origine écossaise, ajoutait une dimension socialiste à la question irlandaise. Dublin et les centres urbains de l'Irlande abritaient à l'époque les pires tau-dis en Europe. Pour Connolly, il ne s'agis-sait pas d'instaurer une République en substituant le drapeau irlandais au drapeau britannique : il voulait l'indépendance, mais, surtout, une république des travail-

> Une longue tradition

C'est ainsi qu'il se retrouva, ce lundi de Pâques, aux côtés de Pearse, à la tête d'un groupe de volontaires se dirigeant vers la grande poste centrale (General Post Office) pour accomplir un coup de force : l'instau-ration de l'Irlande libre. Connolly était le seul à avoir reçu une formation militaire. Parmi les autres leaders se trouvaient le jeune poète Joseph Plunkett, l'universitaire Thomas McDonagh, le fonctionnaire Eamonn Ceannt, le journaliste John McDer-mott, ainsi que le patron d'un bureau de tabac, Thomas Clarke, qui avait déjà passé quinze ans dans les prisons anglaises.

Tous avaient conscience d'être les héritiers d'une longue tradition des rébellions contre la couronne britannique et les descendants directs d'hommes comme le leader protestant de la rébellion de 1798, Throbold Wolfe Tone, inspiré par l'idéal de la Révolution française, aujourd'hui révéré comme le père du républicanisme irlandais et qui mourut en prison. Pearse et ses camarades ne pouvaient aussi qu'avoir à l'esprit le souvenir du jeune Robert Emmet, un autre protestant révolutionnaire, qui, après une rébel-lion courte et mal organisée à Dublin en 1803, fut pendu en public. Mentionnons aussi la révolte manquée de 1848, organisée par le mouvement Young Ireland (Jeune rlande), inspirée par les événements de Paris, écrasée à son tour mais dont de jeunes dirigeants réfugiés en France devaient essayer une nouvelle fois en 1867 d'affronter les forces de la couronne, pour finalement subir une nouvelle défaite humi-

Le leader en titre de l'Irish Volunteers, Eoin McNeill, apprenant ce qui se préparait par nos voix, appelle ses enfants autour de son drapeau pour conquérir sa liberté. Ayant organisé el entraîne ses hommes au moyen de son organisation révolutionnaire secrète [...], ayant résolument attendu le secrete [...], ayant resoument autent moment propice pour se manifester, elle [l'Ir-lande] saisit maintenant ce moment, aidée par ses enfants exilés en Amérique et par les braves alliés d'Europe [l'Allemagne] mais comptant d'abord sur ses propres forces, et marche pleine de confiance vers la victoire [...].

Toutes les générations du peuple irlandais ant affirmé leur droit à la liberté et à la souveraineté nationale. Six fois au cours des trois cents dernières années, elles l'ont

expert du Moyen-Orient, pour agir de façon décisive. Le jeudi, des incendies faisaient rage dans le centre de Dublin, tandis que les ritanniques avançaient avec l'aide de l'artillerie et de bombes incendiaires. Jusqu'alors, il y avait eu peu de victimes parmi les rebelles, mais Connolly était blessé d'une rebelles, mais Connolly etait blesse à une balle dans la jambe alors qu'il conduisait un groupe d'hommes pour occuper un baiment à la grande poste. Il se traîna dans la poste et fut transporté à l'infirmerie. Le comman-dant des rebelles était épuisé mais pas démoralisé. Le jeudi soir, la chaleur dans la grande poste était intense. Les explosifs lans le bâtiment risquaient de s'enflammer L'air devenait irrespirable. Pearse publisit ce qui devait être son dernier « manifeste » dans lequel il rendait hommage à

la bravoure de ses hommes. « Nous nous préparons à la défense finale du quartier général, écrivait-il, et nous sommes déterminés à résister tant que le bâtiment tiendra. Je voudrai aussi, car je n'aurai peut-être pas l'occasion de le faire plus tard, rendre hommage à la vaillance des soldats pour la la validace des soldais posqua-tibenté de l'Irlande qui, depuis qua-tre jours, gravent avec le fer et le feu le chapitre de l'histoire récente de l'Irlande.»

Le vendredi, les conditions dans la grande poste étaient insoutenables, et les quatre cents républi-cains, tassés au rez-de-chaussée, allaient devoir évacuer le bătiment. On fit d'abord sortir les femmes, puis on envoya une avant-garde de trente hommes. Ils n'allèrent pas loin. Vingt et un d'entre eux tombèrent sous une grêle de balles. Connolly, à l'ago-nie sur son brancard, fut le dernier avec Pearse à quitter le vendredi soir le bâtiment dévoré par les flammes. Ils se réfugièrent dans des maisons avoisinantes où ils passèrent la nuit, mais continuerent à refuser de se rendre. On finit par envoyer l'une des infir-mières, Elizabeth O'Farrell, avec ciations au commandant de Dublin, le brigadier général Lowe. Refus : il n'y aurait pas de négo-ciations, seulement une capitulation sans condition.

Le samedi après-midi, vers 15 heures, le premier président de la République d'Irlande, Patrick Pearse, remontait la une avec:l'infirmière O'Farrell, tenant un drapeau blanc et rendait ses armes et ses munitions à un

.

officier britannique. La rébellion était terminée. Le centre de Dublin était en ruine. On comptait plus de soixante morts parmi les rebelles et cent trente-quatre dans l'armée britannique et la police, ainsi que près de quatre cents blessés. Les pertes dans la population civile étaient élevées avec plus de deux cents morts et plus de six cents blessés. La population était en colère devant l'importance des dégâts et surtout les pertes en vies humaines infligées par les rebelles, sans gain apparent.

Le 3 mai 1916, Thomas Mc Donagh, Thomas Clarke et Patrick Pearse, après s'être confessés et avoir communié, étaient exécutés à l'aube dans la prison de Kilmainham. Maigré les appels à la clémence, le chef d'état-major, le général Maxwell, continua les exécutions pendant une semaine encore. Le 12 mai, on transporta James Connolly de l'hôpital militaire au lieu d'exécution où il fut fusillé assis sur une chaise. L'opinion publique, impressionnée par les témoignages sur la bravoure des chefs rebelles devant la mort, et choquée en particulier par les cir-constances de la fin tragique de Connolly, commençait à virer.

Le nationalisme iriandais avait désormais Le nationalisme irlandais avait désormais quinze martyra de plus. L'un des leaders rebelles, Eamon De Valera, ayant échappé au peloton d'exécution, devait à sa sortie de prison prendre la tête du parti nationaliste Sinn Fein. Il allait devenir le premier ministre puis le président d'une nouvelle République d'Irlande, mais du Sud seulement, car le pays, entre-temps, avait été divisé. Au Nord, en Ulster, l'Armée républicaine Irlandaise (IRA) poursuivait la jutte. Elle le continue (IRA) poursuivait la futte. Elle la continue

JOE MULHOLLAND



Servants d'artillerie britannique tirant contre le palais de justice de Dublin où sont retranchés des rebelles.

pour Pâques, tenta d'intervenir en publiant un appel dans un hebdomadaire, le dimanche de Páques, envoyé par ailleurs à tous les chefs des volontaires dans toute l'Irlande, pour annuler toute action. McNeill était persuadé qu'une rébellion à ce moment-là, sans soutien populaire, se terminerait par un échec lamentable. Les choses se présentaient mal, mais, le dimanche soir Pearse envoya un contre-ordre, appelant au soulèvement immédiat. La confusion régnait, la peur aussi. Et, à l'aube du lundi de Pâques, I 300 hommes en tout prirent les armes dans tout Dublin, et le groupe mené par Pearse et Connolly - qui comptait moins de 150 hommes - s'arrêta devant la

A la surprise de quelques badauds, James Connolly lança l'ordre : «A gauche ! Tournez! Chargez!» Les volontaires se précipitè-rent dans la poste ouverte. Les clients et le personnel, pris de panique, quittèrent les lieux, tandis que les assiégeants occupaient tous les étages du bâtiment, faisant prisonniers quelques soldats britanniques. Ils bri-sèrent les vitres, fortifièrent les fenêtres et barricaderent les portes. Deux drapeaux furent ensuite hisses sur le toit, l'un vert, avec une harpe au centre et les mots « Irish Republic », l'autre, tricolore, vert, blanc et orange, symbole du désir d'unité entre les traditions catholique et protestante et qui devait devenir le drapeau national de la République irlandaise indépendante.

Aux côtés de James Connolly, devant une foule indifférente, Pearse iut la proclama-tion de la République d'Irlande, qu'il avait rédigée lui-même en s'inspirant de la procla-mation de 1803 de Robert Emmet. « Irlandais, Irlandaixes, au nom de Dieu et des générations disparues dont elle hérite son ancienne tradition de nationalité, l'Irlande,

affirmé par les armes. Se basant sur ce droit ental, elles l'affirment encore par les armes à la face du monde [...]

Les rebelles s'installèrent, mais l'attente ne fut pas longue. Lundi soir, tous les officiers et soldats de l'armée britannique étaient rappelés de permission. La grande ironie est que le soulèvement devait être en partie écrasé par des troupes irlandaises qui composaient la majorité des forces britanniques à Dublin, telles que les Dublin Fusiliers, dont la bravoure était reconnue sur les champs de bataille des Flandres. En fait, l'action des Irish Volunteers provoquait non seulement des réactions de surprise et d'incrédulité dans la population en général, mais aussi de haine et d'hostilité. De nombreuses familles, particulièrement à Dublin, étaient en deuil d'un père ou d'un fils mort sur le front, dans l'armée britannique. Elles se sentaient trahies par les insurgés.

> Le dernier manifeste

Le mercredi matia, l'artillerie britannique bombardait le quartier général vide de l'Irish Citizen Army et la maison du syndi-cat de Connolly, Liberty Hall, prouvant que Londres était prêt, s'il le fallait, à détruire le centre de Dublin pour déloger les insurgés. Plus tard eut lieu la seule grande bataille de l'insurrection, avec l'embuscade des forces britanniques sur l'unique pont à l'entrée de Dublin contrôlé par les rebelles. Un petit groupe de Volunteers installé dans des bâtiments alentour réussit à faucher deux cent trente soldats qui tentaient de tra-verser le pont. Quatre Volunteers furent tués. En fin de journée, le gouvernement britannique décida d'envoyer un homme fort, le général John Grenfoll Maxwell,

111 MON 02 Le Monde Edité par la SARL La Monda Comité de direction : Lorane de bracourse, gérent directeur de la publication Bruno Frappar directeur de la rédaction Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Luchert secrétaire général Rédecteurs en chef

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Michel NOBLECOURT (le Monde) MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ Dominique PENNEQUIN et Catherine MANGIN (RTL) ET DE LA PROTECTION SOCIALE Commence of the Commence of th

## M. Mitterrand a promis de faciliter l'ancrage de la Roumanie à l'Europe

Au détour d'une « petite phrase », mi-aveu, mi-confidence, M. Mitterrand résuma parfaitement, vendredi 19 avril lavant de regagner Paris dans la soirée), l'esprit des retrouvailles franco-roumaines. En affirmant le caractère irréversible de la démocratie en Roumanie, le chef de l'Etat admit, au beau milieu de la conférence de presse qu'il tenait aux côtés de son homoloque M. lon Iliescu : « Je mêle peut-être un peu mes certitudes et mes espérances. »

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Là réside, en effet, toute « l'ambiguilé constructive » de M. Mitter-rand face au régime qu'incarne, depuis seize mois, le tandem Ion lliescu-Petre Roman. Le président français fait sur l'équipe au pou-voir à Bucarest un pari. Sa démarche tient à la fois de la méthode Coué et du contrat de confiance. Il veut croire à la sincérité des sentiments démocratiques des dirigeants roumains. En conséquence, il les prend su mot en espérant les rendre captifs de leur profession de foi.

Mais M. Mitterrand n'ignore pas que beaucoup reste à faire pour consolider l'Etat de droit et instaurer, une fois pour toutes, l'économie de marché. Aussi ne se prive-t-il pas de répéter à ses hôtes que le respect de leurs engagements est la condition sine qua non du retour définitif de la Roumanie au sein de la nouvelle Europe démocratique.

« Je ne suis pas venu vous donner des leçons », déclara vendredi M. Mitterrand devant le Parlement réuni au grand complet, avant de rappeler aux élus du peuple rou-main - et sur un ton de pédagogue - l'existence de « quelques orienta-tions universelles », gages d'une authentique démocratie. « Je mesure, leur a-t-il dit, le travail considérable déjà accompli. Vous n'en avez pas fini de cette œuvre qui se bàtit chaque jour. Mais le plus tot sera le mieux. Le chemin que tor sera te miceo.

yous avez pris me paraît irréversi-ble. C'est ce qui doit s'ancrer dans les esprits. Nul ne doit accepter

#### Le problème des minorités

L'ancrage à l'Europe, voilà donc la récompense promise aux dirigeants de Bucarest. «La Roumanie est en Europe et nulle part ailleurs »: cette évidence géographique, prononcée à la manière d'une invite politique, valut un tonnerre d'applaudissements à M. Mitterrand. « Nous sommes du même continent. Nous relevons de la même civilisation. Nous devons nir au même avenir.»

Le chef de l'Etat mettait ainsi du baume sur le vieux complexe oaume sur le vieux complexe « périphérique » de la Roumanie, que sa situation géographique amène périodiquement à douter de son identité européenne. La France, a-t-il ajouté, fera son possible pour aider la Roumanie à conclure un accord d'association avec la CEE et à s'intégrer dans la future confédération européenne

qu'il appelle de ses vœux. Autres gestes appréciés à Bucarest : les deux pays ont procédé à un échange de lettres, prélude à la signature d'un traité a d'amitié et de solidarité»; la Roumanie participera au prochain sommet francophone à Paris en octobre; un consulat roumain ouvrira à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, auprès duquel Bucarest jouit d'un statut d'observateur.

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand est revenu sur le problème des minorités, « aui est aussi un problème roumain ». Il a répété son attachement à la préservation de l'identité culturelle des minorités — *« Il faut que* chacun se sente bien là où il vit, ce qui suppose qu'il soit respecté » - et son hostilité à «l'éclatement des Etats », du moins lorsque ceux-ci « se comportent democratiquement ». «Si vous voulez, les uns et les autres, récupérer tous les groupes minoritaires projetés par l'Histoire dans des pays voisins, vous n'en sortirez pas ». Il a émis l'espoir que la Constitution roumaine, en cours d'élaboration, prendrait en compte le respect des minorités : « Quand elle sera publièe, j'en jugerai.»

Recevant, au petit déjeuner, six dirigeants de l'opposition parlementaire - dont MM. Campenu et Ratiu, - M. Mitterrand avait pu, une nouvelle fois, écouter les doléances de ceux qui s'inquiètent de voir sa visite servir de caution au régime en place. Rappelant les voyages de ses prédécesseurs au temps où la Roumanie était une dictature, il s'est interrogé sur l'« opportunité» qu'il y avait « aux visites de ceux qui m'ont précédé »? « Evidemment, il n'y avait personne à l'époque pour leur poser la ques tion. C'est toute la différence. Si je n'estimais pas que la Roumanie est sur le chemin de la démocratie, je ne serais pas venu».

« C'est cela la démocratie » observait en souriant Petre Roman à l'intention de M. Mitterrand alors que plusieurs centaines d'étudiants de l'institut Polytechnique. haut lieu traditionnel de la contes tation, leur réservaient un accueil turbulent aux cris de «A bas le communisme! A bas la nomenklatura! Vive le roi Michel, »

Vendredi après-midi, au cours de son escapade à lasi, capitale de la Moldavie roumaine, le chef de l'État réentendit les mêmes slogans, auxquels s'en ajoutait un autre à la tonalité plus régionale et qui exaltait la « Bessarabie, terre de Roumanie!», province annexée par Staline en 1940. A lasi, M. Mitterrand prit un bain de foule, visita le chantier du centre culturel français et le superbe monastère de Golia, M. Iliescu remporta aussi un petit succès populaire. C'est dans cette ville, il est vrai, que l'actuel président roumain avait été envoyé en disgrâce par Ceausescu entre 1974 et 1979. JEAN-PIERRE LANGELLIER

GRÈCE: sept morts à Patras

#### Le gouvernement s'inquiète de la multiplication des attentats

**ATHÈNES** 

de notre correspondant

L'attentat à la bombe qui a fait sept morts et huit blessés à Patras (le Monde du 20 avril) est le plus sanglant depuis l'affaire du City-of-Poras où neuf personnes avaient été tuées en juillet 1987. Les raisons de cette action, qui n'a pas été revendiquée, restent obscures,

Le premier ministre, M. Constantin Mitsotakis, a fait part de son « inquiétude » devant la multiplication des attentats depuis six mois. Il a souligné que son gouvernement allait « intensisier » la lutte contre le terrorisme, qui porte notamment un rude coup au tourisme, l'une des principales ressources du pays.

L'attentat s'est produit quelques heures avant les funérailles de M. Koutsoyorgas, ancien vice-premier ministre socialiste et qui était l'un des principaux accusés dans le scandale Koskotas. Le lien entre ces deux événements a été évoqué, car l'ancien dignitaire du PASOK

est originaire de la région de Patras et que l'immeuble où s'est produite l'explosion abrite des locaux de la cour d'appel et le siège du Parti communiste grec (KKE) de la région d'Achaïe. La justice n'a cessé d'être mise en cause par les socialistes qui l'accusent de faire un « procès politique » aux diri-geants socialistes, et le KKE a été, avec le parti de droite, Nouvelle

comparution de M. Koutsoyorgas. La « piste arabe » est également retenue par certains analystes qui rappellent que deux Palestiniens sont détenus par les autorités grecoues. Mohammed Rachid accusé par les Américains d'avoir commis un attentat à la bombe en 1982 contre un avion de la Pan Am survolant Hawaï, est détenu en Grèce depuis le mois de mai 1988. La police a également arrêté, en mars dernier, un adjoint d'Aboul Abbas (le chef du Front de libération de la Palestine), Khaled Abdul Rahim, cerveau du détournement de l'Achille-Lauro en octobre 1985.

D. K.

URSS: à la faveur des conflits sociaux

## Les Républiques renforcent leurs prérogatives face au « centre »

Les déboires japonais de M. Gorbatchev risquent d'être légers au vu des problèmes qui l'attendent à son retour dans unpays sous pression. Les premiers débats, dont les compte rendus ont été publiés samedi 20 janvier, autour de son plan anti-crise, confirment son intention de gommer les pouvoirs acquis par les Républiques soviétiques en échange d'une promesse d'accélérer le « passage au marché». Mais les conflits sociaux annoncent une évolution en sens contraire.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

On voit mal comment les Républiques accepteraient de se dessaisir de leurs prérogatives, surtout au moment où trois d'entre elles, et non des moindres - Russie, Ukraine et Biélorussie, le noyau slave de l'Union, - tentent, en négociant avec leurs grévistes, d'atténuer les tensions dont M. Gorbatchev et les commu-nistes sont rendus responsables.

La Russie et l'Ukraine peuvent même se prévaloir d'un début de succès : il aura suffi qu'elles accepgrève des mineurs pour que ces derniers décident, ou envisagent, la suspension d'un mouvement entamé début mars. La fin des grèves était, certes, encore loin d'être acquise samedi 20 avril, mais le déblocage, dû au changement d'interlocuteurs, est clair : le 3 avril, ces mêmes comités avaient rejeté une offre de M. Valentin Pavlov, le premier ministre soviétique, de doubler les salaires des mineurs en échange d'un arrêt de leur mouvement.

En Ukraine, un protocole en neuf points a été signé jeudi entre les autorités locales et le comité de grève. Les mineurs ont obtenu l'indexation des salaires, et aussi la satisfaction d'une de leurs revendications politiques : l'engagement que l'Ukraine ne signera pas le traité d'Union avant l'adoption de sa nouvelle Constitution, laquelle sera rédi-gée sur la base de la déclaration de souveraineté de la République.

Cet engagement revient à défier M. Gorbatchev, même s'il est jugé insuffisant par les indépendantistes. Or il a été signé, selon un porte-pa-role des comités ouvriers, par Leonid Kravtchouk lui-même, président du Parlement ukrainien, et auparavant deuxième secrétaire du comité central du Parti communiste local. Celui qu'on ne peut donc accuser d'être un dangereux irresponsable explique cette semaine dans les Nouvelles de Moscou qu'il s'apprêtait à franchir ce pas avant même l'envolée des grèves, car il estime inacceptable le plan de M. Gorbatchev. Ce der-nier, dit-il, veut « le maintlen de structures périmées » et une signature du traité de l'Union « avant que soient délimitées les fonctions des

M. Kravtchouk s'est doac résolu à organiser sa propre table ronde au Soviet suprême de Kiev, avec ses soviet supreme de Kiev, avec ses grévistes et ses partis d'opposition. Auparavant, le Parlement d'Ukraine avait voté le principe du transfert sous autorité ukrainienne des bassins houillers de la République. Le contenu concret de ce transfert n'est pas encore très clair, mais le Kremlin n'a pas réagi. Or le projet de traité d'union stipule clairement que le secteur de l'énergie doit rester de la compétence du centre, soumis même à un « régime spécial » selon le plan

pouvoirs centraux et républicains»

Le silence da Kremlia

Le silence du Kremlin a en tout cas incité M. Silaev, le premier ministre de Russie, à suivre l'exemple de l'Ukraine. Il a formé, avec des sentants des grévistes et des

## Le plan « anti-crise » de M. Gorbatchev

La plan anti-crise de M. Gorbatchev a été présenté au conseil de la Fédération, groupant les dirigeants des Républiques, qui s'est abstenu de l'approuver. Il stipule, selon l'agence Interfax, que les Républiques refusant de signer le traité d'union ou de contribuer aux finances de la Fédération devront commercer avec celle-ci sur la base des cours mondiaux des matières premières et marchandises.

Il ne prévoit aucun partage de propriété entre les Républiques et le centre des entreprises dépendant des ministères fédéraux, mais envisage pour celles-ci des procédures de privatisation assez nébuleuses.

Enfin, il maintient l'interdiction des grèves, un régime « spécial » de contrôle des secteurs de l'énergie et des transports, et menace de poursuites les responsables ne respectant

pas les accords. Ce plan et ces mesures sont « inapplicables » en l'absence de consensus avec les Républiques, ont estimé vendredi des économistes ayant perticipé aux débats. En outre, l'absence presque totale de chiffres rend ces intentions purement formelles, a estimé le directeur de l'Institut d'économie politique, M. Galdar, dans un entretien

directions des mines de Vorkouta et du Kouzbass, une commission qui devra défimir d'ici dix jours les mèca-nismes de passage de leurs mines « sous juridiction russe ». Lors des débats, jeudi, des grévistes ont reconnu que leur motivation principale était « patriotique ». Ils sont avec la Russie, avec Boris Eltsine, contre à leurs yeux de leur malheur.

Le contexte de tous ces mouvements sociaux est, depuis le 2 avril, le doublement ou le triplement des prix des biens de consommation et la perte de pouvoir d'achat qui en est résultée, magré les conventions sala-riales. La presse parle d'enfants per-dant connaissance à l'école, car ne pouvant plus prendre leurs repas dans les cantines, devenues trop chères. Des grèves ou des préavis de grève sont signalés dans un nombre croissant de secteurs. En Biélorussie, le mouvement commencé spontané ment le 3 avril risque de se poursui-vre, face à la rigidité des dirigeants ocaux, sur lesquels le souffie de la perestroïka n'est guère passé. En Géorgie, la grève de « résistance civile » décrétée par le président Gamsakhourdia a paralysé les transports, et Moscou a menacé d'arrêter dans les deux jours les livraisons à cette République

Face à ces troubles, les syndicats officiels tentent d'opérer un rétablissement. En Russie, rebaptisés depuis un an en Fédération des syndicats indépendants, ils ont lancé une offensive s'inspirant visiblement des ex-syndicats officiels polonais. Lors d'une conférence de presse tenue vendredi à Moscou sous les lambris de l'immense Maison des syndicats, ils ont appelé à la fois à une grève d'« avertissement » d'une heure le 26 avril en Russie et à la convocation d'un Congrès extraordinaire des dénutés soviétiques. Jusqu'à présent seul le groupe parlementaire Soiouz, champion du maintien de l'empire avait demandé la tenue d'un tel Congrès, menaçant d'y réclamer la démission de M. Corhatchev **SOPHIE SHIHAB** 

#### **EN BREF**

a LITUANIE: un poste frontière occapé par des soldats soviétiques. -Un poste lituanien à la frontière avec la Biélorussie a été occupé, vendredi 19 avril, par des soldats soviétiques, qui avaient auparavant chassé tous les représentants des douanes lituaniennes, a indiqué un communiqué du Parlement de Vilnius. Le poste frontalier est situé à Medininkal, à 60 kilomètres à l'est de la capitale de la Lituanie. - (AFP.)

O ALLEMAGNE : Mathias Rust condamné. - La cour d'assises de Hambourg a condamné, vendredi 19 avril, Mathias Rust à deux ans et demi d'emprisonnement pour tentative de meurtre sur une jeune infirmière qui refusait ses avances. Le procureur avait requis huit ans de prison. Mathias Rust était devenu célèbre pour s'être posé en avion sur la place Ronge en mai 1987, ce qui lui avait valu une condamnation à quatre ans de camp de travail en URSS. Il avait passé 432 jours à la prison Lefortovo à Moscou. - (AFP.)

□ ITALIE : M. Andreotti obtient la confiance à la Chambre des députés. - Les députés ont accordé, vendredi 19 avril, par 349 voix contre 207, leur confiance au nouveau gouvernement présenté par le président du conseil sortant, M. Giulio Andreotti (démocratechrétien). Il s'agit du septième gouvernement présidé par M. Andreotti, et du cinquantième cabinet italien depuis la fin de la seconde guerre mondiale. - (AFP.)

□ Le pape sifflé à l'université de Rome. – Jean-Paul II a été longuement sifflé, vendredí 19 avril, à l'université de Rome, par des petits groupes de contestataires de gauche alors qu'il s'adressait à cinq mille étudiants rassemblés devant la chapelle de l'université, la Sapienza, où il avait été invité à l'occasion d'un symposium des recteurs des universités de l'Europe de l'Est et de l'Ouest sur le thème « La grande Europe des cultures ». « On ne peut pas nier qu'un réveil rèconfortant soit à enregistrer parmi les jeunes d'aujourd'hui. Un réveil que nous pouvons non seulement voir, mais même entendre de nos propres oreilles », a commenté en souriant Jean-Paul II qui n'a pas pris très au sérieux cette contestation - (AFP.)

# Cote Ouest, Côte Est. L'Amérique



Si vous pensez que l'Amérique se limite à New York, vous prenez le risque de passer à côté de toutes ses autres merveilles. Découvrez-les avec le Twarpass de TWA. C'est le moment d'an profiter. Le Twairpass vous ouvre le réseau intérieur TWA pour seulement 365 F par voil et vous offre mi une centaine de destinations. Alors, si vous pensez, en plus, aux tarifs très avantageux que TWA pratique en ce moment au-dessus de l'Atlantique, c'est viraiment maintenant qu'il faut découvrir l'Amérique! Appelez tout de suite votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11. Réservez vite votre super Twalrpass. Vous partirez à

Validaté 7 jours min., 30 jours max. 3 coupons min., 5 coupons max. Le 🎮 vol doit être effectué au plus tord le 30 jain 1991. Tarils soums à des conditions particulières de vente, de transport et sujets à approhation gouvernementale,

ces conditions si vous achétez vos billets avant le 15 mai 1991,

# Une rencontre entre officiers alliés et irakiens n'a débouché sur aucun résultat

La coordination des initiatives américaines, françaises et britanniques en faveur des réfuciés kurdes avec les efforts déployés par l'ONU ont fait l'objet des entretiens, vendredi 19 avril, à Paris, du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères a rappelé que l'intention de la France n'était pas de «s'éterniser» en Irak, tandis que le premier ministre a souligné la nécessité d'une étroite coopération avec l'ONU. k si possible sous son chapeau. sous sa couverture juridique et. peut-être même, sous son contrôle s. Au Kurdistan d'Irak, une rencontre entre militaires alliés et irakiens ne semble pas avoir débouché sur des résultats

SILOPI (frontière turco-irakienne) de notre envoyé spěcial

On aurait pu croire un instant que l'échec apparent de la première rencontre entre des officiers généraux des forces affiées et une délégation militaire irakienne, vendredi 19 avril, au poste-frontière de Habour, allait reléguer l'opération Provide Comfort au chapitre des bonnes intentions. L'après-midi, les hélicoptères de l'US sont fixé aucun nouveau rendez-vous.

rante camions charges d'assurer le transit des vivres entre les aéroports et la base de Silopi luisaient, immobiles, sous un soleil de plomb.

Prévue à 12 h 30, la rencontre s'est finalement tenue avec plus de trois heures de retard. Après quelques vols de reconnaissance, les généraux américain John Shalikashvili, français Maurice Le Page – commandant de la 11<sup>e</sup> division de parachutistes – et britannique Michael Willcocks out atterri sur le parking d'un bâtiment douanier à Habour, au poste-frontière, à quelques kilomètres de Silopi Les généraux prirent place dans un hangar, non sans avoir fait ostensiblement un bout de chemin avec les membres de la délégation irakienne, conduite par le général Abdoul Hafiz

Ouel fut le contenu de ces négocia-

tions? Au terme d'un entretien de cinquante minutes, le général Shali-kashvili se limitait à ce commentaire, sous forme de lapalissade vaguement pessimiste: « Nous avons eu une explication très franche, qui m'a per-mis de dire ce que j'avais à dire. C'est ioujours le cas dans ce genre de dis-cussions preliminaires. Il reste beaucoup de points à discuter. (...) Nous nous sommes mis d'accord pour résou-dre le problème [de l'aide humanitaire) par d'autres voies. C'est notre intention de déployer toutes les forces nécessaires pour assurer la sécurité de l'aide humanitaire. C'était notre intention au départ et cela le demeure aujourd'hui.»

Selon lui, les négociateurs ne se

cisait cependant, vendredi soir, que les discussions n'étaient pas interrompues. Les négociateurs auraient, en fait, dressé la liste des problèmes à résoudre, qui porteraient notamment sur les conditions dans lesquelles des interventions d'aide humanitaire pourraient être réalisées sur le territoire irakien et sur le degré de liberté d'aller et venir dont disposeraient les réfugiés kurdes à l'intérieur de cette

#### «Manifester sa bonne volonté»

Les Irakiens ont fait savoir quels étaient, à leurs yeux, les types de mis-sions de sécurité admissibles sur leur territoire. Ils auraient notamment de vivres par voie exclusivement aérienne. Toujours sur un plan logistique, le projet de mise en place d'un grand centre de ravitaillement à l'intérieur de l'Irak – que les Américains auraient, semble-t-il, voulu installer dans la ville de Zakho – aurait été repoussé par les Irakiens.

Afin de vaincre les réticences et « manifester une bonne volonté », selon la même source française, les Occidentaux auraient accepté « d'emplayer d'autres voies » pour leur ravitaillement, notamment en ventilant leurs convois par des moyens terres-tres. « Nos avions-cargos ne sont en aucun cas déprogrammés, précise cette source; nous réfléchissons sim-plement aux problèmes logistiques qui

se posent sur place.» Cent trente militaires français

la base de Silopi; cent quatre-vingts autres devraient les rejoindre plus tard, en attendant l'arrivée d'un hôpital de campagne - un effectif de deux cent cinquante hommes - qui partirait de France par bateau et tteindrait la frontière dans une quin zaine de jours.

Côté américain, la base de Silopi connaît une croissance hyperbolique. Des tractopelles engloutissent des hectares de pâturages pour y aménager de nouvelles pistes d'atterrissage. Les tentes prévues pour dix personnes sortent de terre comme des champignons afin de répondre à une augmentation des effectifs, qui vont pas ser de huit cents à deux mille cinq cents soldats américains au cours du week-end. La débauche de matériel mille de véhicules lourds et d'équipe ments de confort, tels ces ventilateurs dans les tentes ou ces armoires chauffantes destinées à sécher les vêtements, inutiles sous la chaleur qu accable désormais la région.

'En face du camp, les palettes de vivres réservées aux réfugiés s'étalem sur plusieurs centaines de mêtres. Les camions roulent jour et nuit. Les hélicoptères - au nombre de quarantedeux, dont quatorze basés en perma-nence à Silopi - accroissent leurs capacités de largage au-dessus des montagnes: 90 tonnes mercredi, 180 tonnes jeudi. « Nous espérons atteindre notre objectif de 500 tonnes dans les prochains jours », confie le major Ron Gahgan

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

nier avait fait « un certain nombre de suggestions » à ses interlocuieurs dour trouver un ierra tente entre les positions de l'Etat hébreu et celles des pays arabes sur la possibilité de rénnir une conférence de paix régionale.

« Très normalement, le premier ministre [israélien] a demandé qu'on lui laisse le temps pour étu-dier ces suggestions avant d'en reparler avec le secrétaire d'Etat», poursuit le communiqué, qui ajoute: « Si l'on veut vraiment enclencher un processus de négocia-tion, alors il va falloir résoudre un certain nombre de problèmes

des Palestiniens de Jérusalem préalables difficilement accepta bles pour l'autre partie. Enfin, Arabes et Israéliens interprétent très différemment les

résolutions 242 et 338 de l'ONU sations: pour les premiers, elles conduisent inévitablement à un compromis territorial en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et sur le plateau du Golan : c'est inacceptable pour le Likoud (droite), le parti de M. Shamir, qui entend que ces territoires, occupés en 1967, restent à jamais sous souveraineté israelienne. A de Photo and a te

## Des négociations auraient été engagées entre le régime de Bagdad et les insurgés

Alors qu'un cessez-le-fen entre les insurgés, qui tiennent toujours une partie du Kurdistan, et l'armée irakienne (le Monde du 20 avril) paraît être toujours observé de part et d'autre, le régime de Bagdad et les responsables du soulèvement seraient engagés dans des négocia-

Quatre représentants du Front du Kurdistan irakien, représentant l'opposition kurde, se trouvent depuis jeudi à Bagdad pour mener des négociations avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodair, a-t-on appris, vendredi 19 avril, à Téhéran, de source proche du Front. Les représentants kurdes refusent, cependant, « tout accord politique avant la libération de l'ensemble des prisonniers », a-t-on précisé de même source.

Ces représentants sont deux membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), MM. Fadel Motni et Omar Othman, et deux représentants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mais « ni Massoud Barzani, président du PDK, ni Jalal Talabani, président

de l'UPK, ne sont à Bagdad ». Ces actors, a som a bagana. Cos a contacts y avaient été annoncés implicitement le 10 avril par M. Talabani, qui avait indiqué; a Les responsables trakiens ont

> politique ». Les responsables du Front essentiellement l'UPK et le PDK, mais aussi une dizaine d'autres mouvements kurdes de moindre importance – ont posé comme conditions préalables « l'arrêt des attaques contre les Kurdes, l'instauration d'un cessez-le-seu, et la libération de tous les prisonniers ». Ils ont toutefois accepté « le principe de négociations »; tout en maintenant « leur totale défiance » envers le président irakien, et réclament « des garanties internationales pour

essayé de rencontrer les dirigeants

kurdes afin de parvenir à un accord

les Kurdes». M. Saddam Hussein a en outre envoyé « à quatre reprises des émissaires à auprès des dirigeants kurdes, notamment, lundi, «un général de très haut rang». C'est à la suite de ce dernier contact qu'un cessez-le-feu a pu être établi. -

## Les entretiens de M. Baker en Israël

Saite de la première page

Dans un langage assez direct, un communiqué du porte-parole de M. Baker expliquait que M. ce der-

importants ». M. Avi Pazner, conseiller de M. Itzhak Shamir, le chef du souvernement, a expliqué que les « suggestions » de M. Baker

A' l'issue de deux heures de conversation dans la matinée. le secrétaire d'État et son homologue israélien, M. David Lévy, s'étaient refusés à tout commentaire devant la presse, se séparant sans un mot d'amabilité l'un pour l'autre. M. Baker a ensuite rencontré

الله أحد والقريق · ·

- principal

26.00 m

– La Carrie 🗫

THE CASE

, -- A The section of the se

STATE 🍇 2.00 pg

化二烷 雙 - 多数特

or the Contract

The T

The state of the s

ية بروه و د د

. .

~--:--

् भक्त

1.00 mg/s 1.00 mg/s

11.5 · . #

1,000

TO SE

عيانية ا

7.04



« problèmes vitaux » et qu'il était « trop tôt pour dresser des conclu-

Israéliens et Américains ont observé le mutisme le plus total sur les « suggestions » formulées par M. Baker. Les conversations paraissent toujours tourner autour des mêmes difficultés. Il y a bien accord sur le principe d'une conférence de paix régionale qui se réunirait sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS pour traiter des conflits israélo-arabes; mais les

#### Interprétations divergentes

Privilégiant le dialogue direct entendent que les parrains de la réunion, les Etats-Unis et l'URSS, paissent jouer un rôle actif et se

La composition de la délégation nalestinienne est tout aussi liti-JEAN GUEYRAS moindre participation de l'OLP et

M. Shamir durant plus de trois heures. En fin de journée, il s'est rendu à la vieille ville de Jérusalem. Il devait s'entretenir samedi avec une délégation de trois per-sonnalités des territoires occupés -Fayçal Husseini, Zacharia El Agha, Hanan Ashrawi – avant de se ren-dre en Jordanie, première étape d'une tournée dans plusieurs pays arabes. A en croire la radio israé-lienne, le secrétaire d'Etat pourrait revenir à Jérusalem au milieu de la semaine prochaine.

Dès jeudi, la presse israélienne, citant des sources gouvernemen-tales, faisait état d'une certaine amerteme à Jérusalem. Les autori-tés reprocheraient aux États-Unis d'être « revenus » sur un certain nombre de promesses faites à l'Etat hébren lors des précédents séjours de M. Baker dans la Ville sainte. Côté américain, on laissait entendre que les Israéliens avaient, pour des raisons tactiques, large-ment exagéré les résultats obtenus lors des conversations de la semaine dernière avec M. Baker. Enfin, celui-ci aurait été particulièrement mai disposé par le refus d'Israel de « geler » les implanta-tions en Cisjordanie.

#### Alors que Washington accuse l'Irak de sous-évaluer ses stocks d'armes non conventionnelles

# Bagdad affirme n'avoir jamais disposé d'ogives nucléaires

de notre correspondant

Dans une lettre remise en temps voulu à l'ONU et concernant l'emplacement et les quantités d'armes chimiques et de missiles à longue portée dont il dispose encore (le Monde du 19 avril), l'Irak reconnaît bien détenir du matériel nucléaire (conforme aux exigences de l'Agence internationale pour l'énergie atomique), mais affirme ne pas posséder d'armes nucléaire, ni de matériel destiné à fabriquer des armes nucléaires, pas plus que d'armes biologiques.

Déclarations qui ont aussitôt soulevé des réserves de la part du département d'Etat américain. lequel soupconne le régime de M. Saddam Hussein d'avoir sousévalué ses stocks d'armes chimiques et bactériologiques, et, en tout cas, d'avoir fourni des informations qui « sont loin de correspon-

disponibles ». Dans ce document, requis par les diverses dispositions de la résolution 687 du 3 avril dernier, qui jetait les bases d'un cessez-le-feu formel, Bagdad commence par noter que le Conseil de sécurité oblige l'Irak, « et lui seul » à entreprendre la destruction de ses armes non conventionnelles sans contraindre « les autres pays de la région, y compris Israël », à faire de

#### Une cinquantaine de missiles Scud

Mais, dans la mesure où l'Irak « n'a pas d'autre choix que de se conformer à la résolution », il communique le détail des armes chimiques stockées, pour l'essentiel, dans ses installations de Mutbanna, à 70 km à l'ouest de Bagdad, dont plusieurs auraient été les informations publiées en

Selon ce document, l'Irak dispose encore de 6 920 roquettes de 120 mm chargées de gaz sarin, de 2 500 têtes de missiles de type Sagr-30 contenant également du gaz sarin, et l'armée de l'air possède 200 bombes DB-2 au gaz sarin. Enfin, 75 tonnes de gaz sarin et 150 de gaz taboun sont stockées, ainsi que 280 tonnes de gaz moutarde.

En ce qui concerne ses armes balistiques, l'Irak indique ne plus détenir, dans sa base de Tadji, qu'un missile Scud de type 8K14E d'une portée de 50 à 300 km et 51 missiles de même type mais modifiés (Al-Hussein) d'une portée maximale de 650 km. Dans cette autre annexe. Bagdad livre le détail de ses plate-formes, de ses ogives conventionnelles et de ses lanceurs de fusées répartis sur une demilisant environ une centaine de

Conformément au texte de la résolution, l'Irak réaffirme enfin ses obligations au regard du protocole de Genève de 1925 sur la pro-hibition de l'emploi de gaz asphyxiants, toxiques ou simílaires, de la convention de 1972 sur l'interdiction de fabrication et de stockage d'armes biologiques et du traité de 1968 sur la non-proli fération des armes nucléaires

Autant d'engagements qui seront vérifiés, d'une part, dans les cent vingt jours après l'adoption de la résolution, par l'Agence internationale pour l'énergie atomique, d'autre part, au moyen de la commis-sion spéciale chargée de veiller à la destruction de toutes les armes mentionnées dans ce document et dont la constitution est prévue dans cette même résolution 687. SERGE MARTI

#### KOWEIT

## Le rapport d'Amnesty sur les droits de l'homme embarrasse les autorités

Le sévère rapport d'Amnesty International sur les violations des droits de l'homme au Koweit (le Monde du 20 avril) a plongé les milieux officiels dans un profond embarras. Samedi matin 20 avril, aucun commentaire officiel n'avait encore été rendu public au sujet du réquisitoire de l'organisation humanitaire, qui confirme la pratique de la torture pour extorquer des informations aux personnes - en grande partie des Palestiniens - détenues après avoir été arrétées plus ou moins illégalement par les forces de sécurité ou des milices parai-

#### KOWEIT

de notre envoyé spécial

Le ministre du Plan koweitien, M. Souleymane Montawa, a reconnu dans une déclaration à la BBC que des «abus» avaient pu être commis au cours des journées qui ont suivi la libération du Koweit, mais que tout était désor-

mais rentré dans l'ordre. Cette «mise au point » n'a cependant pas convaincu tout le monde. Pour la communauté palestinienne prison militaire de Koweit-Ville, où

du Koweit - 350 000 membres avant la guerre, environ 170 000 aujourd'hui - la «chasse aux sorcières » se poursuit, bien qu'à une moindre échelle, depuis le rappel à l'ordre que le prince héritier Cheikh Saad a adressé au début d'ayril aux régnante. Ceux-ci s'étaient apparemment érigés en justiciers à la tête de milices, dans le but de «se venger» de ceux qui avaient collaboré avec les Irakiens. Certains avaient, à l'époque, affirmé que ces milices avaient en fait pour objectif de réduire au silence les voix discor-

Une personnalité palestinienne qui, par crainte de représailles, tient à garder l'anonymat, affirme que ces iennes princes sont toujours actifs et supervisent personnellement les interrogatoires a musclés a des détenus dans le quartier de haute sécurité de Jiwan, situé dans les pâtiments du ministère de la défense à Chouaikh. Selon d'autres sources, des cas de torture ont été rapportés dans les locaux situés à proximité d'un camp militaire à Jahara, dans le nord du Koweit. Il existe cependant, de l'avis général, une amélioration certaine des conditions de détention des suspects, qui, il y a dix jours, ont été transférés – à la demande de Cheikh Saad - de la

ils étaient entassés, vers le centre de détention des délinquants mineurs, relativement plus «confortable».

#### Les milices responsables

Il n'empêche que, toujours selon des sources palestiniennes sures, les détenus continuent à subir toutes sortes de tortures, depuis des brûlures à l'aide de cigarertes jusqu'à la falakha (bastonnade sur la plante des pieds). L'Association de défense des victimes de la guerre, crèée au début de mars, expose dans ses locaux une indescriptible pano-plie d'instruments de torture, une cinquantaine environ, laissés derrière eux par les trakiens. « Qui aurait pu imaginer, s'exclarae un jeune universitaire, que les Kowei-tiens apprendraient aussi rapidement à manipuler ces mêmes engins contre des Palestiniens?». Un militant chiite, pour sa part, résume ainsi la situation : « Avant l'occupation, la cinquième colonne était chiite, maintenant elle est devenue palesti-

La personnalité palestinienne modérée que nous avons interrogée reconnaît que Cheikh Saad « fait de son mieux pour mettre fin à cette situation ». Mais, dit-il, « malgré tous ses efforts, il n'a pu contrôler les activités des milices de la famille

régnante, qui portent 90 % de la res-ponsabilité de ces exactions. Si rien n'est changé rapidement, il arrivera un moment où des personnes telles que moi ne pourront plus contrôler la rue. Je crains alors le pire avec les Palestiniens à Koweit ou en dehors de l'émirat qui, eux aussi, voudront venger leurs morts. Où irons-nous us ce cas?», se demande notre interlocuteur, qui appréhende « une escalade incontrôlable et sanglante de représailles et de contre-repré-

Certains des activistes pour la défense des droits de l'homme ne partagent toutefois pas la sévérité du rapport d'Amnesty international. « Je pense plutôt que les atteintes aux droits de l'homme ont tendance à décroître d'une manière spectaculaire », souligne M. Ghanem El Najar, l'un des responsables de l'Association pour la défense des vic-times de la guerre. Il ajoute qu'un certain nombre de personnes ont été arrétées pour avoir eu recours à la torture et qu'il « espère » qu'elles seront bientôt jugées. « Certes, dit-il, le gouvernement pourrait faire mieux. Mais je ne pense pas qu'il soit à l'origine de ces procédés déplorables. Il n'existe pas de politique officielle tendant à appuyer et encourager les violations des droits de

« réclamaient de plus amples dis-cussions », qu'on avait débattu de

blocages apparaissent dès qu'on cherche à en préciser les modalités.

avec ses ennemis, Israel veut que la conférence se limite à une cérémo-nie d'ouverture; les pays arabes mêler des conversations.

A COMPANY OF THE PARTY OF THE P A STATE OF THE STA The state of the s

Section of the second The second second A Property of the second The representation of the second And the second second And the second The state of the s The state of the s

STATE STATE OF THE PARTY OF THE Part State S 45 Marie Marie Contract of the Co The state of the s 

## Les entretiens de M. Bale en Istael

The market and \*\*\* The state of the s

State of the second sec

d'une « nouvelle ère du Pacifique » cou que l'île méridionale de la Corée de critiquer cette visite, affirmant Au cours de ses entretiens avec le président de la Corée du Sud, M. Roh Tae-woo, samedi 20 avril, M. Gorbatchev a proposé la conclusion d'un traité de coopération et d'amitié destiné à

renforcer les relations entre les deux pays. Troisième sommet soviéto-coréen en dix mois, cette rencontre rehausse la prestige international de Sécul et confirme le rôle que Moscou entend jouer en Asia. Les déconvenues soviétiques au Japon ne font que renforcer la signification de ce rapprochement, qui témoigne, selon M. Gorbatchev. de l'ouverture d'« une nouvelle

ère du Pacifique », qui serait le

pendant aux changements inter-

venus en Europe.

de notre envoyé spécial Les Coréens, qui nourrissent une solide antipathie à l'égard des Japonais, ont, non sans une certaine satisfaction, bénéficié des épineux démêlés entre MM. Gorbachev et Kaifu (ie Monde du 20 avril), et le chef de l'Etat soviétique a dû prolonger sa visite en Corée du Sud jusqu'à samedi. C'est à la demande de Mos-

Suite de la première page

🗼 🗼 🖟 liste ».

Membre du comité exécutif de l'Is-

à été choisie comme lieu du sommet : M. Gorbatchev a cherché à éviter de trop froisser la susceptibilité nord-coréenne en se rendant à Séoul. Il a néanmoins déclaré à Tokyo qu'il avait l'intention de se rendre prochainement à Pyongyang.

A Sécul, dix mille étudiants (et huit cents à Cheju) ont violemment manifesté contre la venue de Gorbatchev dont ils estiment qu'elle contribue à renforcer le «régime Roh Tao-woo» et constitue un acte de trahison à l'égard de la Corée du Nord. Radio-Pyongyang pour sa part n'a de cesse

qu'elle contribue à prolonger la division de la peninsule.

Lors d'un bref séjour en Corée du Sud

Le président Gorbatchev réitère son souhait

anjourd'hui île des voyages de noces et des touristes, fut aussi le lieu de la dernière des grandes insurrections communistes qui éclatèrent en Corée au lendemain de la libération du joug japonais. Le mouvement de Cheju fut utalement réprimé : on estime que la répression fit près de 38 000 morts, soit un quart de la population de l'île. Quelques mois plus tard, la péninsule était partagée en deux. M. Gorbatchev n'a dit mot de ces milliers de

Le président Kim Il-sung lie réunification coréenne et sécurité en Asie La Corée du Nord a réagi à la ple coréen mais elle ne peut être

visite en Corée du Sud de M. Gorbatchev, par un long entretien du président Kim Il-sung, publié, samedi 20 avril, par le quotidien iaponais Mainichi. Le président nord-coréen, soixante-dix-neut ans, insiste dans cette interview - la première accordée en onze ans à un journal nippon - sur le lien existant entre la question de la réunification de la péninsule et la sécurité en Asie. «La réunification de la Corée doit être le fait du peu-

dissociée de la sécurité en Asia». a-t-il déclaré.

Sur la question de l'inspection des équipements nucléaires nordcoréens. M. Kim Il-suno a afferné : «Les armes nucléaires américaines qui se trouvent en Corée du Sud constituent une menace pour notre pays et il est injuste de nous demander de nous soumettre unilatéralement à une inspection sans en faire autant au sud. »

félicite t-on dans son entourage, à un

La manière pondérée et responsa-

ble avec laquelle le souverain chéri-fien a géré la guerre du Golfe pour-

rait en laire de nouveau, aux yeux de

Paris, un utile et précieux interlocu-

teur pour renouer le dialogue avec le

monde arabe. Alors qu'à l'automne

dernier, la brouille franco-marocaine.

née après la publication du livre de

Gilles Perrault, Notre ami, le roi.

avait mis en lumière un aspect beau-

coup moins séduisant de sa person-

L'ère

du partenariat

née, la confiance perdue, « la France

doit se montrer tout de suite sérieuse

sur la question palestinienne » qui,

pour l'opinion publique maghrébine,

est le nœud de la paix au Proche-

Orient. « Nous l'attendons au tour-nant, affirme M. Fathallah Ovalalou,

chef du groupe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Par-lement marocain. Il ne lui suffit pas

de répéter ses prises de position d'avant-guerre. On les connaît par cœur. Elle doit maintenant passer aux

actes, prendre des mesures concrètes

Au demeurant, il y a un ton pater-

naliste, une sorte de prechi-precha auquel succombent parfois les

hommes politiques français, qui a de plus en plus de mal à franchir la Méditerranée. A cet égard, les propos récemment tenus par M. Michel Rocard, à l'Assemblée nationale,

invitant les pays du Maghreb à

dépasser leurs déceptions et leurs

pour les faire aboutir».

Pour retrouver, outre-Méditerra-

point noir près : les médias.

Face-à-face La sierté marocaine s'accommode assez mal de ce discours, même si d'aucuns, comme M. Tazi, plaident désormais pour des « relations d'infranco-maghrébin ièret sur la base du benéfice mutuel ». Mais, ce qui importe bien davantage pour Hassan II, c'est la fragile revanche que les événements lui permettent de prendre sur la France. e Nos rannorts sont au beau fixe », se

> tiqlal et ancien ministre marocain, M. Abdelhag Tazi, l'avoue : e On s'est laissé prendre nu discours socia-Ce traumatisme est plus durement vecu par tous ceux qui, intellectuellement et culturellement, avaient parié sur l'ancienne métropole et qui, par dépit amoureux, lui reproch aujourd'hui, de leur avoir fait le «coup du mépris». A cheval sur deux sociétés, ces « Franco-Tunisiens » et

guerre, comme désemparés. « On a détruit notre modèle», constate, désabusé, un universitaire maghrébin. Que pendant et après la guerre du Golfe, une cohorte d'émissaires français - ministres, parlementaires et elus locaux - leur ait rendu visite, qu'ils leur aient adressé des discours apaisants et parfois embarrassés, donne à penser aux Maghrébins que leurs interlocuteurs sont dans leurs petits souliers et ont, à l'évidence. petits soutiers et ont, à revioence, quelque chose à se faire pardonner. Ce remue-ménage politico-médiati-que les a convaincus, si besoin était, de leur bon droit. Ce qui n'était

ces «Franco-Marocains», en mal d'identité, se retrouvent, après-

Par les temps qui courent, la guerre du Golfe devient un peu, pour les Maghrebins, sujet tabou. A quoi sert de vouloir, les uns et les autres, chercher à se justifier et à se convaincre puisque les points de vue sont pratiquement inconcitiables. confie-t-on ici et là? Sans pour autant donner quitus à la France. n'est-il pas plus sage et plus utile de passer au point suivant de l'ordre du jour, d'essayer de repenser la coopération avec l'ancienne métropole?

peut-être pas l'objet de la manœu-

#### Une forte charge d'affectivité

Au plus fort de la guerre du Golfe, que ne s'est-on promis de faire payer drès cher à la France sa «trahison». d'aller chercher ailleurs, jusqu'au bout du monde, d'autres partenaires, chinois, indiens ou japonais par exemple? Mais où qu'ils tournent leur regard, les pays du Maghreb n'y ironvent aucune solution de rechange viable. Ils réalisent sans peine, audelà des slogans creux et faciles, le poids des contraintes historiques et

géographiques. Tel universitaire, qui appelait à la tupture des liens culturels avec la France, déposait en même temps une demande de stage auprès du CNRS! Tel opposant tunisien, qui souhaitait que soit coupée la réception d'Antenne 2, possédait, lui, une coûtieuse antenne parabolique pour capter cette chaîne! Combien de Maghrébins, attentifs à ce qui se passait du l'côté de Bagdad, piétinaient pour obtenir un visse qui leur ouvrirait la route de Paris ou de Marseille? Les signes sont là, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, d'une sorte d'enchevêtrement de coutumes, de réflexes et d'intérêts dont on ne peut

· Mais, il y a quelque chose de fran-

chement archaique dans les relations que le Maghreb entretient, depuis des lustres, avec la France. Relations. constate un universitaire marocain mêlées «de silences, de complexes, de reproches et de déceptions. M. El Malki note, dans ces rapports, « une très forte, voire une trop forte charge d'affectivités. A son avis, «le face-àface, partout, est malsoin».

Co-fondateur, en Tunisie, du mouvement islamiste Ennahdha avec lequel il est, aujourd'hui, en délica-tesse, M. Abdelfattah Mourou n'hé-site pas à affirmer – par calcul ou par conviction? - que ses compatriotes sont a presque français », qu'il n'a a rien contre la civilisation française», que la crise économique, voilà l'ennemi public numéro un. Le premier ministre, M. Ahmed Karoui, n'est pas, lui non plus, avare de bons sentiments envers l'ancienne métropole. « C'est depuis la France, raconte-t-il, que j'ai lutté pour l'indépendance de mon pays et ça ne s'ou-blie pas».

Mais, aux yeux des jeunes Maghré bins, qui maîtrisent mal notre lanque, qui ne connaissent pas la France et qui sont d'autant plus frustrés qu'on les empêche d'y aller chercher un emploi, ce genre de discours sonne creux. Quelles images de l'Occident ont-ils retenu à travers la guerre du Golfe? « Assurément néga-lives, indique M. Marzouki. Le mépris de l'Arabe, la volonté de puissance, la supériorité technolog l'hypocrisie ». Et ce sont ces générations-là, « travaillées » par toutes sortes de propagandes nationalistes ou islamistes, qui seront, demain, aux commandes de leur pays.

Pour l'heure, les pays maghrébins cherchent à gérer, chacun à leur manière, l'après guerre. En Tunisie, le mot d'ordre officiel est de tourner la page du Golfe, de clarifier une position « mal comprise » par Paris, en clair de « dédramatiser ». M. Habib Ben Yahya, le chef de la diplomatic, réduit la portée de ce malentendu aux dimensions d'un simple « accident de parcours ». « Combien de crises, noto-t-il, avonsnous déjà traversé, qui n'ont laisse

Pour les Tunisiens qui ont hérité, de leurs ancêtres phéniciens, un sens certain des affaires, l'amitié retrouvée a son prix. D'autant plus élevé que l'on sait la France dans les meilleures dispositions du monde pour renouer, très vite, le dialogue avec les pays du Maghreb. Il faut donc battre le fer pendant qu'il est chaud. « On ne va pas changer comme ça de monture », confie M. Ben Yahya.

« Notre modèle de société se rapproche beaucoup du vôtre », se plait-on à souligner, dans les milieux officiels tunisiens où l'on insiste sur la nécessité de le défendre contre a menace islamiste par une vigouren politique économique. Ainsi, M. Abdallah Kallel, le ministre de l'intérieur, a-t-il récemment lancé l'idée d'une sorte de plan Marshall. Montant de la facture que Paris est, pour une large part, appelé à règler : I milliard de dollars par an pendant

paysans morts pour une révolution dont l'URSS portait alors le flambeau. Plus que ce passé, ce sont les moyens de réduire la tension dans la Par une ironie de l'histoire, Cheju, péninsule qui ont été au centre des

> Les Coréens sont restés prudents dans leurs réponses aux propositions de M. Gorbatchev de mettre en place un nouveau système de sécurité en Asie et dans le Pacifique. Ils ont en eur soutien en vue de l'entrée de la Corée du Sud aux Nations unies. Le principe d'universalité de l'ONU implique une entrée simultanée des deux Corées, ce que refuse Pyongang. M. Gorbatchev a, lui, souliené le caractère « irréaliste » d'une entré

Sur la question des installations nucléaires nord-corécnnes, M. Gor-batchev a réitéré le souhait (qui figure déjà dans la déclaration commun nippo-sovietique) que Pyongyang se soumette à une inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). A Tokvo. son porte-parole avait déclaré que si Pyongyang persistait à refuser une telle inspection, l'URSS suspendrait nucléaires. En revanche, le vice-premier ministre soviétique, M. lour Maslioukov, a récemment expliqué Séoul que l'URSS était disposée fournir des armes « défensives » à la Corée du Sud.

PHILIPPE PONS

frustrations, ont fait, ici et là, grincer bien des dents. « Cette tendance de la France à s'ériger en gendarme moral, cst difficilement acceptable, précise M. El Malki. Cela nous rappelle un certain passé colonial v.

A vrai dire, de Tunis à Rabat, se fait jour, à des degrés divers, le souci de « dépassionner » les relations franco-maghrébines. Au point même d'entendre un universitaire marocain placer « le calcul froid au-dessus de toute autre considération ». « On entre dans l'ère du partenarial», affirme M. Ben Yahya. Mot qui, ici, a, aujourd'hui, bien meilleure presse que celui déjà un peu vieillot de coopération. A cet égard, d'aucuns évoquent la nécessité de dépasser le cadre proprement bilatéral des relations franço-maghrébines. Manière de les enrichir. Avec l'Europe pour horizon et la Méditerrance comme terrain d'exercice.

Le Maghreb n'est d'un côte qu'à 13 kilomètres de l'Europe via le détroit de Gibraltar et guère plus de l'autre par le canal de Sicile. Dans le débat nord-sud, la Méditerrance devient un compromis acceptable, un projet qui a plus de consistance économique et moins de connotation politique que celui de la francopho nie. Aujourd'hui, l'Algérie. le Maroc et la Tunisie redécouvrent ce «lac». cette « mer intérieure » dont ils occu-

La Méditerranée, formule à succes? Encore conviendrait-il que, dans la perspective du marche unique de 1993, le Maghreb reussisse à rassembler ses énergies. Reste qu'entre deux ensembles économiques de force o combien inégale, les relations n'en seront pas moins conflictuelles, notamment en matière de libre circulation des hommes et des biens Comme elles pouvaient l'être avec la France. Pour débloquer ce dialogue nord-sud, il faudra peut-être alors autre chose que du « calcul froid ». Quelque chose qui ressemblera, quand même, à une sorte de compli-

cité chaleureuse. JACQUES DE BARRIN La visite à Paris du chef de l'opposition québécoise

### M. Parizeau veut resserrer les liens entre la France et le Québec

Le chef de l'opposition québécoise, M. Jacques Parizeau, en visite à Paris jusqu'au 26 avril à l'invitation du Parti socialiste, doit rencontrer le président François Mitterrand lundi 22 avril. Cette visite a deux grands objectifs: promouvoir l'idée de la souveraineté de la province et resserrer des liens politiques quelque peu distendus entre la France et le Qué-

MONTRÉAL

de notre correspondante

Autonomie, indépendance politique? Où va le Québec? M. Jacques Parizeau, le chef du Parti québécois, tentera, au cours de sa visite d'une semaine à Paris qui commence lundi 22 avril, de convaincre ses interlocuteurs français que la « souveraincté » que rône depuis plus de vingt ans sa formation pour la «belle province», est devenue inéluctable.

Le leader de l'opposition québécoise devra d'abord décrire le lent processus en cours ainsi que les tenants et aboutissants de son option, deux chapitres pour lesquels les explications ne sont pas superflues à l'étrapger. Refusant d'organiser à court terme le référendum sur la souveraineté que le Parti quéhécois réclame depuis que le reste du Canada a refusé d'accorder à la province, en juin dernier, un vague statut de « société distincte», le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a préféré le mois dernier donner « une dernière chance » au fédéralisme canadien. Il a invité Ottawa à soumettre d'ici à la fin de 1992 des propositions visant à réaménager le système politique du pays, de manière à satisfaire les principales revendications autonomístes des Québécois, qui rejettent unanimement le statu quo. Dans l'hypothèse où aucun terrain d'entente ne pourrait être trouvé, M. Bourassa envisage de consulter la population sur « une souveraineté québécoise dans un cadre confédéral canadien », concept sur lequel il ne s'est

guère étendu. Si son parti remporte les prochaines élections normalement prévues pour 1993, M. Parizeau a quant à lui promis d'organiser dans les plus brefs délais » un référendum portant sur la souveraineté d'un Québec qui se serait doté entre autres de la « capacité

exclusive de faire ses lois, de prêlever ses impôts sur son territoire et de conclure toute forme d'accords ou de traités avec d'autres Etats indépendants ». On ne sait si cette consultation devrait intervenir au début, au milieu ou à la sin des négociations que le Parti québécois se propose d'entamer pour obtenir le maintien - largement souhaité -d'un libre-échange et d'une monnaie commune avec le reste du

#### Un « Etat souverain »

La Constitution actuelle du Canada ne faisant pas mention du droit pour une province de faire sécession, il faudrait que les autres membres de la fédération approuvent les termes du divorce. A défaut, il faudrait que, « conformé-ment au droit international, d'autres Etats reconnaissent le Québec comme Etat souverain», comme l'a récemment souligné la commission parlementaire élargie qui s'est pen-chée pendant six mois sur l'avenir politique de la province. Jusqu'où la France pourrait-elle soutenir un Québec éventuellement amene à imposer sa souveraincté? M. Parizeau aimerait bien avoir une idée de la réponse à cette question, qui peut paraître prématurée tant que les Onébecois ne se seront pas eux-mêmes prononcés sur leur propre avenir. Le soutien à l'option du Parti québécois, rejetée une première fois lors du résèrendum de 1980 par 60 % des votants, paraît plus fort qu'alors mais d'ici à 1992, les termes du débat peuvent

M. Parizeau s'est rendu à deux reprises au cours des dernières semaines aux Etats-Unis, pour y répéter, devant les milieux d'affaires notamment, qu'un Quebec souverain ne remettrait en cause ni l'accord de libre-échange, ni les autres traités canado-américains. A ses yeux, la France doit constitucr le deuxième grand axe de la politique extérieure du Québec. Un axe que l'actuel gouvernement de la province a négligé, selon M. Parizeau, ne serait-ce qu'en attendant exactement un an avant de nommer, en janvier dernier, un nouyeau délégué général du Québec à Paris. D'autant que la visite que M. Rocard devait effectuer dans la province en septembre dernier, a été reportée à la demande de M. Bourassa, victime de graves ennuis de santé. Aucune nouvelle date n'a encore été fixée.

**MARTINE JACOT** 

 Le président Mitterrand se rendra à Moscon le 6 mai. - Le président François Mitterrand se rendra le 6 mai à Moscou pour une visite de travail, a confirmé le porte-parole de à Bucarest. Cette visite avait été annoncée à Paris par M. Anatole Loukianov, président du Soviet suprême d'Union soviétique, qui a précisé que M. Mikhail Gorbatchev voulait « remettre les pendules à l'heure» en ce qui concerne la concertation avec la France. - (Reuter.)

D Voyage du président de Croatie en Hongrie. - M. Franjo Tudiman, président de la Croatie, est arrivé, vendredi 19 avril, à Budapest, où i a entamé des entretiens avec les dirigeants hongrois, li a fait valoit, lors de ses entretiens avec le pre-mier ministre, M. Jozsef Antall,

que la Fédération yougoslave devra donner naissance à une communauté de Républiques souveraines, mais que si certaines d'entre elles rejettent cette solution la Fédération se désintégrera et les Républiques deviendront indépendantes Cette visite en Hongrie intervient alors que les relations entre Budapest et Belgrade demeurent tendues après l'affaire des livraisons d'armes par la Hongrie à la Croatie. - (AFP.)

D Reprise à Genève des négociations START. - Les négociations américano-soviétiques START sur le désarmement stratégique, qui doivent aboutir à une réduction sensible de l'arsenal nucléaire des deux puissances, ont repris, vendredi 19 avril à Genève, après un mois de pause, a-t-on appris auprès de la mission américaine. - (AFP)

l est un pays qui a donné naissance au mot azur et qui en a fait son mot de passe entre le ciel, la mer et le voyage des yeux.

office national marocain du iourisme, 161 rue saint-honoré 75001 paris. Tél. : 42 60 63 50.

# La revanche du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers, réunie à huis clos, vendredi 19 avril, sur requête du procureur de la République du Mans, a considéré que la procédure ouverte le 8 janvier demier au Mans et conduite par le juge Thierry Jean-Pierre était « conforme au droit ». La chambre d'accusation devait se prononcer sur la régularité de l'ouverture de cette procédure, qui avait été rendue possible par un réquisitoire supplétif basé sur les déclarations de M. Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la fédération sarthoise du Parti socialiste. L'annulation de ce réquisitoire aurait entraîné l'annulation de l'ensemble des actes de procédure, et notamment de la perquisition opérée le 7 avril par le juge Jean-Pierre, au siège parisien de la société Urbate-

Le jour même, le magistrat avait été dessaisi du dossier, sur décision du président de son tribunal. Au contraire, le fait que la chambre d'accusation ait considéré la procédure initiale régulière lève les doutes sur la poursuite de

l'instruction, désormais confiée au juge Jacques Liberge au Mans. Par ailleurs, la chambre d'accusation a considéré que les deux parties civiles qui s'étaient constituées auprès du juge d'instruction, la Ligue des contribuables et l'Union départementale de la CGT, étaient irrecevables. La décision de la chambre d'accusation constitue une véritable victoire pour le juge Thierry Jean-Pierre, ainsi que pour les deux substituts du parquet du Mans qui lui avaient donné les moyens juridiques d'élargir sa saisine.

M. Jean-Pierre s'en est d'ailleurs déclaré « très, très heureux ». « Cette décision montre le mal-fondé des déclarations de Henri Nallet et de Georges Kiejman quant à la prétendue irrégularité de la procédure. » En revanche, elle constitue un véritable camouflet pour le ministère de la justice, MM. Nallet et Kiejman s'étant l'un et l'autre vivement engagés dans ce dossier en dénonçant des erreurs de procédure et en mettant en cause personnellement le juge d'instruction, dont ils estimaient l'attitude partisane. Le ministère de la

justice se refusait, vendredi 19 avril, à tout commentaire sur la décision de la chambre d'accusation, tant que ses motivations ne seraient pas connues. De même on ne souhaitait pas Place Vendôme s'exprimer, samedi 20 avril, sur les conséquences politiques de cette affaire.

L'opposition, elle, a réagi immédiatement, demandant par la voix notamment de MM. Alain Juppé, Bernard Pons, Jean-Louis Debré, Alain Madelin, François d'Aubert, Philippe de Villiers, aux deux ministres de démissionner. Dans les milieux judiciaires, où depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre on n'avait pas ménagé le soutien au magistrat tant critiqué par le pouvoir, ni manqué de dénoncer, toutes tendances confondues, l'atteinte à l'indépendance des magistrats et le trop grand poids de l'exécutif sur la justice, les réactions ont été tout aussi vives. Le Syndicat de la magistrature, dont M. Jean-Pierre est le délégué régional, dénonce « l'opération de désinformation de l'exécutif » dans l'affaire du dessaisissement du juge du Mans. « Le

garde des sceaux et le ministre de la justice n'ont pas respecté le principe de la séparation des pouvoirs fondé sur l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et qui est un principe constitutionnel. » Pour l'Union syndicale des magistrats (modérée, majoritaire), la décision de la chambre d'accusation rend « inexplicable et suspect» le dessaisissement du juge Jean-

« Que reste-t-il du cambriolage judiciaire dénoncé par Georges Kiejman ? Le dessaisissement était aussi rapide qu'injustifié. » L'Association professionnelle des magistrats (droite) estime, elle, que la décision de la chambre d'accusation « est un désaveu cinglant infligé aux deux ministres, qui n'ont cessé de clouer au pilori ce magistrat en l'accusant de très graves fautes professionnelles. » L'APM estime qu'ils se sont « disqualifiés » et leur demande « d'en tirer les conséquences ».

Les réactions dans les milieux politiques

## M. Le Pen dénonce la « pourriture de l'Etat socialiste »

M. Jean-Marie Le Pen a dénoncé, vendredi 19 avril, devant plus d'un millier de militants et sympathisants réunis à Versailles, « la pourriture de l'Etat socialiste ». dont les principales personnalités font partie, a-t-il dit, du « gotha de la a ripoublique ». Evoquant par le menu les « all nières années, de Luchaire à Urba-Gracco, en n'omettant pas celles auxquelles des personnalités de l'opposition avaient été ou seraient melées (Chaumet, Cogedim), M. Le Pen a affirmé, à la grande joie de l'assistance, que « c'est en guenilles morales que le gouvernement se promène».

« Ce sont des menteurs, ce sont des voleurs », a-t-il lancé, en accusant également l'opposition - à l'exception de M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, dont il a salué l'attitude – d'être complice des socialistes par son silence. « Il est vrai que pour monter au cocotier, il est nécessaire d'avoir des caleçons propres », 2-t-il ironisé à propos de MM. Jacques

Chirac, Valery Giscard d'Estaing et François Leotard. Demandant l'ouverture d'instructions sur les « affaires », le président du Front national a expliqué qu'il n'ose « espèrer que la conscience morale exigeante de M. Rocard, ni celle de M. Mitterrand [puissent] les pousser jusqu'à se trancher la gorge

La salle a chaudement applaudi dénonciation de « l'Etat masieux », symptôme de « la décomposition » de la classe politique française, et la « déliques-cence » de la démocratie. M. Le Pen a expliqué que la démocratie est un système « médiocre », mais qu'il n'en connaît pas d'autre. La salle est restée muette. « Les structures politiques de notre pays sont prosondement corrompues, et je suis le seul à pouvoir le dire, car le Front national est le seul à n'être implique dans aucune affaire», a-t-il encore lancé, après avoir sys-tématiquement mis dans le même sac la droite et la gauche parlemen-

il est 10 heures, et déjà, les journalistes hantent le palais de justice d'Angers. La chambre d'accusation de la cour d'appel doit, il est vrai, se prononcer dans la journée sur la régularité de l'ouverture de l'information judiciaire qui est à l'origine de «l'affaire Jean-Pierre». La plupart des protagonistes n'ont pas attendu cette audience pour dire haut et fort leur sentiment sur le sujet : M. Henri Nallet a affirmé à plusieurs reprises que M. Thierry Jean-Pierre « avait manifestement enfreint les règles de la procédure penale», M. Georges Kiejman que les innes et dessions de la confection d

penaie», M. Georges Miejman que les juges se devaient de ne pas oublier « leur maître, la loi et rien que la loi », et M. Jean-Pierre que la « procédure suivie était parfaite-ment régulière ». Cette fois, la parçae est à la instince. parole est à la justice. L'audience est ouverte par le président de la chambre d'accusation, M. Jean Gouyette. Il y a là les deux avocats de la Ligue des contribuables, Ma Sylvain Garant et Jean-Marie Job, l'avocate de l'union départementale sarthoise de la CGT, Me Françoise Gallot-Lavallée, et l'avocat d'Urba-technic, Me Yves Baudelot. Le président Gouyette, qui sait l'affaire délicate, tente d'emblée d'apaiser les esprits. « Je ne fais pas de politi-que, précise-t-il, je fais du droit. »

#### « Justice vichyste »

L'audience est ouverte, et l'on discute déjà de la présence de la Ligue des contribuables et de l'union départementale de la CGT. L'avocat général et le président part d'avocat ces deux associasont d'accord : ces deux associa-tions se sont constituées parties civiles après la saisine de la chambre d'accusation par le procureur du Mans. Faut-il dès lors accepter leur présence à l'audience? Mr Yves Baudelot en profite pour soulever le problème de la recevabilité de ces deux parties civiles. Premier incident. Furieux à l'idée de se voir interdire l'audience, les pour avocats de la Ligue des contribua-iustice bles et de la CGT se récrient. « Il était impensable d'aborder ce sujet, expliquait Mo Sylvain Garant dans

Eclats de voix au Palais la soirée. La chambre d'accusation n'en était pas saisie. Nous étions en plein surréalisme » Querelles, éclats de voix, indignation : les avocats des deux parties civiles présentes demandent brusquement une suspension de séance.

A peine sortis de la chambre, tous trois se précipitent à la biblio-thèque du Palais afin de consulter la jurisprudence. Ils feuillettent, lisent, se renseignent. En une demi-heure, leur religion est faite : la chambre d'accusation ne peut se saisir de la régularité de leur constitution de partie c retour à l'audience, les trois avocats détaillent leurs arguments. Le président et ses deux conseillers se retirent. A 12 h 30, lorsqu'ils réapparaissent, les constitutions de parties civiles sont déclarées irrecevables : aux yeux de la chambre d'accusation, la Ligue des contribuables et l'union départementale de la CGT n'avaient pas, selon la formule consacrée, « intérêt à

agir » dans ce dossier. Le président Gouyette prie alors les trois avocats de quitter la salle.
Cette fois, c'est le tollé. « Nous
avons en face de nous une justice vichyste, moins la milice, et plus l'hypocrisie, lance M. Garant devant les journalistes. Il s'agit d'un véritable coup d'Etat judi-ciaire. Nous allons immédiatement nous pourvoir en cassation. » Plus mesuré, Mº Job, qui défend lui aussi la Ligue des contribuables, se contente d'une remarque pleine d'intuition. « Il ne faut pas, explique-t-il, préjuger de l'arrêt qui sera rendu tout à l'heure. »

Chassées de la chambre, les par-ties civiles tonnent mais l'audience se poursuit. Le président et ses deux conseillers entendent succes-deux conseillers entendent successivement le réquisitoire de l'avocat général d'Angers et la plaidoirie de l'avocat d'Urbatechnic, Mª Yves Baudelot. Tous deux demandent l'annulation du réquisitoire signé le 8 janvier par le substitut du procureur du Mans au vu de la première déposition de l'ancien numéro deux du PS sarthois, Pierre Coicadan d'es esules méri-Pierre Coicadan. « Les seules préci-sions données par le docteur Coica-dan, plaide Me Baudelot, se limi-

taient en effet à dire qu'il avait su que certaines entreprises versaient des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics, et n'étaient pas plus précises que ce que le docteur Coicadan avait pu lire dans des articles de presse. Dénonçant « l'imprécision » de la déposition, il souligne que M. Pierre Coicadan « ne cite

aucune infraction, aucune date, et

Cet épisode dure à peine une demi-heure. A 13 heures, l'auce s'achève, mais le Palais se prépare à un nouvel incident : les avocats de la Ligue des contribua-bles, qui attendent devant la porte depuis qu'ils ont quitté l'andience, se précipitent sur M. Baudelot en l'insultant, « Il nous avait tiré une balle déloyale en plein cœur en évoquant l'irrecevalité, explique Me Sylvain Garant. Favoue que j'ai dépassé le ton du débat mondain. Je lui ai dit vivement qu'il déshono rait notre profession. » On est à deux doigts de l'empoignade. Une fois le calme revenu, c'est l'attente.

#### « Très, très heureux»

A 16 heures, l'arrêt de la chamhe d'accusation surprend tout le monde: Me Baudelot était persuadé de la nullité du réquisitoire pour extorsion de fonds, les avocats des parties civiles ne croyaient plus, disent-ils, à la « sérénité de la justice ». Dès l'annonce de la décijustice». Dès l'annonce de la déci-sion, le juge Jean-Pierre se dit, lui, « très, très heureux». « La décision de la chambre d'accusation, expli-que le magistrat du Mans, prouve, à tout le moins, le mai-jondé des déciarations de MM. Nallet et Kiejdectarations de min. Native et aleg-man quant à la prétendue irrégula-rité de la procédure avant même que l'arrêt de la chambre d'accusa-tion ne soit rendu. » Les parties civiles, qui viennent pourfant d'être déclarées irrecevables, exuld'être déclarées irrecevanies, exti-tent : « Ce soir, nous débouchons le champagne, lance M. Sylvain Garant. La justice va enfin pouvoir faire son travail. » M. Bandelot, qui se dit à la fois « dégu » et « surpris», annonce, lui, un prochain

pourvoi en cassation. Assommée, la Chancellerie se tait.

La chambre d'accusation, dont l'arrêt ne sera notifié que la semaine prochaine, a donc juge que l'ouverture, le 8 janvier, de l'information judiciaire pour extorsion de fonds était « conforme au droit»: à ses yeux, la déposition du docteur Coicadan expliquant que « certaines entreprises versaient des commissions par l'intermé-diaire des bureaux d'études pour avoir des marchés publics » suffit à fonder l'ouverture de l'information judiciaire pour extorsion de fonds.

vait toutefois se prononcer su l'ensemble de la procédure suivie par le juge Jean-Pièrre. La requête du procureur du Mans, M. Henri Bertrou, était clairement limitée à la première étape du dossier, c'estadire l'enverture le 2 inquier de à-dire l'ouverture, le 8 janvier, de l'information. Les magistrats d'An-gers n'étaient donc pas invités à se prononcer sur l'ensemble de la procédure, notamment l'inculpation et l'incarcération, le 6 avril, de M. Christian Girandon, et la perquisition menée par le juge Jean-Pierre dans les locaux parisiens d'Urbatechnic, le 7 avril.

L'instruction sur l'affaire Urba menée au tribunal du Mans va donc menee au tribunai du Mans va donc pouvoir se poursuivre. Le juge Jacques Liberge, qui est chargé du dos sier depuis le dessaisissement du juge Jean-Pierre, est désormais totalement maître de la conduite de l'instruction. La prochaine de la Conduite de l'instruction. tion. La prochaine étape sera sans doute l'ouverture des cinq caisses de dossiers saisis par le juge Jean-Pierre dans les locaux d'Urbatechnic. Il suffit à M. Liberge, pour briser les scellés de convogues le seul in multilés, de convoquer le seul inculpé de l'affaire, M. Christian Giraudon, son avocat, Mr Bandelot, et le « tiers chez lequel la saisie a été faite», le liqui-

dateur d'Urba. La Ligue des contribuables, dont la constitution de partie civile a pourconstitution de partie etvile. Pour tant été jugée irrecevable dans l'après-midi, n'a d'ailleurs pas perdu de temps. A peine connue la décision de la chambre d'accusation, elle faisait parvenir au juge Liberge une requête demandant l'ouverture édiate des scellés

## M. Juppé estime que MM. Nallet et Kiejman « se sont déconsidérés »

**BOURG-EN-BRESSE** 

de notre correspondant

M. Alain Juppé inaugurait la nouvelle permanence départemen-tale du RPR, vendredi 19 avril, à Bourg-en-Bresse (Ain), quand il a pris connaissance de la dépêche de l'agence France-Presse annonçant que la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers avait jugé conforme au droit la procédure sulvie par le juge Jean-Pierre dans l'affaire Urba. « MM. Nallet et Kiejman ont été d'une imprudence verbale phénominale, a déclare le secrétaire général du RPR. Ils

n'ont pas eu de mots assez durs pour accuser le juge Jean-Pierre d'avoir été l'objet, sinon l'artisan, d'une manipulation politique et d'avoir violé les règles de l'instruction. Ils se sont déconsidérés dans cette affaire. Je ne vois pas bien, desormais, quelle autorité ils conservent sur l'institution judiciaire. A eux d'en tirer spontanément les consequences. » Pour M. Juppé, « tout cela prouve que la thèse d'une pression politique exercée par le pouvoir socialiste pour faire obstacle au cours de la justice était la bonne».

## M. Pons (RPR) accuse le garde des sceaux « d'avoir sciemment menti »

M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a demandé, vendredi 19 avril, que MM. Henri Nallet et Georges Kiejman viennent «s'expliquer» devant les députés après la décision de la chambre d'accusation d'Angers. Cette décision » inflige un démenti cinglani » aux propos tenus le 9 avril par le ministre délégué de la justice et le 10 avril par le garde des sceaux, a observé M. Pons dans un rappel au règlement, ajoutant : « On ne peut pas dire n'importe quoi dans l'hémicycle, qui n'est pas un préau d'école. Ou bien ces deux ministres étaient mal informés, ou bien ils oni sciemment menti à la représentation nationale. » Le président du groupe RPR a demandé une suspension de séance pour « le temps nécessaire à la venue des ministres ». MM. Nallet et Kiejman ne s'étant pas présentés au Palais-Bourbon, la séance a repris vingt minutes paus tard. M. rous a alors souligné qu'a après avoir menti. M. Henri Nallet, garde des sceaux, u la représentation nationale », "« doit donner sa démission ». and the second s

M. Nallet lui infligeait le témoignage de son «mépris souverain». Au nom du groupe UDF, M. Jean-Luc Préel, député de la Vendée, s'est associé aux propos du président du groupe

D. M. de Villiers : « Une leçon cuisante». - M. Philippe de Villiers, député (UDF-PR) de la Vendée, a déclare, vendredi 19 avril, que la décision de la chambre d'accusation d'Angers « est une leçon pour tout le monde, cuisante pour le pouvoir ». L'ancien ministre « laisse le soin à M. Nallet », qui, a-t-il dit, « vient de se voir insliger un carton rouge», « d'en tirer les consé.

o M. Madelin : démission. -M. Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, a déciaré, vendredi 19 avril, que « pour le bon fonctionnement de la justice »,

# Le râleur et les minitélistes

Dans un style volontiers dépouillé, répondant le plus souvent en quelques mots, le juge Jean-Pierre s'est prête, vendredi 19 avril, au jeu des questions-réponses sur le service Minitel du quotidien Libération. Les réponses ont été rédigées dans la matinée. Le juge ignorait encore la décision de la chambre d'accusation d'Angers.

Répondant à une question des minitélistes sur eles moyens dont disposent les magistrats solidaires de lui » afin d'influer sur le cours de cette affaire, le juge a été formel : « Il est théoriquement impossible d'influer sur le cours d'une affaire. Bien qu'il soit pour le moins choquant que le garde des sceaux lui-même et son ministre délégué annoncent aux médias que la procédure est nulle avant que la chambre d'accusation ne statue... >

M. Thierry Jean-Pierre afirms qu'il n'est pas un « juge rouge », qu'il se situe « en dehors du jeu

politique », et « l'exploitation qui peut être faite d'une affaire judiciaire par les uns ou par les autres ne [le] concerne pas. » Les minitélistes s'obstinent pourtant, parfois avec un brin d'humour. «La mairie de Paris vous a-t-elle offert un poste de conseiller juridique avec l'inspecteur Gaudino, et ce pour l'année prochaine ? » demande l'un deux Le juge Jean-Pierre se détend. « Non, pourquoi, vous avez des

Les minitélistes se montrent insistants : « Pourquoi cette obstination, quel est votre but? > Le juge Jean-Pierre s'interroge. «Et si le véritable mobile du « crime » était le désir d'aller jusqu'au bout d'un dossier?» Sa carrière, dit-il, « l'indiffère ». Et quand quelqu'un lui demande ce qu'il reste à un juge « qui ne peut pas faire son boulot », M. Jean-Pierre répond sans hésiter : « Râler contre ceux qui l'empêchent de

## Sans péril

Suite de la première page

La décision d'Angers ne remet pas e dessaisissement du juge Jean-Pierre en question, tant, du moins, que le collègue qui le remplace n'est pas en congé, auquel cas le tableau des permanences laisse au dessaisi le droit d'instruire l'affaire qui devrait lui échapper...

On sera, en deux semaines, passé d'un «cambriologe judiciaire» à un micmae du même nom qui donne le tournis aux justiciables, affole les politiques, égare les esprits qui tentent naïvement d'y voir clair, et ren-force le camp des ricaneurs et des

L'acharmement judiciaire à démontrer ce qu'on savait déjà - les dossiers du financement du PS - est déclaré régulier, en droit. Fort bien. Mais qu'y auront gagné, en fait, et la justice et la politique? La justice aura étalé ses déchirements, son mai vivre, sur un fond de récriminations légitimes, avec force mouvements de menton sur le thème « nous sommes le dernier rempart de la démocra-

La politique, côté PS et gouvernement, aura montré perte de sang froid, hâte à conclure et peur de l lumière comme de son ombre. Côté opposition, elle aura montre une suspecte gourmandise, une precipitation à s'indigner comme à crier victoire, qui traduisent plus d'arrière-pensées sans rapports avec la justice et la vérité qu'une volonté vraie de débusquer la corruption partout où elle se vautre, tâche il est vrai colossale (et qui risquerait parfois de ramener des

censeurs vers leurs propres écuries...). La victoire judiciaire du « petit juge» couronne la provocation que semble avoir constitué, de bout en bout, son opération - puisqu'il œuvre encore, le fameux dimanche, alors qu'il se sait dessaisi - et a fonctionné à plein. Elle se referme sur le pouvoir politique aussitôt accourt. Entre l'adresse de ce juge et de ses amis à défier le pouvoir, et l'impotence des gouvernants à «tenir». in justice et à se tenir face à elle. qu'est-ce qui est, en définitive, rassurant pour la démocratie? Pas grand-

BRUNO FRAPPAT

And the second s

The same of the sa

A Albanie

State of the

Market St.

A STATE OF THE STA

المراجع فيتنا المتحاف والأليان

post of the

Ben in Alberta

all families in the con-

Sent Section - -

soften and arrest

Same of the

J. 10 50 100

## dans l'affaire Urba

## Trois mois de procédure

Aux sources de l'affaire se trouve un dossier d'accident du travail instruit par M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans : Il s'agit de la mort de deux ouvriers écrasés par une dalle de béton sur le chantier de l'entredrise Heulin, à l'Ilot-7, Au début du mois de janvier, le juge Jean-Pierre reçoit un coup de téléphone d'un correspondant qu'il baptise « Foumier», kui affirmant que l'entreprise Heulin a versé des « pats-de-vin » à certains partis politiques, il l'invite à contacter le docteur Pierre Coicadan, ancien numéro deux de la

fédération sarthoise du PS. • 8 janvier : convoqué chez le juge d'instruction, le docteur adan affirme qu'il n'a «pas de révélations à faire sur la chantier de l'Îlot-7 et sur son financement » mais qu'il a « su, de par son] activité de militant au PS et de secrétaire fédéral que cartaines entreprises versalent des commissions par l'intermédiaire de bureaux d'études pour avoir des marchés publics». Au vu de cette déposition, le substitut du parquet, M. Edouard Wawrzy-niak, ouvre une information judiciaire contre X pour extorsion de fonds. Le docteur Coicadan, à norveau entendu, déclare ou'il a € constaté » qu'il existait € dans le département, comme ailleurs, que ce soit à gauche comme à droite, des circuits de financement occultes, sans [qu'il] puisse exactement les décrire ».

• 23 mars : le juge Jean-Pierre entend M. Jean Montaldo. journaliste et directeur de coijection chez Albin Michel, la maison d'édition de l'ex-inspecteur Gaudino, qui lui remet une copie des cahiera de M. Joseph Delcroix sur Urbatechnic. Cinq jours plus tard, le policier qui avait, deux ans plus tôt, saisi ces fameux cahiers à Marseille, vient confirmer devant le juge l'authenticité de leur copie.

• 6 avril : le juge Jean-Pierre fait interpeller à Orléans l'ancien responsable d'Urbatechnic pour les pays de Loire, M. Christian Giraudon, qu'il inculpe et incarcère.

-2.

• 7 avril : le juge Jean-Pierre tente de se rendre au domicile de M. Gérard Monate, le PDG des bureaux d'études Urba, à Noisy-le-Sec, en région pansienne. Les policiers du commissariat de Noisy-le-Sec l'auraient alors informé de son dassaisissement. Selon M. Jean-Pierre, les policiers lui ont affirmé qu'il était dessaisi « par le parquet ». Le juge affirmera plus tard qu'il croit alors la chose impossible, et poursuit ses investigations. Le oe se rend alors rue de Rochechouard, à Paris, afin de perqui sitionner dans les locaux d'Urbatechnic. Vingt-huit scelles cachetés à la cire sont alors stockés dans des caisses de carton. A sa sortie de l'immeuble, le magistrat se voit notifier son issement par M= Isabelle Paulat, substitut du procureur de la République de Paris. Le dessaisissement intervient sur décision du président du tribunal du Mans, Marie-Hélène Tric, à le demende du parquet, qui considère que M. Jean-Pierre a agi avec e parti pris » et selon des « considérations purement personnelles ». Le dossier est confié à M. Jacques Liberge, premier juge d'instruction au

• 9 avril : l'opposition dépose une motion de censure à l'Assemblée nationale, affirmant que «l'indépendance de la justice est bafouée». Lors des débats, M. Georges Klejman, qui précise que le gouvernement «n'a eu aucune part» dans le dessaisissement, qualifie la perquisition menée par le juge Jean-Piarre de « cambriolage judiciaire ».

• 10 avril : la société Urbatechnic, qui a assigné le 8 avril en référé les trois juges d'instruction du Mans afin d'obtenir la restitution des scellés, se désiste à l'audience, en expliquant que M. Christian Giraudon a átá libárá la 8 avril et que le procureur du Mans a saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers. Les trois iuaes d'instruction réoliquent en demandant chacun 100 000 francs de dommages et intérêts. Le même jour, M. Nallet, interrogé par Europe 1, qualifie is perquisition siège d'Urbatechnic

d'∢ équipée sauvage ». • 11 avril : la demande de dommages et intérêts des juges manceaux est rejetée par le tribunal de grande instance de Paris. La Ligue des contribuebles, présidée par un conseiller général RPR des Alpes-Maritimes, M. Bernard Asso, se constitue partie civile dans le dossier ouvert au Mans. Elle accède ainsi au dossier dont elle rend certains éléments publics.

• 12 avril : la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers se réunit une première fois. Elle préfère renvoyer l'audience à la semaine suivante, car la Ligue des contribuables a fait savoir que, s'étant constituée partie civile à la veille de l'audience, elle considérerait que le délai de convocation des parties, - cinq jours - n'aurait pas été

respecté. • 19 avril : la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers se réunit une nouvelle fois. Entre-temps, la Ligue des contribuables a formé un pourvoi en cassation contre la décision de ranvoi prise une semaine plus tot. Deux nouvelles constitutions de partie civile ont été annoncées : celle de l'Union départementale de la CGT et celle de dent socialiste de la communauté urbaine du Mans. Ce dernier, ou son conseil, ne s'étant pas présenté à l'audience, la chambre d'accusation statue sur la recevabilité de la Ligue des contribuables et celle de la CGT : en fin de matinée, elle les déclare irrecevables. Dans l'après-midi, dans un arrêt non motivé, alle considère que l'ouverture de l'information qui a conduit le juge Jean-Pierre à Incarcérer M. Giraudon et à parquisitionner au siège d'Urbatechnic est « conforme au droit ».

D L'égalité sociale dans les DOM. - M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, qui, ces deux dernières semaines, a discuté de l'égalité sociale dans les départements d'outre-mer avec les organisations syndicales, a indiqué, vendredi 19 avril, qu'un projet de loi permettant l'alignement des allocations familiales dans les département d'outre-mer sur le niveau métropolitain sera inscrit à l'ordre du jour d'un prochain conseil des ministres. Ce texte, a-t-il précisé, devrait être discuté par le Parlement au cours de l'actuelle session parlementaire, et la première étape de l'alignement intervenir le 1" juillet.

n M. Bamana élu président du conseil général de Mayotte. -M. Younoussa Bamana (Mouvement populaire mahorais) a été élu, par douze voix sur seize votants, jeudi 18 avril, président du conseil général de Mayotte, poste qu'il occupait depuis 1977 jusqu'à son échec le 10 mars dernier dans le canton de Kanı-Kéli. Après avoir retrouvé un siège à l'assemblée départementale le 14 avril dernier, à l'occasion d'une élection partielle provoquée par la démission de M. Nomane Mattoir. conseiller général (MPM) de Chiconi, M. Bamana succède à M. Hamissi Hassani, qui s'était démis de son mandat à cette fin.

a Les élections régionales en Lorraine. - M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, a déclaré, vendredi 19 avril à Carfing (Moselle), que pour les élec-tions régionales de 1992 en Lorraine, M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, et lui-même « ne peuvent qu'unir leurs essorts ». Il y aura, a-t-il précisé, une liste conduite par le maire de Metz, sous l'étiquette Majorité présidentielle, en Moselle, et une liste socialiste, menée par lui-même, en Meurthe-et-Moselle.

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

#### A l'Assemblée nationale

# M. Durieux cherche à obtenir la bienveillance des centristes sur la réforme hospitalière

Les députés ont continué, yendredi 19 avril, l'examen en première lecture des articles du projet de loi relatif à la réforme hospitalière, présentée par Mr. Bruno Durieux, ministre déléqué à la santé. Faute de majorité, M. Durieux a été contraint de demander la réserve des votes sur les amendements et sur l'ensemble de l'article 3, qui constitue l'un des dispositifs essentiels de la réforme. Le ministre, qui a fait plusieurs concessions aux députés centristes, ne désespérait pas de pouvoir éviter le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement) pour faire adopter l'ensemble de cette réforme le 23 avril.

Des députés communistes, il n'y a rien à attendre. Des députés UDF et RPR, il y a tout à craindre. Reste le centre, à la fois sévère et entrouvert. C'est donc à sa porte qu'est venu frapper minutieuse-ment, vendredi 19 avril, le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux. Désireux de ne pas avoir à engager la responsabilité du gou-vernement sur ce projet, première épreuve parlementaire pour ce ministre d'« ouverture », M. Durieux s'est montre très réceptif aux amendements centristes. La partie, cependant, est loin d'être gagnée : d'abord, parce que le contexte politique - l'ap-proche des élections régionales et cantonales, les «affaires», l'accord intervenu la semaine dernière au sein de l'opposition - ne s'y prête guère; ensuite, parce que la santé et l'avenir des professions qui s'y rattachent sont des sujets sur les-quels le groupe UDC se montre,

traditionnellement, très prudent. L'article 3 du projet de loi sur la réforme hospitalière constituait un premier test politique. Dans la logique du dispositif proposé par le gouvernement en faveur d'une organisation plus rationnelle de l'offre de soins, cet article institue de nouveaux instruments de planification. Le champ d'application de la carte sanitaire, déjà en vigueur, serait élargi, et des « schémas d'organisation sanitaire» seraient mis en place pour détermi ner la répartition géographique des installations et des activités de soin. Ces deux instruments, précise le projet, « ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins, en rue de satisfaire de manière optimale la demande de santé »

#### M. Millet (PC) « Verrouillage »

Ces schémas seraient établis sur la base des besoins de la population et de leur évolution, « compte tenu du progrès des techniques médicales et après évaluation quantitative et qua-litative de l'offre de soins existante ». La carte sanitaire, arrêtée par le ministre de la santé, est étendue aux activités de soin d'un coût élevé aux structures alternatives à l'hospitalisation et à la chirurgie ambulatoire. Le schéma d'organisation sanitaire est arrêté par le préfet de région, après consultation d'un comité régional d'experts. Ces deu instruments peuvent être révisés à tout moment et le sont, obligatoire ment, une fois tous les cinq ans. Fidèle à son opposition totale au

projet, le groupe communiste a déposé un amendement de suppres-sion de l'ensemble de l'article 3, qui, selon M. Gilbert Millet (PC, Gard) constitue un véritable « verrouil-lage » et « fera la part belle aux établissements privés et aux intérêts financiers » au détriment du secteur public. Le ministre de la santé n'a pas laissé passer l'occasion d'exprimer son «étonnement» face à ce refus de planification émanant d'un groupe dont « on connaît les références intellectuelles ». Plus logique apparaissait l'opposition de la droite, qui par la voix de M. Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire) et de M. Jean-Luc Préel (UDF, Ven-dée), a dénoncé une « planification ascendante, trop bureaucratique et centralisatrice, risquant de stériliscr l'initiative hospitalière».

Première concession au groupe UDC, le ministre s'est déclaré en accord avec un amendement de MM. Jacques Barrot (Haute-Loire) et Jean-Pierre Foucher (Hauts-de-Seine), précisant que le schéma d'or ganisation sanitaire est « susceptible de recours hiérarchique » auprès du ministre de tutelle. À l'initiative du rapporteur du projet, M. Alain Cal-mat (app. PS, Cher), le gouverne-

bancs, élargissant la composition du comité national et des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale à un député et à un sénateur, aux côtés des représentants de l'Etat. des institutions de soins, du personnel de ces établissements, des usagers, des professions de santé et des personnalités qualifiées. Toujours pour amadouer le groupe centriste, le ministre de la santé a donné un avis savorable à un amendement de M. Barrot, prévoyant la création d'une commission régionale de l'évaluation médicale des établissements auprès de chaque comité régional

#### M. Calmat (PS): « rentes de situation »

Dans le souci de renforcer la planification de l'offre de soins, le projet du gouvernement modifie profondément le régime des autorisations administratives pour la création, l'extension ou la transformation des établissements de soin publics ou privés. D'une part. le texte institue un système d'autorisation à durée déterminée et, d'autre part, il soumet l'obtention et le renouvellement de cette autorisation à une «évaluation périodique » des activités et des structures de soin,

des équipements, ainsi qu'au respect d'engagements relatifs aux dépenses à la charge des organismes d'assu-rance-maladie ou au volume d'activité. Un amendement du rapporteur et du groupe socialiste prévoit, toutefois, que les décisions attribuant ou refusant cette autorisation doivent étre « motivées ».

Là encore, le groupe communiste et les députés RPR et UDF ont fait front commun dans l'hostilité. Epèe de Damoclès sur la démarche de santé ». l'évaluation est, selon M. Millet, un moyen de « tester la remabilité, de vérifier l'adaptation à une démarche malthusienne ». Pour M. Jean-François Mattei (UDF, Bouches-du-Rhône), comme pour MM. Préci et Debré, ce système d'autorisation à dutée déterminée et d'évaluation « ouvre la voie à l'arbitraire administratif » et met en péril la gestion des établissements de

Dans ce refus de l'évaluation exprimé par les groupes siégeant à la droite de l'hémicycle, l'orateur du groupe socialiste, M. Bernard Biou-lac (Dordogne) a vu « la peur des thérapeutes et des gestionnaires d'être remis en question dans leurs responsabilités ». « Nous sommes ici au cœur de cette loi, qui est une loi de progrès, a déclaré M. Bioulac. Ne pas faire d'évaluation serait affaiblir

encore l'hopital face au privé. » « ll faut que l'évaluation puisse aboutir à remettre en cause les autorisations, a renchéri M. Calmat. Nous savons bien qu'il existe des renies de situation, pourquoi les accepter? « Cette divergence « idéologique » n'a cependant pas empéché les députés de se retrouver sur un amendement de consensus « minimum », déposé, là encore, par le groupe centriste et prevoyant que la durée de l'autorisation • ne peut être inserieure à la durée d'amortissement des investissements nécessaires ».

Ces concessions allaient-elles ètre suffisantes pour permettre au minisde réserve sur l'article 3 et le soumettre à un vote? Une supension de séance d'une heure, au cours de laquelle les députés centristes se sont vus présenter la liste des efforts» que le gouvernement et la majorité socialiste s'engageaient à faire dans leur direction, n'a pas suffi à les convainere. Selon un observateur, le groupe UDC «a pliè mais n'a pas rompu». A minuit, M. Durieux était contraint de revenir dans l'hémicycle et de demander, vaguement penaud, la réserve du vote sur l'ensemble de l'article 3. PASCALE ROBERT-DIARD

ANDRÉ LAURENS

### LIVRES POLITIQUES

(1) Y a des gens de toutes sortes qui n'égalent pas leur destin, il y a, à l'opposé, des destinées qui ne se hissent pas à la hauteur de leurs héros. Elles les laissent en route au lieu de les conduire là où on les attendait. Tel fut le sort de Georges Mandel, «I'homme qu'on attendait », dit Jean-Noël Jeanneney dans un essai qu'il lui consacre. Ce n'est pas une biographie, plutôt une réflexion sur la fragilité des chances « d'une rencontre heureuse, dans la politique d'une nation, entre un homme et un moment », et, à travers l'exemple de cette rencontre manquée, une interrogation plus large sur un problème essentiel, que la démocratie n'e pas résolu : « Comment faire pour que les acteurs les mieux adaptés soient en charge des affaires au moment le plus opportun. pour que se crée la meilleure adéquation possible entre les nécessités du gouvernement et les qualités de ceux à qui les citoyens les confient ?»

les éléments d'une réponse dans traiectoire du tragique destin de Georges Mandel, en mettant en lumière « la portée de cette vie a écourtée au moment où elle apparaissait en mesure de donner le meilleur d'elle-même. Quelques précisions biographiques sont ici nécessaires : ná en 1885, dans une famille juive très intégrée, Louis Rothschild devient journaliste sous le nom de Georges Mandel, patronyme de sa mère. Doué d'une prodigieuse mémoire au service d'une érudition sans égale dans le domaine politique, il s'affirme comme le principal collaborateur, puis l'héritier spirituel de Georges . Clemenceau. Parlementaire et enfin ! - ministre de la III. République, il se distingue par sa fermeté prémonitoire devant la montée en puissance de l'Allemagne nazie et par l'autorité et l'efficacité de son action ministé-

Jean-Noël Jeanneney cherche

Lorsque se déclenche la guerra, qu'il avait vu venir, lorsque se produit la défaite, il reste partisan de la résistance à tout prix et prône le repli du gouvernement en Afrique du Nord. Lui-même refuse de gagner l'Angleterre, comme le fera le général de Gaulle, et il s'embarquera avec d'autres parlementaires à bord du Massilia à destination du Maroc, tandis que Pétain signe l'armistice. Sur les consignes du gouvernement de Vichy, il sera arrêté, transféré en métropole, emprisonné, tandis que la presse collaborationniste se déchaînera contre lui : il faut relire ce qui s'écrivait alors l'Transporté à Buchenwald, incarcéré avec Léon Blum près du sinistre camp, il est ramené à Paris et assassiné dans la forêt de Fontainebleau par des | rié, de Georges Mandel méritait |

## Les jeux du destin et de l'Histoire

miliciens, le 7 juillet 1944, six semaines avant la libération de Paris, à la veille de la victoire des Alliés, dont il n'avait cessé de dire qu'elle était a mathématique ≱.

Physiquement, la nature n'avait pas gâté cet homme et, si elle ne l'avait pas rendu sympathique à tous égards, elle l'avait doté de qualités intellectuelles et morales qui auraient mérité d'être mieux honorées de son temps et dont on espère qu'elles sont mieux accueillies aujourd'hui (mais ce n'est pes sûr) : ce sont la luciditá, le courage, la capacité d'anticiper l'avenir, le caractère. l'énergie, l'audace et l'efficacité. Churchill l'appelait « Mandel le neands at R « premier résistant de France ».

On imagine, avec Jean-Noëi Jeanneney, le rôle qu'une telle personnalité aurait pu jouer si elle n'avait pas été tenue à l'écart par l'environnement politique, si elle n'avait pas été empêchée par ses propres interdits. On ne refait pas l'Histoire, même lorsqu'elle a paru hésiter, mais une question demeure : pourquoi Mandel n'at-il pas franchi son Rubicon? Jean-Noël Jeanneney disceme plusieurs raisons dans ce refus d'accomplir le geste qui force le destin D'abord le choix n'étalt pas aussi simple qu'il apparaît aujourd'hui avec le recul. Mandel crovait au repli de tout le gouvernement en Afrique du Nord, il se jugeait plus efficace en pesant de l'intérieur sur les pouvoirs publics, sentiment qui, en de précádentes circonstances, l'empêcha de rompre avec des politiques qu'il condamnait. Ce marginal, ce solitaire n'appartenant à aucun parti, ne se réciamant d'aucune doctrine, voulait affirmer son intégration et sa solidarité et préserver sa capacité d'influence. Une intégration dont il voyait les limites car elle lui était souvent mesurée. C'est aussi parce qu'il était juif qu'il n'est pas parti pour l'Angleterre : « On croirait que j'ai eu peur et

que le me suis sauvé », disait-il. Il ne s'est pas sauvé, mais s'est retrouvé plus seul que jamais, jusque devant la mitraillette qui l'a abattu. Restait de Gaulle, qui ne devait pas manquer sa rencontre avec l'Histoire. Áinsi en a décidé la Fortune, qui ne tient pas toutes les promesses du destin, Celui, contraplus qu'une avenue à Paris et un monument au bord de la nationale 7 : Jean-Noël Jeanneney en revivifie le souvenir et en tire une belle méditation sur les ressorts. les exigences et les limites de la passion politique. Cette passion peut être vécue

de mille façons : en voici une qui n'est plus celle d'un personnage hors du commun. La fortune politique, si elle a longtemps souri à Paul Deschanel, a fini par lui jouer un mauvais tour, alors qu'il avait atteint le sommet tant convoité d'une carrière sans accrocs. Président de la République, son septennat n'a duré que sept mois et n'a laissé dans l'imagerie élyséenne que le souvenir d'un homme n'ayant plus tous ses esprits, tombé du train en pleine nuit at errant sur la voie, tandis que se poursuivait sans lui le voyage officiel. La carrière de ce malheureux ne saurait se réduire à cet épisode qui fit les choux oras des chansonniers.

Thierry Billard rend justice à l'honnête parcours de ce républicain centriste, sans en cacher les res. Plusieurs fois président de la Chambre des députés, Paul Deschanel, homme aimable, plaisant, élégant, cultivé, maniait avec bonheur l'éloquence qui sáduisait à l'époque. Rien d'excessif ou de provocant dans ce personnage lisse qui a réussi à devenir président de la République en se préservant des responsabilités réelles du pouvoir : pour ménager ses chances et ne pas se créer d'ennemis, il a refusé les plus hautes charges gouvernementales i Le plus étrange, dans son cas, c'est qu'un système politique puisse s'accommoder d'un processus de sélection dans leguel la forme, le discours - le discours, pas le verbe - prévaient sur l'engagement, l'action, l'expérience du pouvoir.

Toujours est-il que Paul Deschanel fut préféré, en 1920, à Georges Clemenceau, au grand dam, on l'imagine, de Georges Mandel. Au faîte du pouvoir, il mesure son inexpérience et son impuissance dans le système de la ille République, il tombe dans ce que son biographe appelle « un état anxio-dépressif a qui le conduira à se démettre. Il avait été, dans cette fonction, l'homme qu'on n'attendait pas. Dans son cas aussi, mais à l'inverse de Georges Mandel, le destin ne s'est pas accordé au personnage, et le filtre politique a fonctionné à contresens, à con-

 Georges Mandel, l'homme qu'on attendait, de Jean-Noël eanneney, Seuil, 190 pages, 95 F.

► Paul Deschanel, de Thierry Billard, Belfond, 292 pages, 120 F.

عكذا وأالاصل

Le comité central du Parti communiste, dont les travaux se sont terminės vendredi soir 19 avril, a adopté, à l'unanimité moins sept abstentions (celles de MM. Jean-Michel Catala. Roland Favaro, Guy Hermier, Roger Martelli, Jack Ralite, Lucien Sève et Marcel Trigon), le rapport présenté la veille par M. André Lajoinie. M. Anicet Le Pors n'a pas pris part au vote, et M. Charles Fiterman n'a pas assisté à la seconde journée de discussion. M. Georges Marchais, qui a conclu la discussion, a appelé les militants à « changer de braquet » dans la mise en œuvre des orientations du vingtseptième congrès.

Même quand il ressent des doutes au point d'inviter ses militants à l'autocritique, un secrétaire général du PCF, par définition, ne saurait avouer son propre échec. M. Georges Marchais a donc, une nouvelle fois. sacrifié aux exorcismes rituels devant les membres du comité central, en proclamant que « non, le Parti communiste n'est ni malade ni en crise », en soutenant que son « recul » aux élections partielles ne signifie nullement que ses orientations soient « mauvaises » et en assurant qu'il suffirait que les militants, à la base, se montrent plus a andacieux » pour que son audience « se renjorce speciaculairement. »

Mais toute dialectique a ses limites et celle de M. Marchais ses

propres failles. Vendredi soir, la teneur du discours du secrétaire général du PCF démentait ses conclusions. Le tableau de l'état du parti que brosse M. Marchais dévoile bel et bien, en filigrane, l'image d'un parti désorienté, démobilisé, léthargique, et les contreexemples mis en relief pour vanter le travail des cellules qui parvien-nent à préserver, ici où la, l'existence de poches de résistance électorale apparaissent comme autant d'exceptions confirmant la règic.

Il suffit d'écouter M. Marchais pour constater que son propos com-porte plus de points d'interrogation que d'expressions de certitude : « Un nouvel élan de la réflexion communotes etan de la rejección commu-niste? Les travaux du congrés le per-mettent pleinement. (...) Mais est-ce le cas partout? N'arrive-t-il pas que la pensée du congrés soit édulcorée, aseptisée, écornée dans ce que elle a de dus inconstruires et de plus dirende plus innovatrice et de plus déran-geunte? Qu'on la ramène à quelques expressions qu'on utilise comme des formules passe partout en raisonnant comme avant? (...) Un nouvel élan de l'activité communiste? Il a été perceptible à l'occasion de la guerre du Golfe, où un grand nombre de communistes ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Cela s'est vu. Mais depuis lors? Est-ce qu'en ce moment depuis tors? Est-ce qu'en te moment les salariés, les gens se disent que, décidément, ca bouge chez les com-munistes? Est-ce que notre activité ébranle les idées toutes faites qu'ils se font sur nous? Est-ce qu'on les impressionne les intéresse les attire? Pour certaines federations. sections, cellules, les travaux du congrès ont fait l'effet d'un élixir de jouvence. (...) Mais en combien d'en-

droits hésite-t-on à s'y mettre vraiment, quand on n'est pas retombé dans le train-train? (...) N'arrive-t-il pas qu'on propose encore telle ou telle recette unique valable pour cha-que sujet et en toute circonstance alors que nous avons expressement rejeté cette recherche illusoire au congrès? Ne parle-t-on pas trop souvent aux communistes de manière negative?...\*

Il arrive même que M. Marchais, au fil de son propos, laisse échapper, dans la crainte de nouvelles déroutes électorales, un cri du cœur qui en dit long sur ce décalage entre la prisc de conscience des difficultés du PCF et l'incapacité de son état-major à en tirer les conclusions qu'il devrait s'imposer s'il voulait être logique avec lui-même : «Il faut faire le contraire de tout cela...»

> Les « refondateurs » désabusés

Pendant deux jours, à huis clos. presque toutes les prises de parole, émanant généralement de socrétaires fédéraux, n'ont fait que broder su ce canevas nombriliste. Il n'y eut qu'un seul intervenant. M. Marcel rigon, pour faire allusion au manifeste lancé à l'initiative de MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, au nom des minoritaires a refondateurs », afin de contribuer à une réflexion collective sur l'avenir de la gauche française. « C'est une image positive de com-munistes de notre temps qui est ainsi donnée », a affirmé le maire d'Arcuci) (Val-de-Marne), avant de demander, avec une fausse candeur: « Et nous, que faisons-nous à l'intè-

décision sur la chaîne musicale avant l'été, et si le Conseil supérieur de l'au-

diovisuel n'obtempère pas, il envisage

de l'y obliger en présentant au Parle-ment un projet de loi dans ce sens. Interrogé vendredi 19 avril au micro

de France Inter, M. Jack Lang n'a pas

caché son irritation à l'égard de l'ins-tance de régulation de l'audiovisuel

qui refuse d'attribuer le septième

réseau hertzien laissé vacant par la défection de CanalJ (le Monde du

Aucun texte ne peut obliger le CSA à attribuer des fréquences, et le minis-

tre, qui semble soudain regretter cette faille de la loi, n'hésite pas à donner au débat sur la télévision musicale un

tour très politique, «Il ne faut pas

commetire les mêmes erreurs que

celles commises à la Réunion, a

déclare M. Lang, qui reproche au CSA d'avoir fait saisir Télé Free-

rieur du parti, au sein du comité central?» Personne n'a saisi cette

Nullement émus par l'appel de M. Marchais à l'autocritique, les porte-parole des «refondateurs» sont, au demeurant, apparus très désabusés. M. le Pors a quitté la séance, dès ieudi après-midi, après avoir estimé que le comportement de l'appareil du parti à l'égard des minoritaires tendait à montrer que, « d'un côté, on proclame qu'il faut travailler ensemble, et de l'autre, on persiste dans une politique marquee par la discrimination». Prenant acte du fait que la direction du parti avait décidé de l'épargner mais constatant aussi qu'elle avait décidé d'ignorer totalement ses initiatives, M. Fiterman a préféré se taire. L'ancien ministre des transports a boycotté la seconde journée de discussion. M. Ralite n'est pas venu du

C'est M. Henri Krasucki qui a peut-être le mieux résumé la persistance de ce dialoque de sourds quand il est monté à la tribune pour dire, non sans malice, à propos du « changement » affiché par MM. Marchais et Lajoinie : « Il ne me semble pas tout à fait exact ni satisfaisant de dire « Nous avons change ». Il faudrait plutôt indiquer : nous avons décide de changer, nous voulons sincèrement le faire, nous essayons de le faire, nous avons com-mence à le faire, nous avons du mal à le faire... » La démonstration, en

COMMUNICATION

Lançant un ultimatum au CSA

M. Lang menace de recourir à la loi

#### Le conseil régional Rhône-Alpes adopte le plan de M. Millon pour les lycées l'Etat dépense 20 milliards de francs

de notre bureau régional

La majorité (UDF, RPR, non-inscrits) du conseil régional Rhône-Alpes a adopté, vendredi 19 avril, le texte présenté par son président, M. Charles Millon (UDF), qui veut adonner aux lycées les moyens de leur autonomie » (le Monde du 16 avril). Les groupes PS et PCF ont voté contre, le Front nationals'est abstenu. En présentant ses propositions aux conseillers regionaux, M. Millon a déclaré que cette « révolution des mentalités peut débuter en Rhône-Alpes». « Qui pourrait s'oppo-ser à des mesures qui vont dans l'intérêt des enfants?», a-t-il demandé.

Aucun élu ne l'a contredit sur ce point, tous partageant avec lui le dia-gnostic de la situation difficile des ycées. Les plus embarrassés ont été les socialistes. Saluant « le succès du coup médiatique », qui les a un peu pris de court, ils ont rappelé que

pour l'éducation en Rhône-Alpes et compare ce chiffre avec les 200 millions de francs que M. Millon pre-voit pour son plan, M. Gérard Lindeperg a engage M. Millon à exploiter, d'abord, toutes les possibilités d'autonomie des établissements autorisées par la loi de décentralisation au lieu de « privilégier le specta-culaire et de brûler les étapes ». Le PCF, qui refuse « l'éclatement

du service public v, a, comme le PS, dénoncé les modalités de concertation prévues par M. Millon. Le projet de ce dernier va être adressé, pour information, au million et demi de foyers de la région, et les quelque quarante deux mille élus rhônalpins. de la plus petite commune à la repré-sentation parlementaire, seront appeles à s'exprimer sur son contenu En juillet prochain, le document reviendra devant le conseil régional pour être définitivement adopté.

### La Nouvelle Action royaliste réaffirme son attachement à la majorité présidentielle

Au terme de son dixième congrès, réuni à Paris, samedi 13 et dimanche 14 avril, la Nouvelle Action royaliste (NAR) a adopté une motion réaffirmant son soutien à M. François Mitterrand. L'organisation monarchiste se félicite de « participer désormais à l'orconisation de la majorité présidentielle dans le cadre de France unie ». Selon M. Bertrand Renouvin, chef de file de la NAR, « la tradition royaliste se conçoit par reference aux principes d'unité, de justice et de liberté qui sont au cœur du souci politique. Il est dans sa vocation de s'associer à d'autres for-ALAIN ROLLAT | mations et de participer à des rassem-

communes s. Pour sa part, M. Emile Zuccarelli, président du MRG, a confirmé l'hostilité des radicaux à l'entrée de la NAR dans le mouvement dirigé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (le Monde du 19 avril).

La centaine de congressistes de la NAR ont souhaité un « engagement du chef de l'Etat quant au règlement de la question palestinierne », ils se sont inquiétés de la « gravité de la fracture sociale qui existe dans notre pays ».

#### **PUBLICATIONS JUDICIAIRES**

Un jugement du 20 février 1991 du tribunal correctionnel de RODEZ condamne M. Michel ESCUDIE, à VIVIEZ (12), à 30 000 F d'amende (délit) et 2 000 F d'amende (contravention) pour pollution de rivière.

EXTRAIT DES MINUTES DU EFFE DU TRIBUNAL DE CRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PENALE.

Par jugement (contradictoire) rendu le 14 novembre 1990, la 11º chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EXERCICE ILLEGAL DE LA PROFESSION DE COMPTA-BLE, pour avoir, à Paris, d'août 1985 à juin 1988, exercé illégalement la pro-fession de comptable agréé et d'expert-comptable, en exécutant habituellement en son propre nom et sous sa res-ponsabilité des travaux réservés aux comptables agrées et experts-compta-bles inscrits au tableau de l'ordre. · à la peine d'un an d'emprisonne

PASTUTMAZ Hogues, né le 9 juin 1950 à Bandirma (Turquie), conseiller d'entreprise, demeurant à Maule, (Yvelines), 2 bis, chemin de la

e tribunal a, en outre, ordonné, aux

frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde, France Soir et le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la Répu-blique, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire - sur opposition du jugement du 9 décembre 1983) rendu le 23 novembre 1990, la 31s chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ MENSONCÉES DU DE SANTIER. MENSONGÈRE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR, pour avoir, à Paris, courant 1982, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en creeur sur la composition des services qui font l'objet de la publicité et la portée des engage-ments pris par l'annonceur, en indiquant notamment, sur une brochute publicitaire, quelques informations sur le déroulement d'un voyage en ÉGYPTE ainsi libellées: « Nos prix comprennent: les visites accompa-gnées de guides parlant français, d'un accompagnateur », alors qu'en réalité aucun accompagnateur ni guide parlant français n'avait été mis à la disposition des voyageurs. Pour avoir, a Paris, courant février 1983 et courant mars 1983, étant gérant de la SARL IT TOURS, refusé de mettre à la disposition des agents de service de la repression des fraudes les éléments propres à justifier les allégations publicitaires en cause, en l'espèce une brochure publicitaire editée par IT TOURS.

tée par IT TOURS.

d une amende de 12 000 F,

NAIM Moise, né le 13 mars 1937

g 99 LE CAIRE, directeur des venles, demeurant 51, rue d'Avron.

Le tribunal 2 en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la Répu-

blique sur sa requisition.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE

condamné, pour fraude fiscale,

à la peine de 165 jours amende à

à SFAX (Tunisie), agent immobilier, demeurant 84, boulevard Magenta à

particular de la popular de la particular de la particular de la publication de ce jugement par extrait au fournal officier et dans le Monde et le Figuro.

Pour extrait conforme délivré par le particular de la Point.

greffier à M. le procureur de la Répu-blique, sur sa réquisition.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE

POUR FRAUDE FISCALE. Par jugement (contradictoire, sur opposition du jugement du 4 novembre 1988) en date du 2 novembre 1990, la mbre du tribunal correctionnel cale, omission de passation d'écriture

• à la peine de 15 mois d'emp

1956 à Bari (Italie), restaurateur, demeurant 197, rue du Faubourg-Saint-Honore, à Paris (8°).

EXTRAIT DES MINUTES DU

Par jugement (contradictoire) rendu condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HY-GIÈNE - BÂTIMENT ET TRAYAUX PUBLICS, pour avoir, à Paris, le 3 février 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personn les dispositions des chapitres I, III du titre III du code du travail, en laissant travailler deux ouvriers prés de trémies non protégées, sans dispositif de pro-tection individuelle conforme,

A deux amendes de 15000 F,
 PRINGAULT Robert, Psul, né le
25 octobre 1927 à CHELLES (77).

jugement par extrait dans le Monde.
Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

POUR FRAUDE FISCALE.

Par jugement (contradictoire) sur opposition jugement du 6 juin 1990, en date du 7 novembre 1990, la 11º cham-bre du tribunal correctionnel de Paris a

- AIDAN Claude, né le 10 juin 1946

blique, sur sa réquisition. N'Y AYANT APPEL.

nement avec sursis et 10000 F GIULIANI Vito, nè le 4 juillet

Saint-Honoré, à Paris (8°).

Le tribunal a. en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement, par extrait, au Journal officiel et dans le Monde et France-Soir Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONDAMNATION PÉNALE

du tribunal correctionnel de Paris a en passant par Paris l'an prochain.
condamné pour l'NFRACTION AUX Un combat inégal?

gérant, demeurant 72, avenue Jean-Jaurès à CHAMPS-SUR-MARNE (77420). Le tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce

pour créer une télévision musicale DOM après avoir refusé de lui don- Conseil préfère geler les fréquences dent de la Générale d'images (groupe Le ministre de la culture veut une ner une fréquence. Cette nouvelle

Moulins à vent

et réseau hertzien Depuis la suppression de TV 6 en février 1987 par le gouvernement de M. Chirac, les responsables socialistes

M. Mitterrand en tête - n'out cessé
de réclamer une télévision musicale. Euromusique est diffusée sur le câble - y compris à Paris dès le mois de mai – et a reçu une autorisation pour diffuser à mi-temps sur le satel-lite TDF-1, mais les défaillances de l'engin rendent cette position précaire. La direction de la chaîne a demandé au CSA des fréquences ter-restres pour couvrir la région pari-

hertziennes pour laisser aux réseaux Générale des eaux) estimait qu'Europolémique est symptomatique de la càblés le temps de se développer sans poternique est symposts entre le gou-dégradation des rapports entre le gou-concurrence, une position qui est vernement et l'autorité indépendante. télécommunications. Réagissant aux propos de M. Lang, le CSA a d'ail-leurs souligné que « à ce jour, ni Euro-musique ni aucun autre investisseur n'a soumis au conseil un projet cohé-rent et financièrement solide » d'exploitation du septième réseau hertzien, qui est, « au moins en partie, destiné à la chaîne culturelle franco-al-

lemande». Si le gouvernement est divisé, les actionnaires d'Euromusique le sont aussi. Les éditeurs de disques poussent à la diffusion hertzienne de la chaîne tandis que les restres pour couvrir la région parisienne et quelques grandes villes de province (le Monde du 26 mars). Le actionnaire, M. Etienne Mallet, prési-

musique ne devait plus « se battre contre des moulins à vent en réclamant un réseau hertzien» et devait consolider ses acquis sur le câble et le

M. Henri de Bodinat, PDG de CBS France, estime pour sa part que le CSA cherche à lasser les actionnaires d'Euromusique en différant sans cesse sa décision. Mais l'éditeur de disques plaide avec vébémence pour que le septième réseau soit attribué à Euromusique plutôt qu'à la SEPT : «!! serait paradoxal qu'un gouvernement socialiste attribue les dernières frèquences existantes à une télévision élitiste alors qu'une télévision musicale peut satisfaire immédiatement une audience plus jeune et plus populaire ».

Face au géant Disney

# Le réveil de Hanna-Barbera, le « David » du dessin animé

Goliath v. dit-il en faisant allusion à son prénom. Pourtant, le défi que doit relever David Kirschner est digne de ce combat-là. Au royaume du dessin animé, le président du stu-dio Hanna-Barbera doit affronter la toute-puissance de l'empire Disney. Deux cents millions de dollars de chiffre d'affaires d'un côté; vingt fois plus de l'autre. Un relatif effacement pour l'un; des parcs d'attraction qui contribuent à la notoriété mondiale 27 novembre 1990, la 31 chambre | du second, de l'Amerique au Japon

« L'innovation, la création ne sont pas affaire de taille, poursuit David Kirschner. Mais affaire d'idées, de rèves, de vision. « Ce patron, qui fut scenariste, auteur et producteur executif aux côtés de Steven Spielberg. s'amuse encore d'une mesaventure de son incontournable concurrent. Disney, qui comptait le réalisateur Tim Burton dans son écurie, ne savait trop comment l'employer. Lasse, ce dernier partit chez Warner Bros. Il y tourna... Baiman. « Disney ne fait plus de création, mais du business », laisse tomber David Kis-

sage. Trop sûr? Fondée il y a plus de trente ans par Bill Hanna et Joe Barbera, les créateurs de Tom et Jerry, le studio de Los Angeles a connu son heure de gloire pendant les sixties. Quand les

chner. Sûr de lui, ce jeune homme

à feu en France) et des Jetstones -deux familles, l'une vivant à l'âge de pierre et l'autre à l'ère spatiale, - fai-saient le bonheur des loyers américains. Quand les dessins animés de Scooby Doo ou de l'ours «Yogi» occupaient tous les petits écrans de Floride ou de Californie. Mais dix années d'un lent engourdissement ont suffi à plonger Hanna-Barbera dans l'oubli. Ou presque.

En octobre 1989, David Kirschner est appelé aux commandes du studio par son nouveau propriétaire Great American Communications. Et reçoit pour mission de le relancer. Cet enfant de Los Angeles n'avait que trente-cinq ans mais, déjà, il est vrai, un beau palmarès. N'avait-il pas commencé sa carrière aux côtés de sim Henson, le créateur des Muppets Show? Navait-il pas cerit et illustré une série de livres pour enfants, Rose Petal Place? N'avait-il pas imaginé le personnage de Fievel, cette souris juive émigrant aux Etats-Unis et qui fut avec le film An american tail l'une des plus grandes héroines du «box office» américain?

« Personne ne voulait de mon histoire. Pourtant, ce fut l'une des plus grosses recettes « salle » de l'histoire du cinéma d'animation, se sou-vient-il en souriant. Quand Disney a rejeté mon scénario, je leur ai à la télévision; l'année suivante, elle ment de renouer avec la créativne de demandé : mais qui donc aurait partira à la conquête du grand ocran son fondateur. »

Plerre-Angel GAY

tion au service d'Hanna-Barbera. Le téléfilm d'animation Dreamer of Oz vient d'être programmé par CBS et est proposé pour la première fois au MIP; un film, The Pagemaster, est en préparation pour la 20th Century Fox; deux séries très influencées par la nouvelle bande dessinée pour adulte feront bientôt leur apparition sur le petit écran : une satyre de la politique avec Capitolcritters sur ABC et un polar noir avec Fish Police sur CBS.

> Une offensive internationale

Les anciens héros du studio ne sont pas oubliés pour autant. Hanna-Barbera possède près de 2 000 heures de dessins animés pour la télévision auxquels il faut redon-ner vic. Absent des écrans des grands «networks» depuis dix-sept ans, l'ours Yogi réapparaît sur la chaîne pour enfants Nickelodeon et connaît une nouvelle jeunesse sous les traits d'un ourson adolescent - baptisé YoYogi. - un baladeur sur les orcilles. Une vraie renaissance. orelles. Une vraie renaissance.

«Cela demande du temps, reconnaît
David Kirschner, qui prépare désormais le grand rétour des Flintstones.
Dès 1992, la célèbre famille réapparaîtra dans un nouveau dessin animé à la rélévision; l'année suivante, elle

en 1993, 65 nouveaux épisodes d'une demi-heure seront proposés aux télévisions indépendantes aux Etats-

Soigneusement orchestré, ce retour s'accompagne d'une véritable offensive internationale. Le studio était depuis longtemps implante à Manille et à Taïpeh; il ouvre des ateliers d'encrage et de gouachage à Bangkok et en Pologne, portant ses effectifs à plus de 3 000 personnes. Great American Communications, sa maisonmère, prend le contrôle du distributeur de programmes Worldvision. Hanna-Barbera, enfin, complète son réseau en Europe et ouvre un bureau à Paris dont M. Thierry Cassuto, un ancien de M 6 et de Lyonnaise Communications, est directeur général. Même les pares d'attraction ne sont pas oubliés. Hanna-Barbera, qui s'est associé à Universal Studios à Orlando, en Floride, suivra ce dernier à Melun-Sénart si ce groupe opte définitivement pour la France comme il en a manifesté l'intention.

Encore le modèle Disney? « Non, corrige David Kischner. Man rève n'est pas de faire d'Hanna-Barbera l'égal de Disney d'aujourd'hui. Seulement de renouer avec la créativité de

155

The state of the s 

# HEURES LOCALES

# Paris, galère pour les handicapés

Malgré les efforts de la municipalité et des services publics, les déplacements dans la capitale restent difficiles pour les personnes à mobilité réduite nait-il, mais on v arrive. Le Châtelet, Berey et l'Opéra Bastille sont ainsi fréquentables sous réserve

la cime de l'Arche de la Défense, tout là-haut dans le ciel, on rencontre par-Défense, tout là-haut dans le ciel, on rencontre par-fois, à demi souleves sur les accoudoirs de leurs fauteuils rou-lants, des handicapés émerveillés profitant plus que tout autre du panorama. Ils sont aussi fiers que des alpinistes ayant atteint un som-met. Car pour arriver là, depuis les profondeurs du parking, il leur a fallu emprunter quatre ascenseurs différents avec appel, attente, accès réservé et clé spéciale. Des complications identiques les attendent à la

The state of the s

A STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE

The second second

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

The second of th

Property Services

The state of the s

e recurrir a la lui

Maisin mistra

Target Control

- The production of the same

7958 E 45° °

TO THE STATE OF TH

A Marie Const. But the Const. But th

Paris, qui s'enorgueillit d'être l'une des villes les plus accueillantes du monde, peut être une galère quo-tidienne pour ceux qui ont l'infortune de n'être pas performants. Pourtant, situation non moins Pourtant, situation non moins exceptionnelle, le gouvernement et la municipalité comptent dans leurs rangs deux hommes de caractère, tous deux handicapés, aussi résolus et médiatiques l'un que l'autre : MM. Michel Gillibert et Patrick Sooil

Segal. Chacun à leur poste, ils symboli-sent la volonté des malchanceux de sent la volonte des maichanceux de la vie de participer à la marche du siècle et l'intérêt nouveau que les pouvoirs publics portent à cette demande. Mais il y a encore loin de la coupe aux levres. Paris en porte

Certes, la capitale, dans son opuience, se montre généreuse. Allocation spéciale, aide aux familles ayant un enfant infirme, allocation de logement : elle a versé l'an dernier à. quelques milliers de handicapés parisiens, en supplément des aides de l'Etat, plus de 63 millions de francs. Sans compter les dizaines de millions de francs de subventions qu'elle accorde aux associations s'occupant d'invalides. Une manne que les plus critiques reconnaissent comme unique en France. Mais ce n'est plus la bienfaisance que les handicapés sollicitent. Ils demandent un logement, du travail, le moyen de s'y rendre et l'accès à tous les services publics. La liberté d'être des citoyens comme les autres, en

A cet égard, Paris accuse bien des retards. Pour un handicapé, qu'il soit malvoyant, atteint de surdité, diminué mental ou avalide moteur, se déplacer dans la capitale ressemble au parcours du combattant. Le simple fait de sortir de chez soi est deja une aventure. Depuis une dizaine d'années, les services de la voirie remodèlent les bords de trot-



chaises roulantes. Soixante-dix kilometres leur sont ouverts... sur 1 200 kilomètres de rues. Mais les deux ou trois feux sonores expérimentés pour les aveugles ont été stoppés sur plainte des riverains.

#### Un accompagnateur gratuit

Gagner un autre quartier est encore plus problématique. Contrai-rement aux métros de San-Francisco et d'Amsterdam, aux tramways de Grenoble et au VAL de Lille, le métro de Paris est impraticable par des handicapés moteurs. Les bandes rugueuses collées le long des quais évitent à présent aux malvoyants de tomber sur les voies, mais il n'y a toujours pas d'annonce sonore des stations comme cela se pratique à Lille, à Lyon et en divers pays étrangers. Pour les sourds, incapables de comprendre ce que leur dit le gui-chetier, on a installé dans une cinquantaine de stations (sur deux cent

dans trente-neuf gares sur soixante-deux, les fauteuils roulants peuvent emprunter d'anciens monte-charge,

toir pour faciliter le passage des à condition de trouver un employé pénétrer dans les wagons, ce qui est impossible sans aide dans un certain nombre de stations de banlieue.

Quant aux bus, il n'y taut pas son-Ber. Leur plancher est à 58 centimetres de la chaussée (moitie plus haut qu'en Allemagne), aucune indication visuelle n'indique les arrêts à l'interieur du véhicule, et les annonces sonores ne fonctionnent que sur vingt-deux des cinquante-sept lignes. La RATP dépense une dizaine de millions de francs par an pour combler ces immenses lacunes.

En attendant, pour y suppléer, elle offre chaque jour à une centaine de handicapés un accompagnateur gratuit, qu'il convient de retenir par téléphone vingt-quatre heures à l'avance (1). On trouve encore, accessible avec la Carte orange, une petite flottille de minibus spéciaux transportant les handicapés de leur domicile à leur lieu de travail. Ce service, beaucoup plus restreint que ceux de Bordeaux et de Marseille.

çaises d'Allemagne (FFA) sur Stras-

bourg va rendre précieux ces terrains

hérités de la demi-couronne des forti-

fications allemandes de la fin du dix-

reticents. Quant aux conducteurs invalides, pour lesquels le stationnement est théoriquement gratuit mais qui ne disposent pas d'emplacements réservés, ils parlent de «la molline» des displacements en ville galère » des déplacements en ville. Toutes les associations reclament la création d'un comité régional des transports harmonisant enfin les ini-tiatives des diverses institutions. Il suffit en effet d'une seule discontinuité dans un itineraire pour dissuader un infirme de tenter l'aventure.

#### Aménager

les boutiques L'anarchie des transports est d'autant plus déplorable que les efforts se multiplient pour rendre les lieux publics accessibles. Depuis 1988, la municipalité y consacre 5 millions de francs par an. La totalité des de francs par an. La totalité des mairies et des marchés couverts. 30 % des jardins et des services sociaux, 70 % des édifices culturels et 40 % des piscines qu'elle gère peuvent être fréquentés sans problème par les handicapés moicurs. Initiative particulièrement appréciée: M. Patrick Segal, ce « Superman en fauteuil roulant » devenu man en fauteuil roulant » devenu l'adjoint de M. Jacques Chirac en 1989, a fait éditer des guides d'arrondissement indiquant, plans à l'appui, quelles sont les rues et les bôtiments publics accessibles aux handicapés. Trois arrondissements (3°, 13°, 20°) sont déjà pourvus. Tous les autres, promet-on, seront « cou-verts » d'ici à 1995. En outre. M. Segal s'efforce, non sans mal, de convainere les commerçants pari-siens d'aménager leurs boutiques. siens d'aménager leurs boutiques (souvent un simple plan incliné amovible suffit) pour mieux accueil lir leurs clients invalides.

L'Etat, de son côté, a vigoureuse-ment relancé en 1989 une politique tendant à faciliter l'accès des transports en commun, des constructions privées et des édifices publics aux handicapés. Les musées nationaux, au moins, avaient pris le devant. Si le Centre Pompidou avait oublie les invalides (comme les Galeries Lafayette, d'ailleurs), le Grand Louvre – depuis la construction de la Pyramide, – le Musée d'Orsay, le Musée Picasso, la Cité des seiences ont prévu les rampes et les ascenseurs qui conviennent, même si ces derniers nécessitent encore un appariteur special muni de la clé ad hoc. M. Patrick Segal affirme que, depuis des années, il fréquente librement la plupart des salles de spectacle et de cinéma de la capitale. « Il faut parfois se fucher pour être admis, recon-

## Le papier recyclé s'impose à Rennes

A collecte des vieux papiers est presque devenue une habitude pour les citadins et un service SUD plémentaire pour les municipalités La ville de Rennes propose, depuis 1985, a ses habitants d'accomplir ce geste civique qui permet de récupérer des feuilles imprimées pour les recycler. L'an passé. 200 tonnes de papier ont ainsi été ramassées, un volume qui témoigne de l'importance de l'opé-

Mais la municipalité d'Edmond Hervé ne s'est pas contentée de cette première victoire écologique. cette premiere victoire ecologique.
Elle a décidé d'aller plus toin en
choisissant d'imprimer son bulletin
municipal sur du papier recyclé. Depuis quelques jours, les habi-tants de la capitale bretonne ont pu découvrir dans leur boîte aux ettres un magazine imprimé sur un nouveau support qui ne provient pas directement des arbres.

Le Rennais, tiré à 107 000 exemplaires chaque mois, néces site pour sa fabrication 18 tonnes de papier. Grace à un accord passé avec une usine de pâte, située à Turckheim, en Alsace, l municipalité a obtenu que cette matière première provienne de déchets domestiques et industriels déchets domestiques et industriels retraités. «Le papier recyclé, réputé fragile et gris il y a encore dix ans, est aujourd'hui reconnu de bonne qualité par les plus exigeants des imprimeurs », explique Martial Gabillard, premier adjoint au maire et directeur de la publica

Le bulletin a abandonné sa cou-Le bulletin a abandonné sa couverture glacée, mais la couleur est
toujours présente au fil des pages
d'un journal qui a su éviter l'austénté. Pour les finances municipales,
ce changement de papier signifie
une économie de près de
30 000 francs par numéro. Quant
aux élus Verts, ils applaudissent ce
« pas dans le bon sens».

MARC AMBROISE-RENDU

(Publicité) -

(1) Voyage accompagni Tel: 46-70-8k-74.

d'un petit coup de main ici ou là.

C'est la Cité des sciences de La

Villette qui – technique oblige – a le plus innové. Une partie des cent cinquante mille volumes et des cinq

mille sept cents périodiques de la

médiathèque peuvent être consultés par les malvoyants grâce à des appa-

reils qui lisent à haute voix ou qui

traduisent en braille. Dans les salles,

des cheminements perceptibles au

pied sont traces au sol, et les audio-

visuels - dont les trois quarts sont

comprehensibles meme si l'on ne voit pas les images - ont des com-mandes en braille. Quant aux éco-

liers sourds, ils découvrent avec

enthousiasme les tresors de la Cité

grace à des animateurs qui leur par-

lent le langage des signes. Leurs

maîtres découvrent des élèves sou-

dain attentifs, questionneurs et avides de savoir. « Quotidiennement,

dit un responsable, nous démontrons que les efferts accomplis pour sortir des handicapés de leur isolement sont formidablement productifs. Et qu'ils profitent, en fin de compte, à

Restent, pour les handicapés.

deux points particulièrement noirs

dans la capitale : le logement -

financièrement encore plus inacces-

sible que pour le commun des mor-

tels - et l'emploi. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse. Paris a tendance à

devenir, chaque jour davantage, une

ville réservée aux fortunes et aux

tout le monde.»

# L'INSERTION DES HANDICAPÉS MENTAUX

Le conseil général, l'A.N.P.E.

Des employeurs aussi divers que

C'est la première fois qu'une telle initiative est prise par un conseil

mental prévoit, sur l'année 91, l'insertion en milieu professionnel de cinquante handicapés mentaux avec un stage modulé de 6 mois, aboutissant à la signature d'un contrat. Après l'embauche, l'entreprise dispose, à sa demande, d'un service d'accom-

# LÉGERS EN MILIEU PROFESSIONNEL : Un défi relevé par les hauts-de-seine

(Agence Nationale pour l'Emploi), la D.D.T.E. (Direction Départementale du Travail et de l'Emploi) et l'A.D.A.P.E.I. (Association Départementale des Àmis et Parents d'enfants Inadaptés) ont réuni leurs compétences afin d'établir un plan d'insertion professionnelle efficace pour les handicapés légers mentaux.

Un contrat dit d'adaptation, d'une durée de trois à six mois, a permis à treize d'entre eux de s'intégrer progressivement au sein de l'entreprise dans les meilleures conditions possible.

« Prisunic », « McDonald's » ou « Bayard Presse » ont choisi de « jouer le jeu ».

Ainsi le nouveau plan départepagnement totalement financé par le conseil général des Hauts-de-Seine.

Une expérience à suivre...



#### quatre-vingts) des dispositifs magneest à la fois fort coûteux, insuffisant tiques facilitant la communication. et débordé. Pour les handicapes qui, faute de fortune personnelle, ne peu-Pour le RER, c'est un peu mieux : vent s'offrir une voiture et un parking, il reste les taxis, trop souvent

La longue histoire du POS de Strasbourg Vingt-quatre ans après la loi qui obligeait les communes à élaborer un plan d'occupation des sols, M™ Catherine Trautmann présente un nouveau projet pour la capitale alsacienne Le nouveau projet de POS stras-

OUR de nombreux fonctionnaires et élus de Strasbourg avril 1988 a été une date à marquer d'une pierre noire : le tribunal administratif de Strasbourg venait d'annuler le plan d'occupation des sols (POS) minutieusement préparé pendant douze ans sous la hou-lette des maires Pierre Pflimlin (UDF), puis Marcel Rudloff (UDF). Les magistrats strasbourgeois don-naient ainsi raison au préfet du Bas-Rhin, M. Mahdi Hacène, qui leur avait détaillé de nombreux griefs au nom de l'Etat contre le POS strasbourgeois. Ils ouvraient aussi, à onze mois des municipales, un sérieux flou juridique sur l'urbanisme strasbourgeois et offraient un bon terrain de bataille à l'opposition socialiste, qui allait l'emporter l'année suivante.

De quelle maladie incurable souffrait ce POS ? D'abord, d'un excès de confiance dans son prédécesseur, le

règlement municipal des construcregrement numerpar des constituc-tions, né de la loi locale de 1910. Ce tions, né de la loi locale de 1910. Ce document, à l'époque d'avant-garde dans une Alsace profitant du droit allemand, était très complet, très précis et facile à mettre à jour : la seule signature du maire suffisait. Pour ne pas perdre ce pouvoir, les maires de Strasbourg avaient cru pouvoir annexer purement et simplement le

**Montpellier Technopole** 

Parfaitement intégrée dans le développement de la ville, très

habilement médiatisée, gérée de très près par un maire dynamique, telles sont les principales caractéristiques de la technopole de

Montpellier, à laquelle est consacré un supplément spécial du

Au sommaire : la technopole et ses cinq pôles spécialisés, le

projet urbain dans lequel elle s'intègre, ses retombées sur le dépar-

règlement municipal dans le POS. Erreur, ont dit les juges ; erreur, ont confirmé les conseillers d'Etat. Autre querelle : le préfet avait croisé le fer pour défendre les nombreux terrains militaires de Strasbourg. Elus et aménageurs convoitent en effet ces vastes surfaces proches du centre-ville et quelquefois sous-employées par l'armée. Le POS avait quelque peu pris leurs désirs pour des

réalités en projetant des « emprises réservées » sur ces îlots que l'armée entendait bien toujours habiter.

Préserver la zone verte des fortifications Enfin, les magistrats ont trouvé bien laconiques quelques destinations de terrains : la simple mention « équipement public » pour de vastes zones, notamment dans le quartier européen, était insuffisante. Bref, la copie n'était même pas amendable, mais complètement à refaire, ce qui a été accompli en vingt-quatre nois par la municipalité socialiste de Mer Cathe-

neuvième siècle...

rine Trautmann. Entre-temps, il a bien fallu trouver une solution provisoire pour éviter que la seule loi de la jungle ne règle l'urbanisme strasbourgeois. Surtout, le vide juridique désarmait la ville, privée de son droit de préemption urbain, c'est-à-dire de sa faculté d'acquérir en priorité tout terrain à vendre. A l'automne 1989, dix zones d'aménagement différées (ZAD), convrant les 445 hectares les plus «sensibles» du territoire strasbourgeois, ont été créées. Ainsi, la ville recouvrait son droit de préemption. La solution apparaissait un peu fragile, mais pouvait durer quelque temps, les délais de recours étant fort longs.

bourgeois, qui passe ces jours-ci son ultime examen par l'enquête publique, ne tourne pas le dos à son prédécesseur. On y retrouve les grands projets de la ville et de sa communaute urbaine, qui regroupe vingt-sept communes. En premier, bien sur, le trainway, dont la première ligne pour-rait circuler dans trois ans. S'y intègrent aussi de futurs axes de voirie rapide urbaine, comme la pénétrante Est, au nord de l'agglomeration, que

contestent riverains et écologistes. Comme elle l'avait promis, l'actuelle equipe municipale a voulu tenir compte de l'abrogation des deux lois qui, en 1922 et en 1927, avaient organisé la zone verte de Strasbourg sur les anciennes fortifications allemandes. Le POS annulé en 1988 se devait de les respecter à la lettre, celui de 1991 en reprend l'esprit : preserver des espaces naturels peu construits dans un demi-cercle au nord, à l'ouest

et au sud du centre-ville. L'enquête publique de l'ancien POS avait suscité quelque six cents observations. Celle du nouveau devrait être également animée, compte-tenu des nombreux points de polémique avec des associations de quartier, et plus globalement avec une partie de l'opposition municipale. En décembre dernier, lors de l'examen du projet de POS par le conseil municipal, les Verts et deux élus RPR avaient voié contre ; l'extrême droite, l'UDF et le reste du RPR s'étaient abstenus.

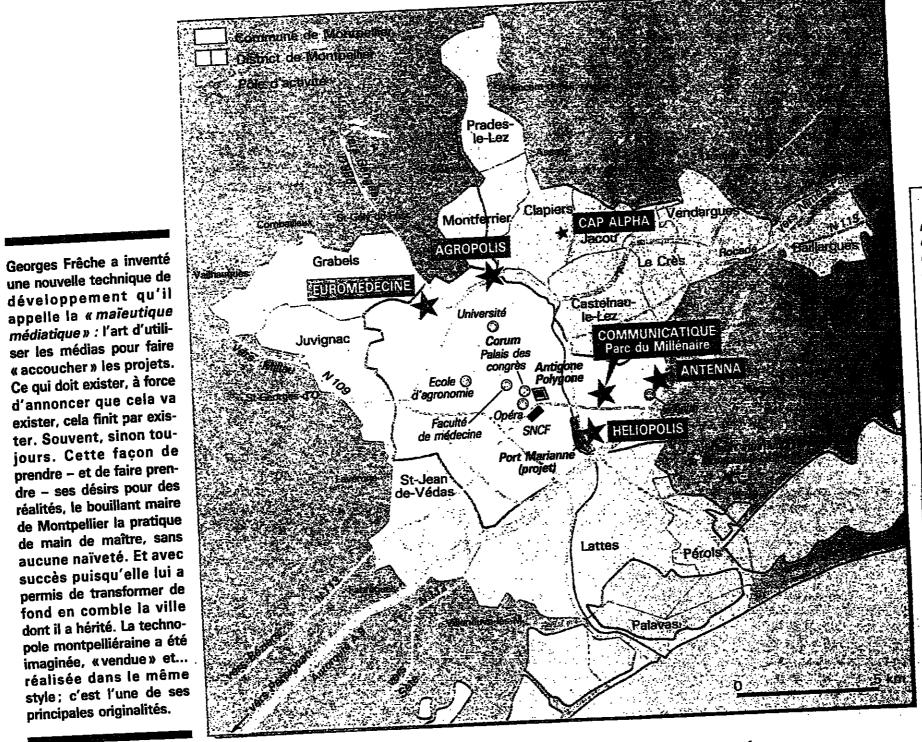
JACQUES FORTIER

Lire pages 10 à 13

10 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 avril 1991 •

# Le Monde ECHNOTOLES

MONTPELLIER



Montpellier et sa région font partie de cette France méridionale dont la population continue de s'accroître fortement. Entre 1982 et 1990, la population de Montpellier est passée de 201 067 à 210 866 habitants (+ 4,87 %); celle de l'Hérault, de 706 499 à 794 603 habitants (+ 12,47 %); celle de Languedoc-Roussillon, 1 926 514 à 2 114 985 habitants (+ 9,78 %).

Ce sont là des taux de croissance records qui s'expliquent par l'attrait climatique et économique - qu'exercent ces régions. Contrepartie néfaste de ce succès : dans le bassin d'emploi de Montpellier, qui compte près 350 000 personnes, on enregistre un taux de chômage de 13,2 %, et 5 000 Montpelliérains touchent le RMI.

# Une fusée à cinq étages

La technopole comprend plusieurs pôles spécialisés dans un secteur bien précis

FFICIELLEMENT, la technopole montpelhe-raine a vu le jour il y a six ans, lorsque fut créée Montpellier Languedoc-Roussilion Technopole. Cette association, emanation du district. a eté chargée de promouvoir le déve-loppement économique local en s'appuvant sur les «gisements» de matière grise répartis dans les universités, grandes écoles et centres

de recherche. Il est alors apparu necessaire de créer des parcs où devaient être accueillies et se concentrer les activités de pointe, mais, surtout, où seraient regroupées par thème les specificités de la technopole. Cinq pôles ont ainsi été définis.

Le premier. Agropolis, rassemble les activités specialisées dans l'agronomie tropicale et méditerranéenne. Il regroupe, autour de l'université et des grandes écoles, des centres de recherche et des petites entreprises dans un parc scientifique.

Le pôle Euromédecine a pris naissance grace à la faculté de médecine et à la réputation millénaire de Montpellier dans ce domaine. Sur son pare d'activités. près de l'hôpital Lapeyronie, on trouve une floraison de sociétés spécialisées dans le matériel médical de pointe (ABX, Sanofi, Support System international...). 162 au total, soit 4 000 emplois.

Le pôle Communicatique s'est développe autour d'IBM et des laboratoires de recherche de l'université des sciences et techniques

de Languedoc. Il est basé à l'Est. sur le parc du Millénaire, où sont regroupées 150 entreprises, soit 4 000 emplois, dont 2 700 pour

#### Demain Port Marianne

IBM.

Le pôle Antenna regroupe des activités de production des images (creation vidéo et dessin animé par ordinateur), de diffusion et de réflexion sur les moyens de communication moderne. Il s'appuie essentiellement sur l'IDATE et le nouveau reseau câble en fibre optique de la ville.

Le dernier pôle, Héliopolis, qui doit mettre en valeur les activités touristiques, est aujourd'hui en plein développement, notamment autour du Corum - le Palais des congrés-Opéra - au cœur de la ville. Il ne décollera vraiment que lorsque sera sorti de terre le quartier de Port Marianne, à partir duquei la ville renouera symboliquement ses liens avec la mer. Des entreprises spécialisées dans les loisirs devraient alors venir s'installer dans ce secteur qui leur est

destiné. Chaque pôle est équipé survant les besoins de ses entreprises, et une politique de communication particulière est mise en place pour chacun. C'est ainsi que dans chaque cas est organisée, par exemple, une grande manifestation annuelle. comme les journées Euromédecine

ou celles l'IDATE... Les résultats sont là : entre 1982

et 1987, le nombre d'établissements industriels et commerciaux installés sur le district a augmenté de 8.3 %. Le rythme annuel de création d'emplois, qui était de 1.5 % entre 1982 et 1986 avec 4 189 postes crees, s'est brusquement accéléré entre 1986 et 1989. Avec 8 316 emplois créés durant cette dernière période, la croissance annuelle movenne des emplois a atteint 3.4 % et ne semble pas vouloir ralentir.

L'ensemble des secteurs d'activité est représenté, mais le batiment et le tertiaire marchand

connaissent un développement plus spectaculaire. Ces emplois qualifiés compensent la crise sensible d'autres secteurs plus traditionnels comme l'agriculture ou l'artisanat, désormais sinistres en Languedoc-Roussillon.

« Sans se mêler de leurs affaires, on a intégré les économistes dans des réseaux en mettant des outils à leur disposition. Nous sommes aujourd'hui devenus incontournables », explique Patrick Geneste. directeur de l'École supérieure de chimie de Montpellier et président de l'association Montpellier LR

## Près de l'Espagne

Jean-Yves Delaune est président de France Technopole, l'association qui rassemble l'ensemble des responsables des technopoles et des parcs technologiques français. Voici le jugement qu'il porte sur la technopole montpelliéraine.

«Chaque expérience technopolitaine est particulière et, de ce point de vue, chacune apporte sa contribution à l'enrichissement de la démarche. L'expérience technopolitaine de Montpellier fait pertie de celle-là. Quetre points forts la caractérisent à mon avis:

- une politique de communica-

tion globale et cohérente ; - le choix de plusieurs axes d'excellence à parir desquels une stratégia d'accueil et d'accompagnement a été miss en œuvre et réussie sur au moins deux axes ;

et, enfin, son inscription dans une démarche d'aménagement du tentroire en insistant sur les effets de réseau et de diffusion sur le tissu régional.

» Le positionnement de Monta La postuonnement de midité passer près de l'Espagne l'autorise à rencontrer d'autres auccès qu'elle n'aurait pu obtenir à partir de son seul bassin d'emplois pas.

Technopole. Membre du MRG, ce Montpelliérain pure souche fait partie des quelques stratèges de Georges Frèche, le maire de Mont-pellier. Ce dernier lui a cédé l'an dernier une présidence qu'il exerce

depuis avec zèle. Montpellier LR Technopole possède des bureaux à Bruxelles et à Paris, ainsi que des correspondants à Stockholm, Louisville, New-York et Barcelone. Elle prospecte active-ment les marchés étrangers, non saus une certaine imagination. « Nous avons pu penetrer en Grande-Bretagne grâce à la ligne aérienne directe avec Londres de Dan Air, précise ainsi Patrick Geneste. La prospection faite par les bureaux britanniques du tou-risme nous a considérablement

La médaille a cependant un revers : le bassin de Montpellier, qui compte selon l'ANPE près de 350 000 habitants, enregistre 13.2% de demandeurs d'emploi, et 5 000 Montpelliérains touchent le RM1. Paradoxalement, Montpellier subit les effets pervers de son developpement rapide. Ainsi, s'il est vrai que le district enregistre un taux record d'implantations d'entreprise, et même si l'indice de conservation des emplois est un des meilleurs de l'Hexagone avec l'Ile-de-France, un nombre non négligeable d'entre elles périclitent.

De nombreux étudiants montpelliérains présèrent chercher du travail localement. Or, s'ils sont 60 000 aujourd'hui sur l'académic, ils seront, selon les prévisions de

l'éducation nationale, plus de 85 000 dans dix ans. Enfin, affirmer haut et fort, comme Montpellier le fait, ses qualités et son dynamisme au soleil se traduit par l'arrivée massive de populations que le bassin d'emploi n'est pas à même d'absorber. La ville a vu sa population tripler en vingt ans, vec une croissance parmi les plus fortes de ces dernières années en France. Avec la création d'emplois qualifiés et le transfert de nombreuses sociétés sont aussi arrivées des familles qui représentent des chômeurs potentiels.

#### Former et adapter

De ce constat est née l'idée de la création d'un nouveau pôle de formation, qui aurait pour but d'attirer ou de renforcer des formations adaptées aux besoins locaux. Car, malgré les discours optimistes en la matière, il est désormais évident que les grandes écoles et les universités ne permettent pas à elles seules de répondre aux besoins du

marché du travail. Les employés non qualifiés à la recherche d'un emploi, pour la plupart des jeunes filles sans formation après le collège, sont en augmentation en Languedoc-Roussillon. Cela prouve que l'adéquation formation-emploi reste encore à trouver et qu'il faudrait implanter de grosses industries, qui, à part IBM, font pour l'instant

défaut à cette région, **JACQUES MONIN** 

4.0 \*\* 594

-weeks

nes es

# MONTPELLIER TECHNOPOLE

# La ville dans toutes ses ambitions

Le développement économique n'est pas séparable de l'animation culturelle

EORGES FRÊCHE le trer quotidiennement l'immense maire de Montpellier, compare volontiers sa ville à la Florence du quinzième siècle. Sans fausse modestie, mais, il est vrai, non sans quelques raisons. Les Médicis surent en effet faire de la Florence du Quaten enter taire de la riorence du Quai-trocento une cité où le développe-ment économique allait de pair avec le progrès des techniques et des arts.

Ils avaient, pourrait-on dire, déjà inventé sans le savoir la notion de technopole, au sens, du moins, où l'entendent les responsables de la capitale du Languedoc-Roussillon qui veulent créer un « ensemble urbain » dans lequel toutes les fonctions de la ville seront intégrées et ne pas se contenter de juxtaposer une érie de parcs scientifiques spéciali-

S'il est vrai que la technopole montpelliéraine c'est d'abord plu-sieurs pares d'activités et une pépinière d'entreprises qui prennent appui sur les centres de recherche et les universités locales, son originalité réside surtout dans le fait que le développement de ces parcs est inté-gré dans une démarche globale, un projet d'aménagement de la ville dans son ensemble et qui est déjà en partie réalisé.

Montpellier s'appuie d'abord sur une tradition universitaire et médi-cale ancestrale, un patrimoine histocale ancestrale, un patrimoine histo-rique bien préservé, un ensemble de services très complet et un environ-nement relativement vierge comparé nement remuvement vierge compare à celui d'autres métropoles très anciennement et très fortement industrialisées et bâties.

la ville a d'autre part su se doter d'équipements de sports et de loisirs de qualité, entretenus et développés avec une rare constance politique. Quatre équipes sportives en première division, deux Opéras, dont l'Opéra Berlioz de 2 000 places inauguré l'an dernier, deux orchestres (le Philharmonique et cehu des solistes soviétiques dirigé par Yuri Bashmet), de multiples festivals d'été... Cette liste, non exhaustive, témoigne d'un souci de ne négliger aucun moyen pour attirer entrepreneurs et investisseurs, publics ou privés.

#### Promotion et médiatisation

Au tourisme individuel s'ajoute maintenant le tourisme d'affaires qui se développe autour du nouveau Corum, palais des congrès lui aussi intégré au centre historique. S'il souf-fre encore d'une capacité hôtelière mal adaptée à la demande, et d'une politique commerciale qui n'a pas encore pu être affinée, ce lieu de rencontre d'un niveau international symbolise parfaitement les ambitions culturelles et touristiques de la ville

Tournant résolument le dos à la discretion, Montpellier a toujours mene de pair réalisations et médiati-sation. La fameuse campagne «Montpellier la surdouée» ne fut que le point de départ d'une méthode que la ville a beaucoup is, multipliant les campagnes de publicité et les opérations de promotion en tout genre en France, en Europe ou aux Etats-

Sur place, il n'est pas une réalisation qui ne soit expliquée et annon-cée, la moindre façade ravalée faisant elle aussi l'objet d'un traitement médiatique. Les communiqués qui ne réussissent pas à trouver place dans la presse locale resurgissent dans les nombreuses publications institutionnelles. Au mensuel de la ville s'ajoute celui du district, ainsi que deux publications spécialisées pour le jeune public ou les personnes agées. L'essentiel ici est de démon-

capacité de travail des élus, abeilles d'une ruche qui s'active à faire de Montpellier un chantier permanent. Ainsi la ville fait-elle régulièrement état d'une foison de projets plus ou moins ambitieux, dont beaucoup seront ensuite modifiés ou même

L'exemple du projet « Port Marianne» est révélateur. Relayé lors de son lancement, il y a quatre ans, par les médias nationaux, la construction du futur port de Montpellier sur le Lcz n'a toujours pas démarré, et nul ne sait encore aujourd'hui à quoi ce nouveau quar-tier ressemblera. La maquette de l'ar-chitecte Ricardo Bofill, bien que présentée et exposée, a été rangée au placard. Alors que la ville négocie loujours avec les architectes et investisseurs, «Port Marianne» n'existe pour l'instant que sur les panneaux

#### La volx de son maire

Annoncer pour que cela se fasse. La stratégie montpelliéraine consiste ici à donner une existence médiatiici à donner une existence mediati-que à un projet, même si celui-ci u'a pas encore été définitivement mis au point pour ancrer sa réalité fictive dans l'esprit des investisseurs poten-tiels. Qui en effet peut mettre en doute une réalisation ambitieuse qui a fait l'obiet d'une campagne aussi a fait l'objet d'une campagne aussi élaborée? Ancien préfet du Langue-doc-Roussillon, Yves Jean Bentejac avait constaté, en parlant de Mont-pellier, que « l'image y précède sou-vent la réalité, mais qu'ensuite cette dernière la rattrape ».

Dernier maillon de cette chaîne médiatique : il s'agit de persuader le Montpelliérain qu'il fait partie d'une Montpelliérain qu'il fait partie d'une élite. Ainsi peut-on voir par épisodes fleurir sur les panneaux d'affichage urbains des campagnes, parfois proches de la propagande, destinées à exalter un certain chauvinisme.

L'une d'entre elles soulignait récemment soudage à l'appni, que 66 % L'une d'entre elles soulignair recem-ment, sondage à l'appui, que 66 % des Français enviaient le sort des Montpelliérains. Chaque classement élogieux pour les réalisations de la ville est placardé. La municipalité déliure en permanence à ses citorens délivre en permanence à ses citoyens un double message : « Vous pouvez être fiers d'habiter ici, et par la même fiers de nous, qui vous don-nons cette fierté».

Il n'est pas un panneau de chantier qui ne laisse transparaître une once de publicité municipale. Un immense M, emblème de Montpellier, a été tracé sur le rond-point à l'entrée ouest de la ville. La fontaine construite à l'intérieur de la cour de la Babotte, dans le centre historique, dessine la même lettre, comme si une main omnipresente marquait cette cité, et ses signes urbains, de son empreinte. En l'occurrence, celle de

A la tête de la ville depuis 1977, Georges Freche est socialiste, certes, mais reste un homme politique aty-pique. Physique de rugbyman, verbe haut et colore, Georges Frèche est entemi de la langue de bois, ne déteste pas les coups de guer demeure un calculateur habile, ct. finalement, l'assurance de ce fonceur imprévisible ravit ses amis et déconcerte ses détracteurs.

Maire de Montpellier mais égale-ment président du district, Georges Frêche a transformé par ses ambi-tions cette ville bourgeoise et endor-mie, en tissant sa toile autour d'insti-tutions qu'il a pour la plupart tutions qu'il a pour la plupart lui-même contribue à créer. Peu d'associations paramunicipales echappent à son influence. Ce maillage, historiquement compréhensible, est parfois perçu comme un fardeau par

des acteurs locaux qui souffrent du poids des institutions locales, mais il est ici un gage de cohérence et d'essicacité, y compris dans le développe-ment urbain. La plupart des initia-tives partent en effet du haut pour être ensuite plébiscitées par une base

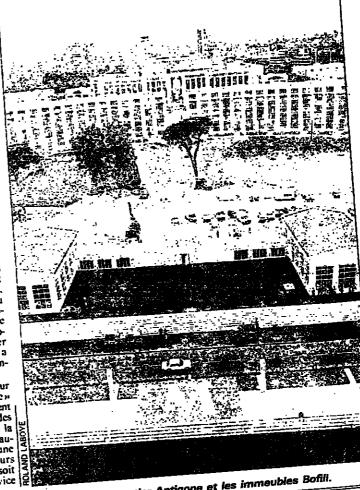
Ainsi le récent quartier Antigone a-t-il d'abord été conçu, dans son ensemble, de manière à s'intégrer au centre-ville, avant que les lots soient concèdes séparément aux promoteurs privés. Il en ira de même avec « Port Marianne». Le « visionnaire » Georges Frèche a par ailleurs déjà programmé le futur déplacement du centre-ville vers l'est, en bordure de l'aéroport international et de la future gare TGV. Et pour l'instant, contre ses détracteurs qui le taxent de boulimie et s'inquiètent de la construction au pas de charge d'une vitrine «château de cartes», le public et les investisseurs lui donnent rai-

L'empreinte d'une si forte personnalité ne va pas, cependant, sans heurts. Les relations sont pour le moins tendues entre Georges Freche et Gérard Saumade, le président socialiste du conseil général. Non sculement leurs tendances respectives au sein du PS se sont récemment déchirées (l'un soutient Lionel Jospin, l'autre Laurent Fabius), mais leur différend s'est déplace sur le terrain «de la ville et de la campagne».

Georges Freche dénonce la sous-représentation de Montpellier à l'assemblée départementale, et reproche a Gerard Saumade de privilégier ijustement le rural au detriment de l'urbain. Une autre guerre se livre du côté du conseil régional avec son president UDF, Jacques Blanc.

« Ces hommes se parlent, mais ne s'écoutent pas », contie un observateur averti, commentant les relations ombrageuses des trois « mastodontes » locaux. Il en resulte un climat parfois très tendu dans lequel certains décideurs ont du mal à travailler. Choisir un camp est en effet souvent s'aliener l'autre, même si quelques contre-exemples emergent ici et la, comme l'arrivée à Laues. dans la banlieue de Montpellier, du groupe franco-britannique GEC-Alsthom, le développement du pole Agropolis de Montpellier, ou le rapprochement amorcé l'an dernier entre Montpellier et Nimes, qui a mis fin à des années d'incompréhension entre les deux villes.

Mais le revers de la médaille pour cette nouvelle «Californie française» est sans doute la. Quelles que soient les raisons et les responsabilités des brouilles que chacun se renvoie à la figure, on sc prend a regretter qu'autant d'audace investie par chacune de ces personnalités dans leurs champs d'action respectifs ne soit pas plus souvent mise au service d'un travail en commun.



La fin du chantier Antigone et les immeubles Bofill.



"Douze états construisent aujourd'hui l'Europe du XXI' siècle. Les Eurocités, héritières des villes de la Hanse et du Quattrocento, rythmeront sa vie

Montpellier, dont la vie économique est bâtie sur la puissance de ses quotidienne. universités, de ses grandes écoles, de la recherche et de la formation, s'affirme comme un modèle de ville-technopole. Solidaire des villes de sa region, comme en temoigne le pôle Montpellier-Nimes-Ales, et de ses zones rurales, Montpellier conjugue au quotidien, urbanisme innovant et qualité de vie. Avec un environnement de haut niveau, une vie culturelle et sportive intense, Montpellier la Surdouée a pour ambition d'être l'une des trente villes d'Europe qui marqueront le siècle à venir."

Georges FRÊCHE Député-Maire de Montpellier - Président de Montpellier District



Montpellier est membre tondaleur du Club des Eurocites, vice-président du Club Mondial des Technopoles, Centre d'Entreprise et d'Innovation modèle désigne par la CEE.

> Contactez : Montpellier L.R. Technopole - Synergie 1 - Parc du Millénaire 770, rue Alfred Nobel - 34036 Montpellier cedex 1 - Tél : 67 22 77 77.

MONTPELLIER SURDOUÉE MONTEUR LANGITOC - RESILION TERMONE

## **Architectes vedettes** La ville vient d'autre part de

Pour accompagner son déve-loppement urbain, Montpellier s'est attaché, ces dix demières années, les services de plusieurs prande architectes

4

grands architectes. Le premier à avoir imprimé sa marque à la ville, il y a dix ans, est le Catalan Ricardo Bofill, auteur du quartier Antigone, au bout de la place de la Comédie, jusqu'au nouvel hôtel de région à

Avec Bofill, Montpellier adopte le néoclassicisma. Colonnes et places circulaires se déploient vers le fleuve Lez dans une synthèse gréco-romaine. Grandiose pour les uns, pompier pour les autres, le quartier est en passe d'être achevé.

Tout aussi ambitieux, mais a contrario résolument contemporain, le Corum de Claude Vasinauguré en novembre 1990, est une œuvre massive, enchâssée au bout de l'esplanade, à peine adoucie de lignes brisées et de quelques courbes.

faire appel à Richard Meier, dont le projet d'espace Pitot est en cours de construction, sous le Peyrou, à deux pas du palais de justice. Il s'agira d'une grande place centrale bardée d'arcades, fidèle au style du viaux Montpellier, autour de laquelle s'articuleront des commerces et des bureaux. En sous-sol seront installés un parking de 700 places, des services publics et un complexe sportif avec une piscine.

Dernier projet, lui aussi très ambitieux : la réalisation d'un nouveau quartier de 20 000 habitants, Port Marianne. au bord du port de plaisance sur le Lez. Deux architectes de talent en seront les premiers chefs d'orchestre, Christian de Portzamparc, à qui l'on doit la Cité de la musique de La Villette, et Robert Krier.

tages

A partie of the second of the Same of the The Mary Marks and the second A State of the Sta man bloom of the second A STATE OF THE STA

4.40 

Aux portes de la ville, un centre de recherche agronomique de réputation internationale

'ÉVÉNEMENT est en passe de devenir routinier à Montpellier. Un cortège officiel sillonne ia ville pour se rendre à Agropolis, une sorte de village scientifique à la périphérie de la ville. Dans la R25, un chef d'Etat africain pense dejà au programme de recherche qui pourra l'aider à résoudre un problème de développement posé à son pays. A l'intérieur de ce petit paradis de l'agronomie méditerrancenne et tropicale, enseignants, chercheurs, et industriels se côtoient en effet en toute «synergie», selon un modèle générateur d'innovation qui a fait déjà les beaux jours de la

Pour y acceder, il faut longer les trois universités de Montpellier, puis suivre le zoo au nord par la route de Montferrier en plongeant au cœur des pins. On se croit sorti de la ville. lorsque surgissent, de cette ambiance campagnarde, de multiples bâtiments modernes. Ce sont autant de centres de recherche qui constituent une partie visible de la fourmilière Agropo-

lci, l'ORSTOM, l'Institut de recherche scientifique pour le développement en coopération. Là, le Centre national de machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts, le CEMAGREF, l'inventeur de « Magali ». robot cueilleur de pommes. Cette machine, très « terre à terre» a été construite à partir de recherches technologiques comparables à celles qui ont été mises en œuvre pour les engins spatiaux ou

A quelques encablures de là, le CNRS precede le CIRAD, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le déveioppement, le plus gros centre de recherche de Montpellier.

De la génétique aux procedés de transformation, ici travaille cents chercheurs et une centaine de thésards, soit la moitie du potentiel français dans le domaine de l'agronomie tropicale. Un de leurs programmes de recherche a permis recemment d'isoler une variété de

coton sans gossypol, c'est-à-dire sans la toxine qui le rend impropre à la mation humaine.

Cette découverte peut ouvrir les portes d'une révolution verte aussi importante que celle du riz. pour l'alimentation des pays producteurs de coton. Une fois débarrassé de la matière destinée à la filature, le tourteau de coton possède en effet des qualités nutritives comparables à celles du soja.

noix de coco. Gauthier SARL à la transformation du manioc, de la pate d'arachide ou du cacao. SMH élève son trois cent millième pied d'hévéa en laboratoire, par microbouturage, procede qui permet d'accelerer sa

Dans d'autres bureaux ont pris place des sociétés spécialisées dans les transferts de technologie. On y trouve encore des réseaux comme INIBAP, ou SYFIA chargés de faire

## L'ACADÉMIE DE MONTPELLIER

49 339 étudiants

	L
Par université :	18 291 1 091
Par universion: Montpellier I	
dont Nīmes Université des sciences et techniques de Montpellier	628
Université des sciences et lectimiques dont Nimes	15090
-4 Paul Valéni	4 866
Université de Perpignan	49 339
Total	
- F. Jalian	12 269
Par discipline : Droit, science po, science éco, AES, gestion	45 202
Droit, science po, science eco.	178
Marhámangues appliquées et sciences accidire	8850
	−ı ons
	5 353
La la cio humana	
DAdica	2093
Odontologia	643
Odontologie	2 479
	49 339

Passé un nouveau rond-point, apparait le parc scientifique d'Agropolis. Une succession de petits batiments bas qui sentent encore la peinture fraiche.

ils abritent pour la plupart des entreprises qui ont pa tion avec des centres de recherche et sont en train de développer des procédés ou des machines élaborées par ces centres. Biotropic s'intéresse à l'optimisation de la production de la

remonter des informations depuis le tiers-monde et en particulier l'Afrique francophone.

« Au départ, on avait ouvert ce parc à des types d'entreprises sans etre figé sur le concept. à condition qu'elles coincident avec le champ agronomique. Maintenant, on démarre la deuxième tranche, sur 56 hectares, et on assine les choses », précise Hubert Nicolas, responsable du développement du pôle Agropolis au district de

Montpellier. A peine lancé, ce nouvel espace est déjà pris d'assaut. « Il y aura là des entreprises liées à la télé-détection, à la lutte hiologique, et aux analyses agronomiques plus générale

Le développement d'Agrapolis témoigne de la mise en valeur réussie d'un potentiel local, et de sa montée en puissance par la greffe d'activités complémentaires. Les ingrédients d'Agropolis étaient en effet rassem-blés à Montpellier depuis plus d'un siècle avec, outre une tradition biologique reliée aux activités de l'univer-sité, la présence de l'ENSA, l'Ecole supérieure d'agronomic et de l'INRA, l'Institut national de la recherche agronomique.

Autour de ce noyau historique, ct d'autres grandes écoles, se sont agglu-tines entre 1977 et 1985, accompagnant le grand mouvement de décentralisation, de nombreux centres de recherche jusqu'alors basés à Paris.

En 1985, la communauté scientifique agronomique locale a lancé le concept d'Agropolis en creant un Complexe international de recherche et d'enseignement supérieur Agropo-lis (CIRESA), c'est-à- dire une fédé-ration regroupant à Montpellier les universités, les grandes écoles et les instituts de recherche, soit quelque dix-neuf établissements et deux mille chercheurs. Simultanément, l'idée a eté développée par le district de Montpellier, qui a fait d'Agropolis un des axes industriels de sa technopole. Son rôle a alors consiste à favoriser la création d'entreprises appliquées au champ de l'agronomie par l'intermédiaire de sa pépinière d'entreprises Cap-Alpha, et à prospecter, tant en France qu'à l'étranger, afin de dénicher de nouveaux locataires pour son parc scientifique.

#### Sans partenariat, pas de salut

Proches les unes des autres, les entreprises ont la possibilité de péné-trer facilement dans les instituts de recherche, et inversement. Pour Mare Puyarenier, chargé de mission industrie à Agropolis, « on n'est pas dans un schema linéaire qui va du transfert de la recherche fondamentale vers la recherche appliquée jus qu'u l'industrie, mais dans une démarche nérative. Les entreprises ont des problèmes qu'elles soumettent à la recherche. Celle-ci apporte une a la recherche, cenerci appone and réponse partielle reprise en compte par l'industrie qui reformule sa ques-tion. Et c'est de ce va-et-vient que naît la solution ». Revers de la médaille: « Nous soutfrons de la faiblesse du tissu industriel local », regrette un jeune chef d'entreprise.

Agropolis à Montpellier, c'est aussi un esprit de coopération entre universités et grandes écoles, lei, on a versites et grandes ecoles. Let, on a rassemblé tous les partenaires en s'appuyant sur une volonté locale. « Hors de fedérations de cc style aujourd'hui, point de salut », affirme Paul Raynaud, le directeur de l'ENSA de Montpellier. « En proposent aujourg'hui des pâles universites. sant aujourd'hui des pôles universi-taires européens, le ministère de l'éducation nationale reprend la même philosophie, c'est-à-dire le regroupement d'un potentiel suffisant pour qu'il puisse rivaliser avec des universités nord-uropéennes ou nordaméricaines. Grosso modo, nous avions dix ans d'avance.»

En plus d'un nouvel ensemble international de lutte biologique, le CIRESA travaille aujourd hui à la création d'Agropolis international. dont le siège sera bientot construit à coté du parc scientifique. Cette «maison commune» pourra accueil-lir les différentes assemblées d'Agropolis et permettra de dispenser un enseignement supérieur. Natura, reseau de formation dans le domaine de l'ingenierie agronomique regrou-pant l'ensemble des grandes universi-tés européennes, a d'ores et déjà annonce son intention d'y installer son siège. Estimée à 27 millions de francs, l'édification du bâtiment sera prise en charge par le conseil régional du Languedoc-Roussillon dans le cadre du contrat de plan Etat-région. Plusieurs ministères et la Communauté européenne mettront également la main au portefeuille.

Agropolis travaille entin à la réalisation de sa vitrine. Agropolis Muséum, financée elle aussi conjointement - elle coûtera 10 millions de francs. - qui devrait sortir de terre dans le courant de 1992. Ouvert au public, ce musée futuriste proposera un voyage à travers l'évolution des rapports entre sciences, technologies et sociétés dans le champ d'Agropolis, « Il ne s'agira pas de collectionne his vicilles charmes », explique Louis Malassis, le prisident d'Agropolis et pere du projet, a mais hien de montrer le changement ».

Une des premières expositions aura pour but de mettre en évidence la transition qui mêne des épices aux arômes. Une autre, l'évolution du pastoralisme. Preuve que Montpel-lier a bien l'intention de conserver son bâton de pelerin dans ce

# La région prend le relais

A partir de la capitale, un réseau d'assistance technologique

E MTR, ou Multipole technologique régional, depuis trois ans, Jacques Blanc, le président PR de la région Languedoc-Roussillon, ne jure plus que par lui. Selon le point de vue auquel on se place, il s'agit d'une copie à l'échelle du Languedoc-Roussillon du fonctionnement de la technopole montpelliéraine, ou au contraire d'une amélioration du concept appliqué cette fois à une egion française.

« A la notion de technopole on doit subsituer celle de réseau technologique, donc de multipole, explique Jacques Blanc. L'originalité de notre démarche, c'est la synergie établie entre ce qui existe à Montpellier, universités et laboratoires de recherche, et ce qui existe sur le reste du territoire régional, soit 8 000 chercheurs. >

Le conseil régional a donc fait procéder à une évaluation du tissu scientifique du Languedoc-Roussil-lon, puis a identifié la constitution de « domaines d'exellence ». Un pôle « chimie-matériaux » a été constitué autour des laboratoires de Montpellier et de Perpignan. Un autre «biologie-santé» s'articule autour des secteurs de pointe en matière de recherche médicale recensés principalement à Montpellier. Un troisième, « calculimage», fédère les activités qui relèvent des sciences de l'ingénieur. Agropolis complète le pôle « agropolis » de la technopole montpelliéraine. Un pôle « mer » est également en projet. Hors de la capitale régionale, la matière grise se développe essentiellement à l'université de Perpignan, l'école des mines d'Alès, l'école d'ingé-nieurs de Nîmes, ou le laboratoire de recherche aucléaire de Mar-

Chaque pôle est supervisé par un membre d'un conseil scientifique chargé de transmettre au conseil

régional les propositions d'orientarégional les propositions d'orienta-tion les mieux à même de le déve-lopper, qu'il s'agisse de recherche, de formation ou de transferts de technologie. La région a ainsi décidé d'aider à la mise en place d'un réseau européen de labora-toires travaillant dans le domaine des dérivés du silicone, dont l'indes dérivés du silicone, dont l'industrie européenne représente 35 % du marché mondial, et dont la tête de pont serait à Montpellier.

#### Décentraliser ies moyens

Le MTR préconise la mise en place d'un centre de transfert de place d'un centre de transfert de génie génétique à Saint-Christol-les-Alès, près de la station de pathologie comparée de l'INRA et du CNRS. Un institut de génétique humaine qui regrouperait à terme humaine qui regrouperait à terme 100 chercheurs sur 3 000 mètres carrés devrait aussi voir le jour à Montpellier. Une commission composée de représentants de la DRIR, de l'ANVAR, de chercheurs et d'industriels a également été chargée de faire des propositions qui sont déjà nombreuses. La région a voté pour 1991 un budget de 115 millions de francs pour le MTR, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'an dernier.

Jacques Blanc voudrait aussi décentraliser les moyens dans des zones moins favorisées. « Nous développons des laboratoires ou écoles, en Lozère, à Castelnaudary. à Sète, Narbonne, Béziers... Ce qu'il nous faut maintenant, c'est greffer dessus des zones industrielles liées aux activités de recherche. On peut tout à fait par exemple envisager l'installation d'unités de fabrication d'instruments de pesage en liaison avec le laboratoire de métrologie physique de Nîmes. Mais je crois aussi à l'arée d'unités de production lourde. Et là aussi les ch de bouger.»

## « Mercure », le rendez-vous des communicants

«La communication | » Pour les responsables du conseil régional de Languedoc-Roussillon, ce mot magique ouvre grandes les portes de la modernisation et du développement de l'économie régionale. De cette conviction est né le projet, actuellement en cours de alisation, de créer à Montpellier un centre baptisé « Mercure », dans les anciens locaux de la région, à deux pas de la gare SNCF. Le centre – pour lequel plus de 20 millions de francs de fonds régionaux et européens ont déjà été dégagés – devrait être installé sur 2 000 mètres carrés des l'au-

tomne prochain. Cet immeuble intelligent met-tra tout d'abord à la disposition des entreprises des salles de conférences équipées de moyens de communication ; serveurs télématiques, télévision, vidéo-conférences... Si ces équipements existent à Montpellier, ils sont souvent de

trop petite ou, au contraire, de trop grande dimension comme au Corum. Le format « Mercure», de taille moyenne, devrait mieux correspondre aux besoins des PME-PMI.

#### Serveur multimédias

Les entreprises auront accès à toutes sortes de banques de données (informations et images) dont la consultation sera facilitée par la mise en place d'un « ante-serveur » mis au point par la société TRIEL, en liaison avec le Centre national universitaire de calcul scientifique (CNUSC) basé à Montpel-

Ce serveur, situé en amont des bases de données, « mâche en quelque sorte le travail de l'unifisateur», explique le direc-teur du CNUSC, Jean-Loic Delahaye. « Cet interlocuteur désormais unique cherche dans la jungle des bases de données laquelle et quel réseau correspondent le mieux à la demande de l'utilisateur, le tout dans un langage simple, proche du langage courant a.

Le CNUSC travaille également à la réalisation pour « Mercure » d'un serveur multimédias capable de fournir des informations

autres que textuelles (graphiques, images, etc.). « Mercure » offrira aussi des services de visio et vidéo-conférences interactives à toutes les entreprises ou organismes de formation répartis sur Languedoc-Roussilion. Les utilisateurs devront pour cela soit être équipés de studios raccordés au réseau France Télecom (RNIS), ou à une antenne de reception (faisceau ou satellite), comme c'est déjà le cas pour le Centre européen de communication de l'artisanat et des métiers de Nîmes, ou l'« école des mines » d'Alès. Autre solution : ils pourront se rendre dans les différentes chambres de commerce et d'industrie de la région, qui seront bientôt équipées et structurées en « réseau de communication régional » dont « Mercure » sera la tête de

Avantage pour une PMI : le conseil régional, à travers « Mercure », prend en charge les coûts d'investissement, et paie un abonnement mensuel à France Télécom, qu'il met ensuite à disposition des cteurs économiques ou universitaires. « Toutes les sociétés n'ont pas comme IBM les moyens de posséder ce genre d'équipements, précise Emma-nuel de Saint Leurent, le directeur du centre « Mercure », «il est plus facile pour une PME de débourser 500 francs une fois dans l'année que de prendre un abonnement à France Télécom ». Des équipements mobiles permettront agalement d'organiser des conférences depuis n'importe quel site de la

a g ailleu

4.5

1 1 33

The state of

« Mercure » hébergera enfin des sociétés régionales chargées de dispenser des forma-tions axées sur les techniques de communication, Média 6 espère mettre sur pied une ∢ formation européenne à l'image de synthèse » équiva-lente à celles que l'on ne trouve aujourd'hui que dans la région parisienne. La Fabrique enseignera le dessin animé traditionnel, tandis qu'Alitec, autre société montpelliéraine assurera une formation à la cartographie numérique, aux côté de Géné sys, entreprise spécialisée dans la conférence téléphonique,

PLACE AUX SOLEILS! Dans l'Hérault, le soleil va plus loin que la plage. Toute l'année, dans tous les domaines de la qualité de vie. Nature teurs les jour sons entre Méditerranée et l'évennes), culture (iene de festivals) de la vancté a l'opera en passant par le theitre et le pizz), sport de la vancté a l'opera en passant par le theitre et le pizz), sport d'Hemolt cons entraire sur tous les terraires) gastronomie (spécialités) et app, il more cone sonbuttent bon appent). Bienvenue dans un environnement ideal pour vivre et travailler! estrictor (another o PLACES AU SOLEIL! Comme les hommes qui la font, l'entreprise aime et recherche les places au soleil. Avec AXE 34 société d'economie mete associant notamment des chandres consultures. I Her tult s'est dote des outils indispensables a l'éclosion, à l'accieil, au développement des éraicproces, romes d'activités, peparactes, archers-telais industriels apprendient de la companya del companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya del companya Tes procedures d'aco impagnement s'inscrivent dans une legique Les provisiones d'accompagnement s'inscrivent dans une organic d'un appui à la strategie (code). correil, somen technologque enides de tasabilite et de namere business plan) a l'aide financière directe (capital d'autorice) les arouts des politaques d'ANE 34 et des treize chartes intercommunales de l'Hérault sont fedères dans les Sites Dépar-tementaux d'Equilibre Réservez des aujourd'hui votre place au soleil . AXE 5 L 1 600 rule d'Alen 34 08° Montpellier Cedex Tel. 67 Sa 67 Sa - Fax 6° Sa 68 99 - Telex 185 575 L'HERAULT RAYONNANT

# La région

# MONTPELLIER TECHNOPOLE

# A qui profite le progrès?

Georges Frêche : le monde rural doit se brancher sur les lieux du savoir et de l'innovation

Le débat n'est pas nouveau; il est soulevé autour de toutes les technopoles : celles-ci mobilisent beaucoup d'énergies et de capitaux, mais à qui gies et de capitaux, mais à qui profite la prospérité qu'elles engendrent? Leurs promoteurs prétendent qu'elles irriguent l'ensemble de la région qui les entoure mais certains préten-dent que, bien loin de les enri-chir, elles appauviraient leurs voisins immédiats, auxquels elles envoient leurs habitants elles envoient leurs habitants elles envoient leurs nachtants après leur avoir pris leurs entreprises. Cette discussion sur le fond devient particulièrement âpre lorsqu'elle se complique, comme c'est le cas à Montpellier, de querelles de montpellier. personnes anciennes et dura-bles. Georges Frâche, maire de Montpellier, et Gérard Sau-made, président du conseil général de l'Hérault, ont, sur ce sujet, répondu à nos ques-

JACQUES MONIN

fluence économique de la technopole montpelliéraine sur l'ensemble de la région Langue-

doc-Roussillon? - Il faut relier cette question à l'absence d'une politique de la ville en France. Il devrait y avoir dans ce pays une vingtaine d'eurocités, des villes à la dimension européenne. Cela implique le pouvoir de commandement économique, le savoir-faire scientifique, et de sortir du phénomène de concentration des activités à Paris.

» Un exemple : 95 % des œuvres de Beaubourg ne sont pas exposées. On pourrait avec ca faire dix musées d'art contemporain en France. La même remarque peut être faite dans beaucoup d'autres

» Certes l'Etat ne peut transférer dan's les villes de province les sièges de grandes sociétés privées, mais ce transfert se fera automatiquement si on crée dans un certain nombre de cités un environnement urbain, culturel, universitaire qui incite à la décentralisation, comme nous le faisons à Montpellier.

 Les enquêtes montrent Les enquetes montrent
pourtant que la technopole
montpelliéraine a encore un très
faible effet d'entraînement sur

« Comment analysez-vous l'in- sa région, en particulier dans les

- 11 ne suffit pas de pleumicher en disant «on va développer le rural », ou de plaider pour l'installation d'entreprises en leur donnant simplement une subvention. On peut développer le rural à condition que les entreprises soient branchées sur les lieux de savoir qui sont dans les eurocités où se trouvent les universités.

» il faut donc que se crée une volonté politique des villes moyennes pour se constituer en réseau avec les eurocités, et une volonté politique des zones rurales pour, par « percolation », se pénétrer peu à peu de la richesse des villes. Par exemple dans l'Hérault, Irifrance, à Paulhan, se branche sur un pôle de Montpellier pour développer des activités d'hydrogeologie, Tuve-d'Oc, à La Grand-Combe dans le Gard, se branche sur l'INSERM pour la fabrication de tuyanx de jardin performants et compétitifs. Il y a des entreprises informatiques dans des petites communes de l'Hérault, mais ce sont des sous-traitants d'IBM à

moyens d'irriguer le monde rural, mais vous déplorez un manque de voionté de la part de celui-ci...

- Les conseils généraux, pour des raisons historiques, ne représentent que le monde rural. Ils multiplient donc tous les facteurs d'isolation de celui-ci par rapport aux villes. Mais si on veut freiner la désertification, il faut engager une action volontariste pour que le rural et l'urbain travaillent ensemble. La plupart des électeurs dans le monde rural l'ont compris, mais pas tous les élus. Ce qui caractérise le paysan, au sens noble du terme, c'est sa fidélité en politique. Quand il estime un consciller genéral, il va le réclire pendant quarante ans. Ces gens-là sont dans un monde qui se meurt mais qui est

» J'arrive quant à moi à travailler avec certains maires qui acceptent de jouer le jeu, et l'électorat répond très bien. J'ai passé des accord avec la chambre de commerce de Millau, avec le conseil général de l'Aveyron et Bruxelles. Mais pour le moment la coopération est bloquée avec le conseil général de l'Hérault.

- Preuve que les relations politiques conflictuelles handicapent le développement écono-

- Les problèmes de querelles politiques ici sont dépassés. 20 % des emplois que nous avons créés depuis dix ans l'ont été sur Montpellier, 60 % sur les communes du district et 20 % hors du district. Mais je ne peux pas à la fois payer nos grandes manifestations économico-médiatiques et envoyer les entreprises de nos pépinières dans des pôles de développement ruraux. Je suis tout à fait d'accord pour qu'on travaille ensemble à condition de partager les frais, c'est ce que je demande au conseil genéral.

» En ce qui concerne mes rapports difficiles avec la région, que l'on me donne un seul exemple où la ville de Montpellier a refusé de travailler avec elle! Alors que le conseil régional s'est retire de tout ce qu'il faisait avec Montpellier. C'est suicidaire pour la région et je considère, malgré cette guerre civile, comme une necessité absolue de voir la ville, le département et la région travailler ensemble.

- Qu'attendez-vous de votre récent rapprochement avec la ville de Nîmes?

- Si l'Etat et la DATAR n'ont pas une politique globale de la ville, ils ont en revanche une politique de réseaux de villes, et la charrette, même mise avant les boufs, est bonne à tirer. Nous allons médiatiser un pôle Montpellier-Nimes avecades stands com-muns dans les grandes Foires internationales d'Hanovre, de Londres, de Barcelone. Sur le plan universitaire, Jean Bousquet, le maire de Nîmes, a accepté d'être le partenaire de l'université de Montpellier, plutôt que d'avoir une petite université de Nîmes isolée. Nous envisageons la création d'une école des beaux arts Montpellier-Nîmes qui permettrait de jumeler les arts plastiques et le dessin animé par

ordinateur. » J'ai également rencontré le maire d'Alès et nous préparons un projet commun de constitution d'un pôle Montpellier-Nîmes-Alès de 800 000 habitants, ce qui permettrait, tout en gardant les villes à échelle humaine, d'avoir une marge de manœuvre correspondant à l'agglomération de Toulouse ou de Marseille. Nous songeons également dans le même style à un pôle Montpellier-Perpignan.»

# garde pour elle ses entreprises

e r-a-t-n, comme on le dit un déséquilibre entre le développe-ment de Montpellier et celui du département de l'Héreult?

 Le décollage de Montpellier dans les années 70 est lié à l'arrivée des pieds-noirs, au développement de son université, à l'aménagement du littoral, et à l'arrivée d'IBM. Cette ville était déjà tertiaire, donc prête à la mutation, ce qui n'était pas le cas, par-exemple, de Béziers, qui s'est retrouve désemparée devant la crise de la vierne des la crise de la vierne de la crise de la de la viticulture.

» S'il n'y a pas une volonté des collectivités locales proches de Montpellier exprimée par des réalisations, la ville exportera ses habitants, mais pas ses entreprises. L'effet mécanique d'un pôle est un effet avant tout d'agglomération, les effets de diffusion sont beaucoup plus faibles et rarement mécaniques.

C'est aux collectivités de financer ces réalisations?

» Il faut que les collectivités locales créent les infrastructures transport des véhicules et des images, communication et télécommunica-tion – avec l'Etat qui est un partenaire incontournable en France. Ensuite: l'enseignement, les sports, la culture, les loisirs et tout ce qui concourt à la qualité de la vie : adduction d'eau,

Tout comple. » Ensuite, il faut des zones d'activités, mais repensées. Les entreprises placées l'une à côté de l'autre, c'est ringard. La cité nouvelle se créera en s'appuyant sur l'homme dans sa globalité. Il faudra un terrain

# Gérard Saumade : éviter que la ville

a Y-a-t-il, comme on le dit, un de sport à côté des entreprises, des piscines. C'est ce que j'ai demandé piscines. C'est ce que j'ai demandé piscines. C'est ce que j'ai demandé a Roland Castro d'étudier pour la Roland Cast l'aménagement d'une zone de 15 hectares près de Montpellier.

» Il est indispensable d'imaginer » Il est indispensable d'imaginer un développement pas simplement polaire, mais par réseaux. Le fait que le TGV passe dans cette région aura un impact décisif sur l'évolution de l'économie. Même chose pour le doublement de l'autoroute, des routes départementales, et le câblage.

routes départementales, et le câblage.

» Les chefs d'entreprise doivent trouver à l'intérieur du département autant d'avantages que dans la métropole, sinon nous aboutirons à une société à deux vitesses. Et nous avons des atouts : les problèmes des agglomérations, surtout dans le tertiaire, créent des situations de thrombose, notamment de circulation routière.

» Mais les structures ne suffisent pas, encore faut-il des chefs d'entre-prise, et cette région me paraît en manquer. On ne fait encore pas assez. Cette région a perdu depuis le dix-huitième siècle la mentalité d'en-trepreneur. Et il v a une concurrence trepreneur. Et il y a une concurrence qui se crée entre les collectivités, y compris entre Montpellier et les autres pour attirer les emplois.

à assumer l'évolution que vous

fer des entreprises est, par exemple, infiniment plus difficile à Béziers que près de Montpellier. Des cadres qui quittent Béziers pour Montpellier, j'en convais, mais je ne connais

# En avance,



Pas besoin d'être la plus grande pour être la 1° dans les matières d'avenir: 1" au palmarès des villes les plus dynamiques de France, 1" en création d'entreprises et d'emplois...



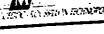
Eurocité créative, elle fait courir les artistes et les publics du monde entier : en 1991, 3 festivals internationaux de musique, danse, et cinéma, 80 concerts à l'Opéra Berlioz, 21 congrès internationaux au Corum, le Palais des Congrès.



Dans un merveilleux environnement, entre Méditerranée, Camargue et Cévennes, Montpellier Eurocité rime avec défense de l'environnement et écologie, une écologie au service des hommes.

MONTPELLIER

SURDOUÉE



## Vu d'ailleurs

# Thierry Bruhat: évaluation impossible

Vingt technopoles, un premier bilan, sous ce titre la DATAR vient de publier les résultats de l'analyse qu'elle a demandée à Thierry Bruhat, conseil an organisation, sur l'état et les résultats de l'expérience technopolitaine en France. Voici, à propos du point précis des effets des technopoles sur leur territoire local, les conclusions qui intéressent Montpellier.

Pour Georges Frêche, « l'hinter-land de la technopole sera entraîné par le tourisme, par la formation, par un certain nombre d'activités de loisirs, par la sous-traitance, par la complémenta-rité ». Ces hypothèses sont confrontées aux contradictions suivantes:

- entraînement par la sous-traitance : le seul exemple sur le long terme est IBM, qui a créé luimeme un réseau de sous-traitants

- entraînement par la tourisme :
le tourisme d'affaires qu'on
entend développer avec le palais
des congrès est encore trop peu
significatif pour qu'on sache s'il

risme côtier, le plus important en chiffre d'affaires, concerne des catégories socio-professionnelles qui ne sont pas visées par l'opération technopole.

il n'existe pas à l'heure actuelle d'outils d'évaluation des « retornbées » d'une opération technopole sur l'économie de la région de Montpellier ; aucune étude ne d'entreprises à un facteur particulier, encore moins à un e effet technopole », la croissance économique de la région étant antérieure à l'opération. Par contre, des effets négatifs peuvent être appréciés, avec des indicateurs

sous-qualifiés dans le départe-ment : ils dépassent l'un et l'autre les moyennes nationales;

 le taux de dossiers RMI à
Lunel, petite ville entre Montpellier es, est l'un des plus forts de France; la recomposition sociologicale de cette villa peut être lue comme un effet pervers du développement de Montpellier. Les coûts sociaux du développement économique de la villecentre semblent externalisés sur

Mercure , le rendezan

des communicans

عكذا فالاصل

L'héritage de Nouaille-Maupertuis

Commune de la périphèrie poite-vine. Nouaillé-Maupertuis, championne de la croissance démographique (1 400 habitants en 1982, 2 200 aujourd'hui), est privilégiée. Elle pos-sède une ancienne abbaye bénédictine du douzieme siècle, sauvée in extremis de la ruine, dans laquelle la mairie vient d'être transférée. Le deuxième atout de la commune est la fameuse bataille de Nouaillé, en l 356, au cours de laquelle quarante mille soldats français et anglais s'étripèrent sur les mamelons voisins. Cet assirontement se termina por la reddi-tion de Jean le Bon devant le prince de Galles. Daniel Moinard, le maire de la ville, qui a une vue pédagogi-que du tourisme, rêve d'elever un mémorial anime de la Guerre de Cent ans où les écoliers viendraient apprendre l'histoire in situ. Une façon, pour la commune, de transfor-mer une défaite cuisante en victoire.

### PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Saint-Tropez augmente ses tarifs portuaires

Récemment décidée par la municianecemment decidee par la munici-palité de Saint-Tropez (Var). l'aug-mentation de 44 % des droits de place dans le port, provoque des vagues. Des voiliers ont quitté leur poste à quai ou s'apprêtent à le faire, leurs proprietaires jugeant cette augmentation d'autant plus excessive que, selon eux, le port manque d'équipements pour œux qui restent à quai à l'année et ne pourront plus, de surcroit, bénéficier du forfait intersaison auquel la municipalité de

Les propriétaires de yachts et de charters sont rejoints par les plaisanciers tropéziens qui viennent d'ap-prendre l'augmentation de 48,7 % de la taxe d'usage du plan d'eau, que la commune a portee de 65.796 francs (en 1990) à 97,845 francs (en 1991). L'association des plaisanciers menace de ne pas payer, son président M. Jean-Baptiste Miraglio estimant qu'il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée depuis 1971». Le maire répond que les augmentations des tarifs ont été orises pour «favoriser le roulement des voi-liers tout en participant aux investissements du port».

#### RHONE-ALPES

La Caisse des dépôts absorbe la société du métro de Lyon

La Société d'économie mixte du métropolitain de l'agglomération lyonnaise (Semaly), chargée depuis 1968 de l'ingénierie du réseau de Lyon, va entrer dans le groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui détenait dejá 27 % du capital et siégeait au conseil d'admi-nistration. L'entreprise américaine d'ingénierie Bechtel, présentée comme « le numero un mondial de la gestion de projets », souscrit une par-ticipation minoritaire. La venue de ce nouvel actionnaire est jugée « particulièrement riche de promesses pour l'exploitation des technologies francaises a grace ou savoir-faire accu-Metram, sur les chantiers du métro de Lyon, de différents tramways en

France et à l'exportation. La communauté urbaine de Lyon, le conseil général du Rhône et le syndicat des transports en commun de l'agglomération lyonnaise, jusqu'ici majoritaires, devront se prononcer dans les prochaines semaines sur cette modification de l'actionnariat. L'entrée de la Semaly au sein du groupe de la CDC était envisagée de longue date, en raison du niveau de réalisation du réseau lyonnais.

#### MASSIF CENTRAL

Le maire trop jeune de Limoges

Dans notre supplément sur le Mas-sif Central (le Monde daté 14-15 avril), une erreur de transcription nous à fait rajeunir de dix ans le nouveau maire de Limoges, M. Alain Rodet, qui a quarante-sept ans et non trente-sept comme nous l'avons cerit. Nous prions M. Rodet et nos lecteurs de bien vouloir nous en

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Gérard Buétas et de nos correspondants : José Lenzini (Toulon) et Michel Lévêque (Poitiers).

# Le supermarché des collectivités locales

Les chefs d'entreprise en quête de nouveaux sites ont visité le salon « S'implanter », où s'exposaient communes et départements

OUR approcher, séduire et, si possible, attirer des investisseurs, les élus disposent depuis l'an dernier d'un rendez-vous : le salon «S'im-planter ». Fondé par M. Jean-François Mancel, député RPR et président du conseil général de l'Oise. ce salon vient de se tenir à Paris. Quelque deux cents communes et départements ont rivalisé de charme pour se faire remarquer de quatre mille visiteurs-chefs d'en-treprise, consultants ou promoteurs immobiliers - qui, de leur côté, ont pu à loisir comparer les offres et faire leur marché. La détermination des collectivi-

tes à se montrer sous leur meilleur jour, quitte à élargir parfois leurs horizons, a suscité quelques surprises géographiques. Saint-Flour, chet-lieu d'arrondissement du Cantal, soudain désenciavé, s'est vu propulse « sur l'autoroute la moins chère entre l'Europe du Nord et le bassin mediterraneen ». Pendant ce temps. Rousset, Bouches-du-Rhone, avec ses deux mille cent cinquante-sept habitants, « terre de chaleur, de fertilité et de générosité », se lançait « sur le parcours gagnant ", entre Lyon et Turin, au carrefour des autoroutes du Sud ». Tandis que l'Ardèche, qu'on croyait rurale, touristique et quel-que peu déshéritée, s'autoproclamait « département-santé », forte de ses cinq laboratoires pharmacentiques. Dans leur enthousiasme, toutes les collectivités sans exception se sont retrouvées « au cœur de

« Nous avens tous la même chose à proposer, soupire pourtant la dir'com d'une municipalité d'Eure-et-Loir, un peu déçue par le manque d'affluence sur son stand. Nous sommes tous à une heure d'une grande ville, à trois d'une

capitale étrangère. Nous nous trou-vons forcèment à proximité d'une autorouse ou d'un TGV, nous avons tous des équipements publics, des sites industriels disponibles, des espaces verts, un patrimoine historique intéressant. Nous attendons les entrepreneurs à bras ouverts, sauf. bien sûr, ceux qui polluent.»

Ce découragement n'atteint pas les professionnels du développement économique qui, face à un « marché des collectivités très concurrentiel », mettent au point des stratégies pour attirer les entreprises. « I! est bon, par exemple, de rechercher plusieurs sociétés appar-tenant à une même branche, pour creer un reseau de sous-traitants et de partenaires commerciaux », explique un prospecteur de la DATAR, qui vient de réussir le «mariage» d'un groupe d'abattage de volaille anglais et d'une société française de transformation de poulets. L'opération permettra de créer sept cents emplois à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais).

#### Stands pittoresques

Pour M. Eric Woerth, directeur du salon, une prospection a des chances de réussir si elle réunit les quatre conditions suivantes : proximité d'un marché, infrastructure garantissant des facilités d'accès, présence d'une main-d'œuvre suffisante et formée, capacités d'accueil intéressantes (subventions, aides foncières et immobilières). « Les investisseurs étrangers se renseignent sur des questions plus pointues comme les coûts salariaux, les congés payés, le rôle des syndicats, le nombre de guichets de banque, de logements, ou d'usines de traitement des déchets industriels. Les Japonais sont sans doute les plus exigeants ! », ajoute un

représentant de l'agence de déve-

loppement économique du Doubs qui a réalisé un épais Guide de l'in-restisseur après avoir réussi l'exle « département de la précision ».

Le critère affectif joue aussi assure le premier magistrat de Pont-Audemer (Eure) qui a fait reconstituer un quartier normand sur ses 15 métres carrés d'exposi tion. Persuadé que « les épouses ont une voix prépondérante dans le choix d'une implantation », il aime mieux parier cadre de vie que zone industrielle. Cette incursion dans le nittoresque lui a valu le plébiscite des cameras et... la visite du ministre de l'aménagement du ter-ritoire, M. Jacques Chérèque, qui a inauguré le salon.

Les collectivités qui sont depuis longtemps rodées au développement local ont, évidemment, fait le plein de visiteurs. L'agence de développement de l'Oise avait, l'an dernier, décroché trois contacts sérieux en trois jours, alors qu'en temps normal elle en obtient un tous les dix jours. Cette année, l'agence de Seine-et-Marne n'a pas désempli une seconde.

Communes et départements prennent en main leur développement économique, bien que cette compétence revienne aux régions. Toutefois, une légère rationalisation s'est esquissée par rapport à l'an dernier : une cinquantaine de villes qui avaient fait cavalier seul sont revenues dans le giron de leur conseil général. « Elles se regroupent pour atteindre une taille critique et structurer leur offre, remasque l'un des organisateurs, M. Denis Suisse-Gaillard. Il saudrait maintenant qu'elles embauchent de vrais managers du déve-loppement local.» Mais ces hommes, spécialisés à la fois dans les entreprises et les collectivités, sont encore difficiles à trouver.

RAFAELE RIVAIS

# Le Centre à la recherche d'un nom

Les élus des bords de Loire ne veulent plus que leur région soit confondue avec d'autres

**ORLEANS** 

de notre correspondant

E législateur a fait un bien vilain cadeau aux élus d'une région au riche passé en la baptisant : Centre. L'Orléanais, le Berry et la Touraine, et tout leur cortège de châteaux royaux, six départements proches de la Loire, méritaient mieux que cette appellation sans

Pendant près de vingt ans, le Centre a vécu en essayant en vain d'expliquer ce qu'il n'était pas, à savoir le Massif Central. On a multiplié les campagnes de communication et cela a coûté cher. Peine perdue, le Centre est toujours aussi nébuleux, y compris même pour les habitants de la région qui continuent, lorsqu'on les consulte, à ignorer à près de 50 % à la fois le nom de leur région et de leur capi-tale régionale.

#### Une image non attractive

Les élus souhaitent abandonner cette appellation qui n'a rien de contrôlé et donne de la région une image non attractive.

Le conseil régional, que préside M. Maurice Dousset (UDF-PR), a décidé lors de l'une de ses dernières séances, de constituer une commission en vue de modifier ce nom. Comment «vendre» les châteaux de la Loire à l'étranger, ce que Maurice Dousset a entrepris depuis plusieurs mois, en expliquant qu'ils appartiennent à la région Centre et non pas à la région Pays de la Loire?

Cette initiative pour changer de nom fait resurgir un autre débat, celui de l'identité régionale, que l'on croyait clos. Bien des respon-sables la aussi ne voient pas battre

le « cœur » de cette région, même si personne ne parle plus de remettre en cause les limites régionales. La dernière tentative de « sécession » remonte à 1981, lorsque M. André Laignel, alors président du conseil général de l'Indre, voulait entraîner son département dans la région Limousia.

Traditionnellement on oppose le nord de la Loire, où se trouvent les « bons » emplois, et le sud qui serait réservé aux friches et aux fermetures d'usines.

#### Des performances méconnues

A y regarder de plus près pour-int, le Centre rassemble des contrées qui ont de multiples points communs. Elles sont toutes. à des nuances près, baignées ou influencées par la Loire, qui dessine dans le paysage une grande courbe de lumière. C'est là qu'est né, puis s'est fortifié le pouvoir

Toutes ces villes, de Chinon à Orléans, et de Dreux à Bourges. qui conservent toujours le souvenir de quelque royal personnage, ont un air de familie avec leurs toits d'ardoise, elles font un peu un complexe de « capitale manquée » et souffrent de n'être aujourd'hu

Le Centre n'est donc pas le fruit d'un découpage administratif hasardeux. La région, sous des dehors aimables, cache un dyna-misme certain. Au «Jardin de France» et au pays de la douceur de vivre, on travaille.

Le Centre est non seulement la première région céréalière de aussi la cinquième région indus-trielle française. Des performances souvent meconnues.

La région existe, sans doute convient-il maintenant aux éius de ia rencontret.

**RÉGIS GUYOTAT** 

### BLOC-NOTES

#### **A**GENDA

d Littoral et santé, phénomène de société. - L'Association nationale des élus du littora organise les 23 et 24 mai à Rochefort-sur-Mer ses 12~ journées nationales sur le thème « Littoral et santé ». Pêche, loisirs nautiques, tourisme, thalassothérapie, produits de la mer sont devenus des activités essentielles pour les communes du littoral. Ces journées devraient permettre aux responsables de ces collectivités de trouver des solutions adaptées pour diversifier leur tissu économique en répondant à une demande croissante, éntable phénomène de société. ►ANEL 120, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél : 45-62-00-95.

 Le nouveau cadre juridique du câble. - L'agence Càble, qui dépend des services du premier ministre, organise le jeudi 25 avril au Sénat une journée d'études sur les règles et la législation qui président à la mise en place d'un réseau câblé : le rôle du maire, définition et modification du plan de service, un nouveau cadre réglementaire pour les éditeurs de programmes. les services de télécommunications sur le câble. Renseignements et inscriptions
 Alice Bertrand, Tél : 42-75-87-95.

 Collectivités européennes. Les deuxièmes assises européennes des dirigeants territoriaux auront lieu à Douvres (Angleterre), samedi 27 avril. Les professionnels des collectivités compareront les différents modes européens de gestion municipale et réfléchiront aux changements que pourrait introduire l'ouverture des frontières. Cas rencontres avaient été organisées l'an dernier à Nancy par M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secrétaires nénéraux. ▶ Renseignements au (16) 83-37-65-01.

Accord cadre entre l'Etat et l'Association nationale de développement local et des pays. - Un accord a été signé le 12 avril entre Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et Jean Gatel, président de Association nationale de développement local et des pays (ANDLP). Cet accord a pour objet de favoriser l'action du réseau constitué par l'ANDLP autour d'élus, de fonctionnaires des collectivités territoriales, de

responsables d'association, de chefs d'entreprise en faveur de la création d'emplois et du riávalnonement local ANDLP, 30, rue René-Boulanger,

#### NOMINATIONS

 Administrateurs territoriaux. -L'Association des administrateurs territoriaux de France a un nouveau président en la personne de 1. Bernard Ode, directeur général des services du département de la Drôme. Il remplace M. Georges Cardona, président fondateur, actuellement secrétaire général du SIVOM de l'agglomération rouennaise. L'association, créée en 1989, s'efforce de promouvoir les conditions d'emploi des administrateurs territoriaux. Elle demande, notamment, que la formation des nouveaux administrateurs (recrutés par concours depuis l'an demier) soit organisée avant leur embauche par une collectivité. Elle revendique trais cents adhérents, soit la moitié des administrateurs. ▶ Renseignements au [16] 75-79-26-00.

a La ville de Boulogne-sur-Mer (45 COO habitants) a un nouveau secrétaire général, M. Maurice Caron, précédemment en poste à Joigny (Yonne). M. Caron, né le 31 mars 1943 à Saint-Pol-sur-Mer (Nord), est autodidacte. Titulaire d'un BEPC, il a passé le concour

Titulaire d'un BEPC. Il a passé le concours d'agent de bureau à l'âge de seize ans, pois gravi les échelons par la voic de la promotion interne, il a caurce les fonctions de secretaire de mairie a Montmélian (4 000 habitants). Bar-sur-Ambe (7 000 habitants). à la ville de Joigny (10 000 habitants) et au syndicat intercommunal. A Boulogne, il remplace M. Patrick Chèvre, devenu directeur général des services du district du Grand-Roder.

#### **PUBLICATIONS**

La science et les régions. -Au moment où s'affirme la régionalisation, les activités scientifiques ont tendance à 58 concentrer dans la région parisienne, remarque Madeleine Brocard, auteur de la Science et les régions, géoscopie de la France. Elle estime, carres à l'appui, que leur localisation demeure tributaire d'un système qui oppose Paris à l'ensemble de la province, et propose des modalités de gestion territonale de la science. ➤ Ed. La Documentation française. coll. « Dynamique du territoire ». 268 pages, 220 francs.

#### L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

#### « LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments récents et réguliars sur la conjoncture des l'indicateur emprunt est associé à un point sur la gestion de la trésorerie des collectivités locales.

## La gestion de la trésorerie

au Trésor la quasi-totalité de leurs disponibilités (79,3 milliards de francs au 31 août 1990). Elles ne peuvent donc pas ouvrir de compte en banque, ni placer leurs fonds libres. Ces fonds placés au Trésor ne sont pas rémunéres. En contrepartie, l'Etat verse aux collectivités des avances par douzièmes du produit des impôts locaux.

Ce système de flux bilatéraux de trésorerie assure les collectivités de recevoir régulièrement le produit de l'impôt voté, indépendamment du d'une ressource gratuite. Mais il oblige les collecti-vités locales à avoir un solde de trésorerie positif alors même qu'il n'est pas rémunéré. Aussi ont-elles intérêt à tendre vers une « trésorerie zéro ». Or cet objectif est difficile à atteindre, car les col-lectivités ne maîtrisent pas entièrement leurs dates d'encaissements et de décaissements. Ainsi, pour ce qui concerne les ressources provenant de si les douzièmes de fiscalité sont versés régulièrement, il n'en va pas de même pour les versements des dotations. Les grandes collectivités parviennent cependant

à limiter au minimum le montant de leurs fonds improductifs et ont développé leur recours aux produits de trésorerie. Les petites communes éprouvent devantage de difficultés pour optimiser leur trésorerie. Ainsi, le fonds de roulement (solde des recettes sur les dépenses à la clôture de l'exercice) en jours de dépenses est deux à trois fois plus élevé pour les communes de moins de 10 000 habitants que pour celles de plus grande taille. Cet écart s'explique par le fait que le rytime des dépenses d'investissement des petites communes est par nature irrégulier, l'investissement conservant pour elles un caractère exceptionnel compte tenu de la faiblesse de leur budget.

Quant à l'Etat, il supporte deux coûts essentiels. Le premier est lié au décalage dans le temps entre le versement mensuel des avances aux collectivi-tés et le recouvrement effectif des impôts. Le second provient du fait que le total des recouvre-ments de l'année est inférieur de 10 à 15 % au montant des avances accordées. En effet, le recouvrement des impôts d'un exercice étant pluriannuel, le taux de recouvrement pour l'année

riannuel, le taux de recouvrement pour l'année courante atteint 85 % à 90 % seulement.

Le système de gestion de la trésorerie des collectivités locales étant complexe, un bilan complet est difficile à établir. Des projets de réforme sont actuellement à l'étude, comme la Plan épargneéquipement, qui permettrait aux petites communes de constituer une épargne rémunérée pour finan-cer leurs investissements.

\*\*\*

**新聞的學術學問題學學問題** 

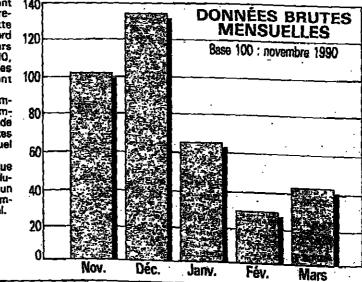
### Indicateur emprunt

Les communes du panel ont peu emprunté au cours du premier trimestre 1991. Cette situation s'explique tout d'abord par le niveau élevé de leurs emprunts en fin d'année 1990, lui-même lié à l'importance des dépenses d'investissement

engagées à cette époque.

Elle tient également au comportement habituel des communes, qui, en cette période de l'année, n'ont pas encore toutes adopté leur programme annuel d'emprunt.

Enfin, le contexte économique général (incertitudes sur l'évolu-tion des taux) a pu avoir un impact sur la demande d'emnont des communes du panel.



**ÉDUCATION** 

int the P

1000

12.

Marie 1

3 1 3 25 c

1000 DEC -

1,16,16,27

 $h \sim 1$ 

Avant la réforme des lycées

# Le SNES adresse une mise en garde à M. Jospin

Le Syndicat national des nements du second degré (SNES), qui réunissait son congrès du 15 au 19 avril, a adressé une série d'avertissements avant l'annence du projet de réferme des lycées par le ministre de l'éducation natio-

SAINT-MALO

de notre envoyée spéciale En différent, jusqu'au lundi 22 avril, l'annonce de ses proposi-terde avant qu'il soit commu », recon-naissait M. Jean-Louis Auduc, membre du secrétariat national du SNES. Pas question, autrement dit, de chauffer les caprits avant de savoir jusqu'où s'aventurera le savoir jusqu'où s'aventurera le ministre. D'autant que ce dernier, confiait 'Mes Morique Vuaillat, secrétaire générale, « semble plutôt chercher l'accord des enseignants ». Inutile par conséquent de faire monter les enchères au risque de n'être pas snivi, si le ministre décidait

d'afficher un programme minimum. Mais l'on ne saurait être trop prident. Et l'appet adressé par M Vuaillat au ministre de l'éducation nationale constitue une mise en garde sans ambiguité.

garde sans ambiguité.

Ainsi, le SNES se prononce à l'avance « contre toutes les solutions qui prétendraient résondre les problèmes des lycées à coûts constants (...), contre les réductions d'horairès et les redéploiements qui reviendraient à priver les jeunes des enseignants dont ils ont besoin (...), contre le resserrement des voies de formation et des baccalauréais actuels».

Contrer la manœuvre de la FEN

Le SNES s'est également solemel-lement adressé au ministre a pour qu'il maintienne le caractère natio-nal des programmes et des diplômes et qu'il refuse toute intervention des régions sur le statut et les rémunéra-tions det enseignants ». L'avertisse-ment vise bien sitr. les déclarations tions des enseignants ». L'avertissement vise, bien sûr, les déclarations récentes du président de la région Rhône-Aipes, M. Charles Millon, et la réplique de M. Jospin, « très timide », selon Msa Vuaillat. Les militants du SNES se sont donc attachés pendant ces cinq jours à tracer les limites à ne pas franchir.

Voilà quoi ? Voilà, ont martelé

Voilà quoi? Voilà, ont martele les parties civiles sur tous les tons, la vieille thématique du complot juif ou judéo-maçon-nique e'est selon, minant de l'interior pour l'abolir toute nation, toute idée nationale. Ces parties l'aveil le faire ensuite nonr le devoit le faire ensuite nonr le

devait le faire ensuite pour le ministère public, enchaîné, lui, à soa unique petit extrait, M. Marc Domingo – les glissements sémantiques qui font virevolter

dans une confusion - involontaire ou cultivée? - la problématique

des couples de mots : nationa-

lisme-internationalisme, esprit

national-esprit antinational, ou

des variantes en apparence minuscules : l'internationale ou

les internationales. Ainsi voit-on

ressurgir, dans certains de ces

glissements oppositions verbales, le vieil antisémitisme ressassé en

France et ailleurs et à l'occasion

Arc-bouté comme le sera en fin

d'audience son défenseur, M- Wagner, sur l'évident univer-

salisme de nombreuses institu-

tions juives, M. Le Pen remet sans cesse en marche la machine

rbale à équivalences : cet esprit

lisme, etc. Le mondialisme contre

les nations? Contre la France?

la dix-septième chambre. Tout au

long des cinq heures d'une

audience bizarrement agrementée

par une « surréaliste » (dixit M. Domingo) constitution de par-

M. Jacques Bidalou, le débat ira

En vérité, il n'est pas facile de trancher tant M. Le Pen a l'art de

poser, ici et là, ses grenades ver-bales pour laisser ensuite enten-dre, selon les circonstances : vous

allez voir comment ca va explo-

ser. Ou bien : après tout, ce n'est

«Il y a des militants qui com-

prennent plus vite que vous ce que je dis », avait fait remarquer M. Bernard Jouanneau, l'un des avocats de la LICRA. Aupara-

vant, interrogé sur la question de savoir s'il établissait un lien entre

judaïsme et franc-maconnerie, M. Le Pen n'avait pas répondu

national, son geste silencieux, la

remarque sagace de Me Jouan-

neau ne sont-ils pas comme autant de facettes d'une seule et même extrême difficulté histo-rique et politique plutôt que juri-

(1) L'immunité de parlementaire européen de M. Le Pen a été levée pour la circonstance.

MICHEL KAJMAN

Jugement le 31 mai .

qu'un fruit un peu rare.

M. Le Pen ne l'a pas redit devant

si atrocement meuririer.

international, c'est

modifier le système d'options en seconde, ni de réduire le nombre des séries du bac, encore moins de toucher à la forme actuelle du baccalanréat. Sur ce dernier point, le congrès s'est d'ailleurs opposé à l'idée, sou-mise au vote, de laisser les enseiguants du privé, certifiés ou agrégés, participer à la correction des éprenves du baccalaurést. « Inventif, erigeant, passionné: professeur, c'est un métier », proclamait énergique ment l'unique calicot surmontant la tribune. Mais on parla surtout statuts, maintien des qualifications, concours, et la question de l'intégration des maîtres auxiliaires dans le corps des certifiés occulta presque entièrement le débat prévu sur la formation des maîtres, pourtant

d'actualité. Les militants du SNES réunis à Saint-Malo ont aussi, à plusieurs reprises, manifesté leur inquiétude devant les nouvelles procédures d'orientation qui tendent à limiter les redoublements et à donner « trop de poids à l'avis des familles et des chefs d'établissements », comme l'a expliqué M. Denis Paget, responsable des questions pédagogiques. Les projets d'établissement sont aussi source de tensions, a-t-il indiqué. Ils

sont souvent a globalisants, techno cratiques et ils alourdissent considérablement la charge de travail des

Les incertitudes qui pesent sur les lycées ont obligé la direction du SNES à différer sa réponse à l'a offensive » lancée par la majorité socialisante de la FEN, appuyée notamment par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC). Comme M. Yannick Simbron Favait rappelé à l'ouverture du congrès, la direction de la FEN souhaite organi ser une consultation des adhérents à la rentrée prochaine pour préparer un congrès extraordinaire, fin 1992. Il aurait pour objectif la restructuration de la fédération par branches de métiers, et pour principal effet de réduire le poids du SNES, deuxième syndicat de la FEN, plutôt proche des communistes et actuellement en phase ascendante dans les lycées.

Pour tenter de contrer la manceuvre, le SNES a prévu d'organiser une consultation spécifique de ses adhérents dans les lycées. Reste à définir un calendrier. Or une forte mobilisation des enseignants contre une réforme des lycées constituerait, à cet égard, un levier bien utile.

CHRISTINE GARIN

TOXICOMANIE

Aux troisièmes Journées internationales des maires

## Les stratégies des villes contre la drogue

Réunis les 18 et 19 avril à l'Hôtel de Ville de Paris, à l'occasion des trolsièmes Journées internationales des maires contre la drogue, les édiles d'une cinquantaine de grandes villes du monde ont réclamé à l'ONU l'organisation d'une année internationale de lutte contre la drogue.

Si la lutte contre le trafic de stupéfiants incombe aux Etats, les maires jouent un rôle de toute première importance dans la prévention de la toxicomanie et la prise en charge des toxicomanes. Ils ne s'en privent pas. De Montréal à Turin, en passant par Madrid on Rotterdam, les stratégies mises en œuvre par les municipalités sont variées, parfois divergentes.

L'Espagne, qui s'était engagée dans une politique de dépénalisation de la consommation de drogue, revient sur sa position. A Madrid, où la municipalité dénombre dix mille héroïnomanes, huit à neuf mille cocainomanes, et cinquante mille consommateurs de haschich entre quatorze et dix-sept ans, on met, comme à Paris et Anvers, sur un pied d'égalité drogues «douces» et «dures», les premières étant considérées comme des voies d'accès au secondes.

Si l'on n'y prend garde, la drogue peut littéralement détruire certains quartiers dans les villes. A Montréal, la municipalité est à l'origine d'un véritable travail de fourmi pour sortir la rue Walkey de l'emprise de la drogue. Ensemble, les policiers municipaux et du district ont tenté de gagner la confiance des habitants du quartier. Le nettoyage des arrière-cours, l'augmentation de l'éclairage dans la rue, le ramassage plus fréquent des ordures menagères, mais aussi l'organisation de perquisitions et la répression des infractions aux reglements municipaux ont permis de déstabiliser les dealers. Une animation a été organisée pour les jeunes. Et, au bout de deux ans, les

citoyens ont repris possession de leur rue. « Cette expérience nous a permis de constater que, parce qu'elles sont au plus près de la population, les autorités municipales doivent assumer le leadership de la concertation entre les nombreux acieurs à l'œuvre sur le terrain », remarque M. Jean Doré, maire de Montréal.

#### De Zurich à Rotterdam

De nombreuses initiatives se développent pour favoriser la réin-sertion des toxicomanes. A Zurich, quelque deux mille cinq cents drogués venus de l'ensemble de la Suisse se concentrent sur la Platzsptiz, une sorte de ghetto où leur présence est tolérée. Chaque matin, la municipalité envoie neuf bus pour amener ceux qui le souhaitent travailler contre rémunération dans les parcs et forêts communaux. A Turin, la ville intervient dans les entreprises pour éviter la marginalisation des employés toxicomanes.

Les stratégies de soins des toxi-comanes différent également sui-vant les latitudes. La distribution de méthadone, un médicament de substitution, aux héroinomanes, n'est pas admise, à de rares exceptions près, à Paris. A Rotterdam, où le nombre d'héroinomanes est passé de quatre mille cinq cents à deux mille cinq cents en cinq ans c'est la municipalité elle-même qui l'organise . « Nous considérons que 2 à 5 % seulement d'héroinomanes arrivent à décrocher », estime M. Johan Henderson, vice-maire de Rotterdam, responsable des affaires sociales.

La municipalité de Zurich va jusqu'à réclamer au gouvernement la possibilité de distribuer, dans riains cas graves, de l'héroine et de la cocaine. « Ces distributions concerneraient les toxicomanes trop atteints pour qu'on exige d'eux qu'ils se solgnent », explique M. Emilie Lieberherr, chef du service social de la ville.

MARTINE LARONCHE

Au tribunal de grande instance de Paris

#### M. Le Pen et « les internationales » Oui, bien sûr. Je ne l'ai pas

dit Voilà »

Jusqu'on M. Jean-Marie Le Pen, disert président du Front-national, adulé par des auditoires national, adulé par des auditoires et des alecteurs d'avance conquis, peut-il aller trop long. Les divers rendez-vons judiciaires auxquels donnent régulièrement: heu certaines de ses déclarations ne sont au fond que déclarations par le diversité de la contraction dix-septième chambre correction nelle du tribunal de grande ins-tance de Paris, présidée par M. Claude Grellier.

En présence de M. Le Pen (1) poursuivi, ainsi que M. Pierre Durand, directeur de la publication du quotidien d'extrême-droite Présent, en présence aussi de MM. Harlem Désir et Jean Pierre-Bloch, respectivement pré-sidents de l'association SOS-Racisme et de la Ligue internationale contre le racisme et l'anti-sémitisme (LICRA), parties civiles, tout comme le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitté entre les peuples) et la Ligne des droits de l'homme, l'erégèse contradictoire s'est portée sur une phrase, attaquée sur l'initiative du ministère de la jusest extraite d'un entretien entre M. Le Pen et un jo naliste, publié par Présent le 11 août 1989.

Mieux vaut, pour la compré-hension de l'extrait et du pro-blème, citer l'ensemble. A la question: « Vous avez plusieurs fois parlé de l'influence du « lobby fois parlé de l'influence du « lobby mondialiste ». Que peut-on savoir des personnes ou des groupes qui le constituent, et des buts qu'ils poursuivent? », M. Le Pen répondait : « Ce n'est pas à des gens ayant votre formation politique que je vais apprendre quelles sont les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductrice, idéologie mondialiste, réductrice, iaeologie monaiauste, reauctrice, égalisatrice. Je pense à l'utilisa-tion qui est faite des droits de l'homme de façon tout à fait erro-née et abusive, mensongère : Il y a la Maconnerie. Je crois que la Tri-intende ione un rôle luient enemite la maronnerie. Je crois que la 11i-latérale joue un rôle [vient ensuite la phrase incriminée]. Je dirais qu'il est presque naturel que des forces structuralement, fondamen-talement internationales se hourtalement internationales se heurtalement internationales se heur-tent aux intérêts nationaux. Mais il faut être prudent quand on dit que la Maçonnerie el l'internatio-nale juive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences, ni toutes les organisa-tions juives, ni tous les juiss. C'est évident. Mais il v a des gens qui evident. Mais il y a des gens qui parlent au nom des autres et qui

agissent de cette manière.» Sèche question juridique : la phrase incriminée est-elle ou non une e diffamation commise (...) envers une personne ou un groupe envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur ori-gine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion determinée » telle que la définit la loi du la juillet 1972? Mais que de lièvres sous ladite question?

« Auriez yous pu citer dans votre propos l'internationale catholique?» a demande M. Grel-

Un arrêt du Conseil d'Etat Le droit européen au secours des expulsés

Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 19 avril, un arrêté d'expulsion prononcé à l'encontre d'un Algérien résidant en France depuis sa naissance et n'ayant aucune attache en Algérie. La décision a été prise en invoquant l'article 8 de la Convention auropéenne des droits de l'homme qui protège le droit de toute personne « au respect de sa vie privée et

Le Conseil d'Etat a estimé que, « si l'intéressé s'est rendu coupable de plusieurs vols en

1980 et 1982, il ressort des pièces du dossier que, compte tenu de son comportement, postérieurement aux condamnations prononcées à raison de ces faits, la mesure d'expulsion prise à son encontre a, eu égard à la gravité de l'atteinte portée à se vie familiale, excédé ce qui était nécessaire à la défense de l'ordre public et que dans ces conditions, elle a été prise en violation de l'article 8 de la convention pré-

Auteur de la tuerie de Luxiol (Doubs)

# Christian Dornier est interné

quatorze morts et huit blessés dans le village de Luxiol (Doubs), en juil-let 1989, Christian Dornier a été interné, le 18 avril, à Sarreguemines

Alors que Christian Dornier se trouvait en détention provisoire à la prison de Dijon (Côte-d'Or), son placement d'office a été ordonné par fets du Doubs et de la Moselle, et son transfert a été effectué dans la plus grande discrétion afin d'éviter des incidents de la part des familles des victimes.

Les trois experts psychiatres consultés par le juge d'instruction François Ardiet sont arrivés à la conclusion que Christian Dornier, tie civile d'un ancien magistrat aujourd'hui à la retraite d'office, atteint de «schizophrénie évolutive», était « irresponsable au moment des faits, en vertu de l'article 64 du et viendra de l'interprétation code penal (le Monde des 8 novemminimale et douce du propos poursuivi à son sens maximal et bre 1989 et 3 février 1990). Il ne

sera donc pas jugé. Le 12 juillet 1989, Christian Dornier, armé d'un fusil de chasse, avait

Anteur de la tuerie qui avait fait d'abord ouvert le feu sur les membres de sa famille, tuant sa mère et sa sœur et blessant son père, avant de s'en prendre à tout le village, faisant encore douze morts et sept blessés (le Monde du 14 juillet 1989).

> Condamnation per continuace de dex des assassins du juge Michel à la réchasion criminelle à perpéraité. — La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a condamné par contumace, vendred 19 avril, Charles Altiéri, âgé de trentesix ans, et Homère Filippi, âgé de soixante ans, à la réclusion criminelle à perpétuité pour leur participation, respectivement comme tueur et commanditaire, à l'assassinat du juge marseillais Pierre Michel le 21 octobre 1981. Les deux autres personnes impliquées dans cette affaire, Franimpliquees dans cette attaire, Fran-çois Checci et François Girard, avaient été condammnées par la même cour, le 30 juin 1988, à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sareté de dix-buit ans.

#### **SPORTS**

u Le plan de reprise des Giroadins de Bordeaux accepté. – Le tribunal de grande instance de Bordeaux a accepté, vendredi 19 avril, le plan de reprise des Girondins de Bordeaux proposé par l'ancien vice-président du club, M. Jean-Didier Lange, assisté de M. Philippe Charon (le Monde du 19 avril). Cette décision écarte la menace de liqui-M. Le Pen n'avait pas répondu.
Du moins pas avec des mots. Il
avait souri et fait pivoter en un
geste entendu son avant-bras vertical et sa main largement
déployée. La petite phrase poursuivie du président du Front
pational, son geste silencieux, la dation judiciaire qui planait sur l'équipe bordelaise.

u Liverpool réintégré dans les compétitions enropéennes. - La commission exécutive de l'Union européenne de football (UEFA) a autorisé, vendredi 19 avril, le club de football anglais de Liverpool à participer aux compétitions européennes la saison prochaine. Les clubs anglais de football avaient été exclus de ces compétitions en 1985, après la mort de trente-neuf supporters lors des émeutes du supporters fors des ententes du stade du Heysel (Belgique) à l'occa-sion de la finale de la Coupe d'Eu-rope des clubs champions entre la

Juventus de Turin et Liverpool. Cette exclusion avait été levée l'an dernier, sauf pour Liverpool, dont la sanction avait été prolongée de trois autres saisons.

n George Foreman ne sera pas le plus vieux champion du mosde de l'histoire de la boxe. – L'Américain Evander Holyfield, âgé de vingtsept ans, a conservé son titre de champion du monde des poids lourds en battant aux points, le 19 avril à Atlantic-City, son compatriote George Foreman, quarante-deux ans. Malgré la différence d'age, ce dernier a bien résisté, douze reprises durant, pour tenter de reprendre la couronne qu'il avait perdue, en 1974 à Kinshasa, lors du « combat du siècle » avec Mohammed Ali. La bourse de 12,5 millions de dollars garantie à Foreman devrait lui permettre de renflouer le centre d'éducation pour jeunes délinquants dont il est le pasteur au Texas. - (AFP.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5503 HORIZONTALEMENT

1. Sont parfois dans les choux. Les plus beaux sont de bonnes affaires. -II. Est exposée en un acte. Coupure dans un câble. — III. Un trou. Utile pour entrer dans les bois. En France. - IV. Peuvent être de grosses boulettes. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 Vicié dans les mai-

III sons closes. -V. Vieux loup. Arbre. Etat d'Asie. N'est pas un rapide. - VI. Un point sur la carte. Période. Sans changement. Fit des reproches. - Vil. Faire Symbole. -VIII. Rendre plus noir.
Suffixe pour l'enzyme. - IX. Falt circuler. IX Pour les cueillir, il faut X être à la hauteur. — XI X. Passe à l'hôtel. Qui ne sont pas faits pour XII le plaisir. – XI. Jalon. XIII

rieux. Coule en Sibé rie. D'un auxiliaire. - XIII. Visible. Elles n'amétent pas de cancener. -XIV. Laisse un bon morceau. Refroidie. Donne des couleurs. XV. Pronom. Cassa da résister. Un vulgaire cheveu. Reste au fond de la

VERTICALEMENT

1. Pas rond ni carré. Quand on en est, on quitte le « quertier ». 2. Byzantines parfois. A besoin d'être écleirée quand on est dans le brouillard. - 3. Est levé pour élergir. Peut se trouver sur un arbre. Service ancien. — 4. Riposter comme un âne. A gauche quand on passe. Elément d'un lustre. — 5. Dans la Côte-d'Or. Un spécialiste de la courte échelle. - 6. C'est un cas. Conjonction. Pour exécuter un filetage. - 7. A ses raisons. Travaillais avec discernement. Est promis à la corde. - 8. Corps d'eau. Peut indiquer qu'on va toumer. - 9. Commerce où l'on redoute le vol des marchandises. - 10. Cornichon. Pièges. Circulent à l'étranger. -11. Homme politique autrichien.

Dans l'Oise. XV Base d'accord. Roi de Suède. 12. Son sel est utile quand on fait des patés. Ce n'est pas le paradis, mais ce n'est pes non plus l'enfer. - 13. Note. Comme un centre où l'on peut respirer. Terre. -14. Donne l'exemple de la fermeté. Fera des réserves. Conjonction. -15. Comme une délégation qui remplace un conseil. Cavale avec son

Solution du problème nº 5502

Horizontalement Penalty. - II. Acérée. Ta. -II. Penaity. - II. Aceree. 18. III. Surannées. - IV. Sée. TNT. V. Oies. Ire. - VI. II. Oisive. VII. Al. Let. - VIII. Esterel. IX. Ariane. - X. Brel. Tell. - XI. Bas. Rasai.

Verticalement 1. Passoire. BB. - 2. Écueil. Sara. - 3. Nérée. Atres. - 4. Ara. Soleil. 5, Lent. Ra. - 6. Tennis. Enta. -7. Étrillées. - 8. Té. Eve. La. -

9. Vase. Établi.

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

de la trésoreile

مكذا فاالاصل

## Coluche, l'autre nous-même

Biographie d'un homme dérangeant dont on découvre les fragilités

COLUCHE de Philippe Buggio Flormanian, 423 p., 136 f.

Notre collaborateur Philippe Boggio vient de publier un livre sur Coluche. Nous avons demandé à Dominique Wolton, sociologue, directeur de recherche au CNRS, d'en rendre compte.

On ne sort pas indemne de l'excellente biographie que consacre Philippe Boggio à Coluche, mort d'un stupide et évitable accident de moto le 19 juin 1986, car elle réveille les passions et les controverses suscitées par cette trajectoire si radicale et si précocement arrêtée à quarante-deux ans.

Coluche n'a pas toujours plu car on ne fait pas rupture avec soi, avec la société, avec les autres, en étant bien élevé. Et la violence qui lui permit de sortir de son destin de banlieusard pour atteindre celui de vedette détestée et adorée et réussir à retrouver, avec les Restos du cœur, le désir d'amour qui git intact sous les égoismes tristes de nos sociétes, n'a pas été sans faire quelques dégats. Mais qui s'en tire sans dégats?

C'est finalement ce mélange de force et de vulgarité, de génie et de culot, de mauvaise foi et de tendresse, qui a permis au public de s'identifier à lui. En un mot, il parlait à la place de heaucoup d'autres, de tellement d'autres. comme le manifesta de manière abyssale le succès de son début de campagne présidentielle en 1981!

Coluche n'a probablement pas toujours été agréable, surtout pour ses proches, mais ce que montre si continument cette biographie, c'est qu'il y avait dans cet homme une lutte aiguë entre le tendre et le violent, l'angoisse et le despote, le solitaire et le bruyant, entre l'homme de la rupture et celui qui cherchait la reconnaissance. Il n'y avait pas un seul Coluche, explication probable à ce que de multiples publics aient pu s'accrocher à

En dépit du succès, des copains, de Paul Lederman, de Claude Berri, d'Europe 1... Coluche n'arrivait pas à «accumuler». Les échecs, les failles, risquaient sans cesse d'annuler ce qui avait été acquis. Il y eut beaucoup de chutes dans cette trajectoire si rapide, et si l'on retient les victoires, celles du Café de la Gare, du Théatre du Gymnase, de la

une sorte de référence, aimée ou

radio, de Tchao Pantin, des Restos du cœur, de combien de tragiques impasses ont-elles été accompa gnées? C'est peut-être cette fragilité, inconnue jusqu'à ce jour, et que le lecteur découvre, qui explique aussi la fidélité constante du public. Au-delà des excès.

Pendant quinze ans, Coluche a dérangé, choqué, mais il a souvent plus fait pour bousculer la société que des dizaines d'autres. Bien sur, il y manquait toujours les bonnes manières, mais aurait-il fait le quart de ce qu'il fit avec des bonnes manières? On ne sort pas indemne de cette biographie parce qu'elle rappelle à chacun le match, la plupart du temps perdu, entre la violence des désirs et les multiples concessions qu'imposent la

l'impact alors même que le succès de la plupart de ses entreprises a constitué pendant près de dix ans

plus, d'avoir bon goût. Nous vivons dans une société bien élevée, mais la société n'est jamais

vie, les autres, les institutions, la La force du livre est de n'esquiver aucune des limites et contradictions d'un homme dont il est de bon ton aujourd'hui de limiter

#### **EN BREF**

u Daniel Barenboim au Chatelet. - Entre le 3 et le 15 juin 1992, le chef d'orchestre israélien se produira au Théâtre du Châtelet, à Paris, avec l'Orchestre de Paris qu'il a quitté après un crochet par l'Opéra de la Bastille pour prendre la direction de celui de Chicago. Daniel Barenboim a choisi Wozzeck, l'opéra d'Alban Berg. La mise en scene sera assurée par Patrick

a Printemps baroque à Nice. - Le quatrième Printemps baroque de Nice réunit comme chaque année. du 20 avril au 26 mai, à l'Eglise de Saint-Barthélemy, quelques grands noms liés à ce répertoire, comme Isabelle Poulenard ou John Elwes, et offrira, outre trois concerts,

DU LUNDI AU SAMEDI "...drôlissime..." <u>MATCH.</u> "...une virtuosité tout à fait époustouflante..." 💯 FIGARO. "... burlesque jusqu'au délire..." L'HUMA-MITE"... un comíque explo-sil..." L'EXPRESS. "... désopilants..." LE QUOTIDIEN. "... entre Hitchcok et Buster Keaton..." EUROPE 1. ... le vernis craque, l'ego explose..." LE PARISIEN. ALL FOYER DES 19H SIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS LOC. 43 22 77 74 160F - ÉTUDIANTS 80F

deux créations: Poro, opéra de Haendel (le 20 avril), et Ismael et Agar esiliati, oratorio d'Alessandro Scarlatti (25 mai), tous deux exécutes par l'Ensemble baroque de Nice, sous la direction de Gilbert Bezzina. (Tél.: 93-85-44-04).

D Paul Personne lauréat du onzième Bus d'acier. - Le bluesman français Paul Personne a remporté le onzième Bus d'Acier ou Grand Prix du rock français, décerné mercredi à Paris par un jury de journalistes spécialisés dans la musique et de professionnels de l'audiovisuel. Le Bus d'Acier récompense chaque année « le meilleur groupe, chanteuse, ou chanteur de rock français». En 1990, le trophée était allé à la Mano Negra.

□ Réservation par Minitel pour les Archives nationales, ~ Le centre d'acqueil et de recherches des Archives nationales a mis en place un service télématique (36-16 code CARAN) de réservation de documents. Chercheurs, amateurs ou généalogistes peuvent réserver les documents qu'ils veulent consulter sur place, et ainsi éviter des pertes de temps.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4356 qui, après tout, est aussi, pour le meilleur et pour le pire, une caractéristique de notre société. Coluche fut un des miroirs de son temps. Il dénonçait, non sans

un certain cynisme, le système qu'il avait appris à utiliser, mais il réussit aussi plus d'une fois à mobiliser ce besoin de générosité, de tolérance et d'amour aussi fort, mais moins visible, que le cynisme ambiant, et que l'on trouve aujourd'hui dans les grandes causes humanitaires dont il fut un des grands initiateurs. Cynique peut-être, mais aussi moraliste, comme dans la meilleure tradition. Un de ses grands talents est d'avoir transformé cette violence ociale, si souvent tue, en un suite ininterrompue de mots et de gags qui faisaient rire beaucoup de monde. Car il sit beaucoup rire.

De Montrouge à Tchao Pantin, sa force fut d'être le héros de la

banlieue. De la banlieue et pas de

la classe ouvrière, car il est de la

génération qui vient après la classe ouvrière. Et c'est en cela

qu'il représentait notre société, et

beaucoup s'y sont identifiés. D'ail-

leurs, il a physiquement incarné et

symbolisé toutes les aspirations

pour la liberté et l'affranchisse-

ment, de cette génération qui va

De la bouffe à la drogue et au

sexe, de la solitude à l'argent et à

l'amour, il a tout essayé, s'est

brûlé à toutes les espérances d'une

époque obsédée par la libération

jusqu'à s'en taper la tête contre les

murs. Il en est le symbole et l'ac-

teur avec, en plus, un taient de

communication et de publicité

de 1950 aux années 1980.

Mais comme il l'aurait dit, on ne peut pas « avoir le beurre et l'argent du beurre » et cette lutte effrénée, il l'a parfois payée très cher. Le texte sobre de ce livre sensible et retenu va bien au-delà d'une biographie, car il réveille en chacun le Coluche qui sommeille. Et qui gêne.

En un mot, il fut populaire.

DOMINIQUE WOLTON

**CINÉMA** 

## Pauvre papa poule

GAWIN d'Amaud Sélignac

Félix est toqué de science-fiction, il a la tête dans les étoiles. Il est aussi leucémique. Ceci explique que son papa, un vétérinaire très maladroit de ses mains mais extrêmement affectueux, emprunte une soucoupe volante déglinguée dans une sête foraine avec le costume de l'extraterrestre assorti, et, dans cet équipage, transporte son fils sur un sérac de la mer de Glace, censé figurer le relief tourmenté d'une planète lointaine.

Pas recommandé pour la santé défaillante du bambin, tout ça. Heureusement, au moment où les rations de survie de chocolat à la noisette viennent à manquer, et où les simagrées pataudes du ET d'occasion commencent à excéder le jeune malade (et nous donc!), un savant en houppelande, opportunément retiré sur ces sommets inhospitaliers, exécute quelques passes magnetiques sur l'enfant soudain revigoré. Miracle de l'amour, au cas où vous ne l'auriez pas compris. Si seulement ces niniseries faisaient avancer la recherche médicale, hèlas...

Hélas, Amaud Sélignac et son co-scénariste Alexandre Jardin n'ont opté ni pour le mélo délibérément lacrymal ni pour la comédie gentiment sentimentale. Ils icu-voient lourdement entre les deux, s'empêtrent dans leurs bonnes intentions roublardes et leur soucoupe ne décolle pas. Le gamin a un exquis cheveu sur la langue et un toupet d'enfer mais cabotine évidemment moins que l'hyperbolique Wojtek Pszoniak (le magnétiseur). Quant à Jean-Hugues Anglade, la plupart du temps déguisé en bougie qui coule sous la défroque de l'extraterrestre Gawin, il manifeste un dévouement au rôle, au film, qui force le respect. Il a fait sa BA de l'année.

DANJÈLE HEYMANN

## Les petites bêtes qui courent

**ARACHNOPHOBIE** de Frank Marshall

Il existe au cinéma deux sortes de violence : celle des mérapoles et de ses criminels camés capables du pire sadisme, et celle des petites villes apparemment calmes, qui deviennent la proie de tous les démons. Dans ce cas là, on voit une famille s'installer dans une jolie maison sur laquelle, après quelques brèves séquences d'exposition, d'épouvantables catas-

C'est à cette dernière catégorie qu'appartient le film de Frank Marshall Arachnophobie, terme savant pour désigner la peur irrationnelle des araignées, dont souffre Jeff Daniels, médecin de San Francisco. Il n'aime pas la campagne, mais sa femme, écolo, tient à respirer le bon air.

L'araignée évoquée par le titre arrive du Vénézuela dans un cercueil contenant un photographe (mort). Il était parti en reportage avec un savant qui étudie justement les araignées. Le début est parfaitement classique, et même

conventionnel, la suite également Frank Marshall n'a pas cherché l'originalité, il a soigneusement appliqué les lois du genre en essayant d'en tirer le maximum. Avec les araignées, il joue, si l'on peut dire, sur du velours. Ce sout des bêtes immondes, et il est plutôt rassumnt de constater qu'un grand gaillard comme Jeff Daniels, Iui aussi, est terrifié. On ne voit pas d'atrocités, si ce n'est en gros plan les multiples pattes du monstre, set yeux sans regard, ses crocs perdus dans un corps mou. L'horreur... Surtout quand des araignées familières, comme on peut en voir vraiment, commencent à pulluler...

En fait, tout est dans la manière de distiller les repères d'angoisse, les respirations d'humour confiées principalement au gigantesque John Goodman, inénarrable destructeur d'insectes. Frank Marshall connait son métier, même s'il conduit son film au rythme nonchalant des petites villes. Un film avant tout destine aux arachnophobiaques.

**COLETTE GODARD** 

MUSIQUES

D'ailleurs, son succès vint sans

doute de ce qu'il incarnait, par les

mots, cette violence sociale qui, la

plupart du temps, ne peut se dire.

Sauf par les gestes et souvent plus

violemment. Entre les mots et les

coups, Coluche avait réussi, in

extremis, à choisir, et il était sans

doute difficile de lui demander, en

bien élevée et c'est ce qu'il n'a

cessé de rappeler avec ses mots,

autant qu'avec son corps.

# Lenny Kravitz: né trop tard

Pour son dernier album, le chanteur s'enfonce encore dans sa recherche des années 60

Lenny Kravitz est ieune, beau et célébre. Il vient d'écrire un succès international pour Madonna, Jus-tify My Love, il n'est surement pas pauvre. Mais il est de très mauvaise humeur. A part les dread-locks à la jamaïcaine (apparues dans l'imagerie rock au milieu des années 70), sa tenue, depuis les boots à talon jusqu'aux petites lunettes rondes, proclame la monstruosité d'une erreur spatio-tempo-relle irréparable : Lenny Kravitz était fait pour Carnaby Street, Lon-dres W1, 1967.

Bien sür, il s'en défend, affirme que sa musique est actuelle. Il est parmi les tres rares rockers à s'être

engagé contre la guerre du Golfe. Mais il a choisi de réenregistrer Give Peace A Chance, le vieil hymne pacifiste de John Lennon. Kravitz a demandé la permission à Yoko Ono et embarqué le jeune Sean Lennon-Ono dans l'aventure.

La guerre est finie, et son nouvel album, Mama Said, est arrivé dans les bacs. On pourrait considérer le disque comme une collection de pastiches (Lennon, Hendrix, Smo-key Robinson), Lenny Kravitz ne reconnaît pas les sources indivi-duelles, seulement une parenté avec la période qui va de Jimi Hendrix à Led Zeppelin : « Pourquoi ne plus jouer cette musique?

On exécute encore des œuvres vieilles de plusieurs siècles, la musique que j'aime n'a que vingt ans. Pourquoi l'enterrer? Pourquoi ne pas raser une ville parce qu'elle est vieille? D'ailleurs c'est ce qu'on fait

en Amérique. » Le chanteur, guitariste, batteur, compositeur et coproducteur, a encore une fois travaillé presque seul sur ce disque. Alors qu'il avait recruté un groupe remarquable pour sa tournée de 1990 (certains membres continuent de faire du Kravitz sans Kravitz au sein de Maggie's Dream), il s'en est séparé et se lamente sur l'absence de l'âme sœur musicale : « Personne

ne fait la même chose que moi. Les groupes néo-psychédéliques anglais? Ça n'a rien à voir », dit-il, un tantinet outragé.

Lenny Kravitz a été le compagnon de Lisa Bonet, la fille aînée du docteur Huxtable (Bill Cosby) dans le Cosby Show. Cette liaison lui donnait un accès gratuit à la une des tabloïds, ce dont ce discret maladif se serait volontiers passé. Les récentes turbulences de sa vie personnelle ont quand même servi matière première à Mama Said: « Le premier album parlait beaucoup du monde. Celui-ci parle de moi. » Il évoque avec émotion le temps passé seul dans le studio, le paradis comparé à ce qui suit : pataus compare a ce qui suit :
s'occuper de l'emballage (« je déteste les CD, où est la pochette? c'est un timbre poste»), tormer un groupe alors que la tournée commence dans quelques semaines tourner des vidéos.

Il n'empèche, Lenny Kravitz sera sur scène, sur les écrans et à la radio, essayant de se glisser par mimétisme au panthéon du rock tel qu'il se jouait entre 1967 et



Le retour en chansons de Miriam Makeba en Afrique du Sud « On ne sait pas toujours où l'on va...

**JOHANNESBURG** 

de notre correspondant

Les blessures de Miriam Makaba sont en train de cicatriser. En juin, de retour au pays pour la première fois après trente et un ans d'exil, la chanteuse sud-africaine s'était recueillie sur la tombe de sa mère, décédée, en 1960, un en après son départ. « Je ne me sentirai guérie que lorsque je seral en face des miens et que je chanteral pour eux s, aveit-elle alors déclaré.

La mama de la chanson efricaine va beaucoup mieux depuis le vendredi 19 avril. Elle a chanté à l'Ellis Park Stadium de Johannesburg, devant quelques milliers de personnes, une foule à l'image de ce que pourrait être la « nouvelle Afrique du Sud » chère au président Frederik De Klerk et à Nelson Mandela : une majorité de Noirs, mais aussi beaucoup de Blancs libéraux BCBG ou baba cool, et même une religieuse en voile bieu et coi bianc...

En boubou et turban rouge, Miriam Makeba est apparue dans un nuage de fumée blanchêtre, sous les couleurs changeantes des projecteurs. Alternant tubes et nouveaux airs, interdits d'antenne jusqu'à l'an passé, elle s ravi son public. « J'ai cinquanteneuf ans, une petite-fille de vingt-trois ans et envie de fêter mon soixantième anniversaire parmi vous », a-t-elle déclaré sans coquettene. La grand-mère de la chanson sud-africaine, qui a toujours le rythme dans le sang, même si le souffle est un pau plus court, a réussi son retour, le temps de deux concerts. Elle ne rantrera définitivement au pays qu'à la fin de

Musique rime avec politique. Entre « Rassemblez-nous i · Ne nous divisez pas ! », qu'elle dut

l'année.

renvoyer les enfants à l'école ». Miriam Makeba s'est souvenue que, en 1975, elle avait assisté aux fêtes de l'indépendance du Mozambique. Les paroles écrites pour l'occasion font la part belle à feu Samora Machel et aux rebelles d'alors. Elle en tire des leçons : «Ne jamais oublier d'où l'on vient, car on ne sait pas toujours où l'on est ni où l'on va. (...) Nous avons été réduits en esclavage sur notre propre

bisser, et «une chanson pour

Miriam Makeba dédiera sa dernière chanson, « Ma merveilleuse maman », interprété a capella, à Albertina Sisulu, une visille militante de la lutte anti-apartheid, qui assistait au spectacle en compagnie de son époux, Weiter, l'une des figures de proue du Congrès national africain.

terre. (...) Nous devons pardon-

ner si nous ne devons pas

FRÉDÉRIC FRITSCHER

# SPECTACLES

## SAMEDI 20 - DIMANCHE 21 AVRIL

#### CINÉMAS

10 mm 1 mm 1 mm 2 mm

E 1 Control of the

S101 5

\* 1435°

a state the

20 NO. 10 NO.

(A) 中国中国中国国

The same of the same

1911年表現

all we have

and the first first

1 v 20m 2

40 1 122 14

1000年11月1日

. . . . . . . . . . . .

O 300 4 21

1000

100

5-5-5

4 gr 2

, **t** 

NO NO

L . The same

The second second

Fauvre papa poule

marie a

Las petites beies qui com

e trop tard

#### LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI SAMEDI
Le Beau Serge (1958), de Claude Cha-brol. 15 h ; les Cousins (1959), de Claude Chabrol. 17 h ; Cœur d'or, poings d'acier (1928), de Howard Hawks, 19 h ; Loulou (1928), de Georg Withem Pabst, 21 h.

DIMANCHE Paris ver part... (1985), de Jeen-Luc Goderd, Eric Rohmer. Jean Douchet, Jean-Deniel Pollet, Claude Chebrol, Jean-Rouch. 15 h ; les Bonnes Femmes (1980), de Claude Chebrol, 17 h ; Lan-der (1985) de Claude Chebrol, 19 h ; la dru (1963), de Claude Chabrol, 19 h ; la Rue sans jole (1925), de Georg Wilhelm Pabet: 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Palmarès du Festival international de Créteil, 18 h ; Palmarès du Festival international de Créteil, 20 h.

DIMANCHE Palmarès du Fastival International de Crétail, 18 h ; Palmarès du Festival international de Créteil, 20 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Les Cinémas d'Asia centrele soviétique : Tendresse (1967, v.o. s.t.f.), d'Eller ichmoukhamadov, 14 h 30 ; Secrets de famille (1983, v.o. s.t.f.), de Valeri Akhadov, 17 h 30 ; Sans peur (1971, v.o. s.t.f.), d'All Khamraev, 20 h 30. 20 h 30.

DIMANCHE

Cinémas d'Asia centrale soviétique : le Commissaire extraordinaire (1970, v.o. s.t.f.), d'Ali Khanraev, 14 h 30; Qui es-tu toi? (1989, v.o. s.t.f.), de Djekhonguir Fazzev, 17 h 30 : les Cigognes blanches, blanches (1966, v.o. traduction simultanée), d'Ali Khamreev, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie. porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI Gamins de Paris : Aventures. Dim Dem Dom (1967) dem Bissa Galard. Krisa Roman 1967 dem Samidr. 14 hr 36 - Arantaras - Spat Institutana Poulan (1983),1985 (Carchamara de Monsieur Effet (1988), d'un groupe d'enfants, la Première Nuit (1958). de Georges Franțiu, Uhioz (1989), de Guy Jacques, le Ballon rouge (1956), d'Al-bert Lamorisse, 16 h 30 ; Apprentissages : les Veuves de guinze ans (1966), de Jean Rouch, la Punition (1962), de Jean Rouch, 18 h 30; Révoltes : Bande annonce : la Bêta noire (1983), de Patrick Chaput, le Mal-Etre (1983), de Claude Cobast, Laisse béton (1984), de Serge Le Person, 20 h 30.

DIMANCHE Gamins de Paris : Apprentissages Une pierre, un arbre, un nuage (1981), de Christine Van de Putte, les Années sandwiches (1988), de Platre Boutron, 14 h 30 ; Ecole : C. Deste et ses enfants auteurs (1986), de Gérard Poitou, Des enfants dessinent laurs le Théture à l'écols (1968), de Gérard Poltou, la Déesse du ciel (1983), de Jacques-Daniel Vernon, les Enfants du musée (1986), d'Agnès Varda, les Primitifs du XIII- (1960), de Pierre Guilbaud, 16 h 30 ; Aventures : Spot Benco (1983), la Voile perdue (1969), d'un collectif, les Bottes de sept lieues (1971), de F. Martin, 18 h.30; Révoltes : Comme à faut (1980), de H. Berard, Louise l'insoumise (1984), de Charlotte Silvera, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A., v.o.) Cinoches, 6. (46-33-10-82). ALICE (A., v.o.) : Cine Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Action Ecoles, 5- (43-25-72-07) : UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-

U-4U). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.): Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); George V, 8: (45-62-41-46); UGC Normandis, 8: (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Mortespages St. (48-74-94-94) UGC Montparnesse. 6 (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Pararame rrancais, 3-44-70-33-30); resa-mount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14. (45-39-52-43) .: Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.): Studio Galanda, 5- (43-54-72-71); Cinoches, 6- [46-33-10-82]. AUJOURO HUI PEUT-ÈTRE... (Fr.):

LICOTRAIRS, 6- (45-44-57-34). AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1: (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); UGC Danton, 8\* (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8\* [43-59-19-08]; Inout Amoussade, B\* (43-59-19-05); La Bastille, 11\* (43-07-48-60); Gau-mont Partesse, 14\* (43-35-30-40). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Car.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zebre, 11- 43-57-

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (12nien, v.o.) : Utopia Champolion, 5- (43-26-84-65) ; L'Entrepôt, 14- (45-43-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46); Sept Pernessians, 14 (43-20-

32-20). LE BUCHER DES VANITES (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Las Montpamos, 14 (43-

46-80; v.n. 27-52-37).
BUSINESS OBLIGE (A., v.o.): Pathé
Impérial, 2- (47-42-72-52); Las Trois
Impérial, 2- (48-33-97-77); Gaorge
Inxembourg, 6- (48-33-97-77); Gaorge Linxembourg, 6- (48-33-97-77) ; Gadi V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Parnessie 14- (43-20-32-20)-LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-

10-62). CHARLIE (A., v.f.) : La Berry Zèbre. 11- (43-57-51-55) ; Denfert, 14- (43-LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) :

Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) : Gaumont Alésia, 14- (43-27-CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC 84-50). Triomphe, 8- (45-74-93-50); Sept. Par-nassiens, 14- (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassada, 8 (43-59-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Gasmont Alfakla, 14 (43-27-84-50); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Fauvette, 13: (47-07-55-88); Geumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01); Le Gambetts, 20: (46-36-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain...8: (42-22-72-80); Publicis Champs-Elysées, 8: (47-20-78-23); La Bastille. 11: (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40).

EATING (A., v.o.): 14 Juliet Odéon, 6- (43-25-69-83). EDWARD AUX MAINS D'ARGENT EDWARD AUX MAINS D ANGENT (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36): UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8º (45-74-10-30]; UGC Champs-Elysées, B. (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, B. (45-62-20-40); v.f.: Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31); UGC Gobelins, 13-(46-64-84-85); UGC Gobelins, 13-(46-64-85); UGC G

(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-84-95); Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01). END: OF THE NIGHT (A., v.o.); Padis Hauminille, 2- (46-33-79-38). L'EVEL (A., v.o.); Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26).

LA FRACTURE DU MYOCARDE Fr.] : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-197-77) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34). GÉNIAL MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V, 8- (45-62-

GHOST (A., v.f.) : Gaumont Par-GHOST (A., v.f.): Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fc.):
Studio des Ursulines. 5: (43-28-19-09); Gaumont Convention, 15: (48-28-43-27).

28-42-27). CARD (A., v.o.): UGC Odéon, 6º (42-25-10-30): UGC Triomphé, 8º (45-74-93-50): Bienvanue Montparnesse, 15- (45-44-25-02). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

HENRY & JUNE (1) (Fr., v.o.) :

Choches, 6- (48-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Justet Per-

nasse, 8- (43-26-58-00) ; Elysées Lin-8- (43-59-36-14) HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, & (46.33-97-77).

L'HISTOIRE SANS FIN H (A., v.f.):
Grand Pavois, 15. (45-54-48-85);
Saint-Lambert, 15. (45-32-91-69),
HOT SPOT (\*) (A., v.o.): Epée de

Bois, 5: (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-An dré-das-Arts I, 8. (43-28-48-18) ; George V, 8. (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Las Halles, 1-(40-26-12-12) ; L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.-

v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15 (45-54-48-85). MADAME BOVARY (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1: [40-26-12-12]; 14 Juillet. Odéon, 6: (43-25-59-83); UGC Mont-Udson, b\* (43-25-59-83) : UGC Montparnasse, 6\* (45-74-94-94) ; La Pagode, 7\* (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8\* (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquiar, 8\* (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8\* (45-62-20-40) ; Paraligount Ondes 9\* (47-42-86-21) ; 14 mount Opéra, 9 (47-42-56-31); 14 killet Bastille, 11 (43-57-90-81); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Aléals, 13- 43-01-34-50); Miramar, 14sm, 14 (43-27-54-50); miramer, 14 (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Conven-tion, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, tion, 10 (40-20-16); Pathé Clichy, 18-

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6- [43-25-59-83) ; George V, 8- (45-62-41-45) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Sept. Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-22-98)

70-33-88). MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Helles, 1: (40-26-12-12); UGC Danton, 6: (42-25-10-30); Pathé Marignan-

MILLER'S CROSSING (\*) (A., v.o.) (43-20-89-52) Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20). MISERY (\*) (A., v.o.) : UGC Thomphe, 8 (45-74-93-50) ; Grand Pavols, 15- (45-54-46-85); v.f.: Rex.

MISTER JOHNSON (A., v.o.) : Images d'allieurs, 5 (45-87-18-09) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07). MO BETTER BLUES (A., v.o.) Images d'aileurs, 5 (45-87-18-09).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., 19-3): Cinoches, 6 (48-33-10-82): George V. 8- (45-62-41-46).

Concorde, 8: (43-59-92-82); UGC | 28-12-12); Gaumont Opéra, 2: (47-42- Opéra, 9: (45-74-85-40); Miramer, 14: 60-33); Ciné Beauthourg, 3: (42-71-14); Gaumont Opéra, 2: (47-42-14); Opéra, 9: (45-74-85-40); Miramer, 14: 60-33); Ciné Beauthourg, 3: (42-71-14); Gaumont Opéra, 2: (47-42-14); Opéra, 9: (45-74-85-40); Miramer, 14: 60-33); Ciné Beauthourg, 3: (42-71-14); Gaumont Opéra, 2: (47-42-14); Gaumont Opéra, 2: (47-42-14); Gaumont Opéra, 3: (42-71-14); Gaumont Opéra, 3: (42-71-14); Gaumont Opéra, 3: (43-85-14); Gaumont Opéra, 3: (43-85-14); Gaumont Opéra, 3: (43-85-14); Miramer, 14: (43-85-14); Gaumont Opéra, 3: (43-85-14); Gaumon

### LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DE L'ÉVELL Film fran-L'ANNÉE DE L'ÉVEIL Film fran-cais de Gérard Corbiau : Gaumont Les Halles, 1 · (40-26-12-12) ; Gau-mont Opéra. 2 · (47-42-60-33) : 14 Julien Odéon. 6 · (43-25-59-83) : La Pagode, 7 · (47-05-12-15) ; Gau-mont Champa-Élysées, 8 · (43-59-04-67) : Saint-Lazare-Pasquier, 8 · (43-87-35-43) : 14 Julier Bestille, 11 · (43-57-90-81) ; Fauvette Bis. 11 · (43-57-90-81) ; Fauvette Bis. 13 · (47-07-55-88) ; Gaumont Alé-sia. 14 · (43-27-84-50) ; Miramar, 14 · (43-20-89-52) : 14 Julier Best-grenelle, 15 · (45-75-79-79). ARACHNOPHOBIE: Film eméri-

ARACHNOPHOBIE. Film américain de Frank Marshaë, v.o.: Forum Horizon. 1° (45-08-57-57); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); George V, 8° (45-62-41-46); UGC Normande, 8° (45-63-16-18); v.f.: Rax. 2° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13° (45-61-94-95); Mistral, 14° (45-33-52-43); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Wepler II, 18° (45-22-47-94); Le Gambetts, 20° (45-36-10-96).

DEUCATESSEN. Film français de Marc Caro et Jean-Fierre Jeunet: ARACHNOPHOBIE. Film amari-

DELICATESSEN. Film français de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet : Ciné Beaubourg. 3º (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6º (42-25-10-30) ; UGC Rotonde. 6º (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40) ; Max Linder Penorama, 9º (48-24-98-98) ; Paramount Opére. 9º (47-42-98-91) ; 14 Juillet Beatille, 11º (43-57-90-81) ; Escurial, 13º (47-07-28-04) ; Mistriel, 14º (45-39-52-43) ; 14 Juillet Boaugranafie, 15º (45-75-14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-

OQ-16].

GAWIN. Film français d'Arnaud
Salignac : Fonam Horizon, 1- 445-0857-57]; Partié Impérial, 2- (47-4272-52); Partié Marignan-Concorde,
8- (43-59-92-82); Fauvette Bis., 13(47-07-55-88); Partié Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Partié
Cilchy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

MOI FT MAMA MIA. Film danois

betta, 20 (48-30-10-90).

MOI ET MAMA MIA. Film danois
d'Erik Clausen, v.f.: Epés de Bois, 5(43-37-57-47); Républic Cinémas,
11 (48-05-51-33); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (1) IA., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15 (45-54-NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2

(47-42-60-33); Epée de Bois, 5° (43-37-57-47); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.): Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14); v.f.: UGC Opére, 9- (45-74-

L'OPERATION CORNED-BEEF 60-33) ; Les Montparnos, 14- (43-27-

52-37). OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); UGC Blarritz, 8: (45-62-20-40); Escuriel, 13: (47-07-28-04);

v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epés de Bols, 5- (43-37-57-47) ; George V, 8-

(45-62-41-46). PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) : Pathé impérial, 2- (47-42-72-52) : Pathé Hautefauille, 6 (46-33-79-38) Pathé Marignan-Concorda, 8- (43-59 92-82) : Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14. (43-20-

POUR SACHA (Fr.) : Forum Horizon. 12-06). 1- (45-08-57-57); Rex. 2- (42-38-83-93); UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Montparnesse, 6- (45-74-10-30); UGC Monapamessa, or (43-74) 94-94); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); UGC Biamitz, 9 (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67] ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79): UGC Convention, 15: (45-74-93-40): UGC Maillot, 17: (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-

POUSSIÈRES DANS LE VENT 47-94). (Chin., v.o.): Utopia Champoliion, 5-(43-26-84-65).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) ; v.f. : Bre-tagne, 5- (42-22-57-97) ; Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41).

SAILOR ET LULA (\*) (Brit., v.o.):
Studio Galande, 5 (43-54-72-71):
Lucemaire, 6 (45-44-57-34).
LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*)

59-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : UGC Normandia, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27. 84-50) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Mailot, 17- (40-68-00-16); v.f.; Rex, 2-(42-36-83-93) ; UGC Montpamesse, 6-(45-74-94-94) ; UGC Opera, 9- (45-74-95-40) : Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Gaumont Convention, 15- (48-

MONEY. Film franco-italo-cana dien de Steven H. Stern, v.o. : Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); v.f.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Para mount Opéra, 9- (47-42-56-31): UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) : Fauvette, 13- [47-07-55-88) : Pathé Montparnasse, 14-22-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94).

(45-22-47-94).

LA PAGAILLE, Film français de Pascal Thomas : Forum Horizon, 1° (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6° (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 3° (43-59-19-08) ; George V, 8° (45-82-41-46) ; Pathé Français, 9° (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; La Bastille, 11° (43-07-48-80) ; Les Nation, 12° (43-1-07-48-60) ; Les Nation, 12- (43-(43-07-48-80) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) ; Fauverte, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14- (43-27-52-37) ; Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

LES SECRETS PROFESSION-NELS DU DOCTEUR APFEL-GLUCK. Film français d'Hervé Palud, Alessandro Cepone, Mathias Ledoux, Stéphane Clevier, Thierry Lhermitte: Form Horizon, 1e (45-08-57-57); Rex, 2e (42-36-83-93); Pathé Hautefeuille. 6: (46-33-79-38); Pathé Marignen-Concorde. 8: (43-59-92-82); UGC Normandie. 8: (45-83-16-16); Pathé Français. 9: (47-70-23-96); Pathé Français. 9: (47-70-23-96); Pathé Français. 9: (47-70-23-96); Pathé Français. 8- (45-83-16-16); Pathe Français, 9- (47-70-33-98); UGC Lyon Bastillo, 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Parnasse, 147-07-55-88); Gaumont Parnasse, 147-07-55-88) (47-07-55-88) ; Gaumont ramsse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alé-sia, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Mort-parnasse, 14- (43-20-12-06) ; Gau-mont Convention. 15-(48-28-42-27) ; Pathé Clichy. 18-(45-23-48-01) : La Gambatta. 20-

(45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20-LE TRÉSOR DES ILES (48-36-10-96). CHIENNES. Film français de F.-J. Ossang: Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Escurial, 13° (47-07-

28-04).

28-42-27) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-SOGNI D'ORO (h., v.o.) : Latina, 4. (42-78-47-88) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6- (42-22-

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86); Lucernaire, 6- (45-44-57-34). LE SYNDROME ASTHÉNIQUE (Sov., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36): Panthéon, 5- (43-54-

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : 15-04). Ciné Besubourg, 3: (42-71-52-36); Le Berry Zèbre, 11: (43-57-51-55).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52): Club Gaumom (Publicis Matignon), 9: (43-59-31-97); George V, 8: (45-82-41-45) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) : Fauvette, 13- (47-07-55-88) : Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) :

Lucemaire, 6 (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V. 8- (45-62-LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Auditorium

du Louvre, 1: (40-20-52-29). WE THE LIVING (IT., v.o.) L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63).

LES SÉANCES SPÉCIALES L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORI-TURI (Fr.): Escuriel, 13• (47-07-28-04)

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 21 h 40.

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio Gelande, 5- (43-54-72-71) 18 h 20. BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 14 h.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTE (A., v.f.) : Le Berry Zebre, 11 (43-67-51-55) 15 h.

BLUE VELVET (\*) (A., v.o.) : CinéPlanète magique, 3: (42-76-00-18)

17 h.
CHARLOTTE FOR EVER (\*) (Fr.):
Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h.
CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.): Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 16 h 45.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (\*) (Fr.-Brit., v.o.) Studio des Ursulnes, 5- 443-28-19-09) 17 h 45. LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLE-

RAS PAS (Pol., v.o.): Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34). LE DECALOGUE 8, TU NE MENTI-LE DECALOGUE 8, TU NE MENTI-RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-

## SPECTACLES NOUVEAUX

LA SOCIÉTÉ DE CHASSE. Ate-

lier (45-06-49-24) (dim.) 21 h (22).

ARCHITRUC. Arcane (43-38-

19-70) (dim. soir, jeu.), 20 h 30;

dim., 17 h (22). CŒUR A DEUX. Le Funambule-

Théâtre-Restaurant (42-23-88-83) (dim. soir, lun.), 20 h 30; dim, 16 h

LA NUIT DE L'IGUANE, WY-SUF-

2 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY

(47-42-59-92). Même heure l'année prochaine: 20 h 45, dim. 15 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00).

ESPACE ACTEUR (42-52-35-00).

Don Quichotte: 20 h 30, dm. 16 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). La

Jeu de l'amour et du hasard: 18 h 45,

dim. 17 h 30. La Mouette: 20 h 45,

dim. 19 h 30.Dim. Baudelaire

16 h 30.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).
Abimes: 15 h. Salle II. Leila et le
Comeur: 20 h 30, dim. 16 h.
FONDATION DEUTSCH-DE-LAMEINTHE IAE-6E-38-ASI.

MEURTHE (45-65-38-46). Piment can-

nibale : 20 h 30. FONDATION LUCIEN PAYE (42-65-

FONDATION LUCIEN PAYE (42-65-28-37). Trois gouttes de sang et Cet animal étrange en alternance : 20 h 30, dim. (demière) 17 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18) Coffina pour dames : 20 h 45.

16-18). Coffure pour dames : 20 h 45, dim. 15 h.

GARE DE LA MER (48-87-66-37).
Drowning': 20 h 30. Home Free:
20 h 30.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-

20-90-09). Déconnage immédiat : 18 h et 20 h 15. Sen Antonio : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-

27-88-61). La nuit remue : 19 h. Anne Paulla Talia : 20 h 30. George Dandin :

CYMNASE MARIE-BELL (42-48-

HALLE SAINT-PIERRE (42-58-

74-12). Les Origines de l'homme : 15 h, dim., mer. 15 h. HEBERTOT (43-87-23-23). La

70-90-04). Les Mémoires d'un fou :

18 h et 21 h. HOTEL LUTÉTIA (SALON TRIA-

(Les jours de première et de relàche sont indiqués entre parenthèses.)

L'ÉTOURDI. Nouveau Théâtre Moutfetard (43-31-11-99) (dim. solr, tun.), 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (17). IL PLEUT DU VERMICELLE AU-DESSUS DE 400 MÈTRES. Aktéon-Théatre (43-38-74-62) (dim., lun.), 20 h 30 (17).

Seine (Théâtre) 46-72-37-43 (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30 LA PASSION SELON GEORGES BATAILLE. Atalante (46-06-11-90) (dim. soir, mar.), 20 h 30 ; dim. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Cinq pas dans la tendresse : 21 h. dim. (demière) 17 h. DEUX ANES (46-06-10-25). L'Hu-mour en coin : 21 h. dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Feux-Je-tons : 20 h 15. Les Babas-Cadres : 22 h.

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Il pleut du vermicelle au-dessus de 400 mètres : 20 h 30. On n'en meurt pas : 21 h 45. AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Roméo et Juliette : 20 h 30. dim. 15 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-ANTOINE - conduisant miss Dassy : AN FUINE - DIMIGNE-BERKERO (#22-08-77-71). En conduisant miss Daisy : 17 h 30 et 21 h, dm. 15 h 30. ATALANTE (46-06-11-90). La Pas-

sion selon Georges Betaille : 20 h 30, dim. 17 h. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Marina Tsvenava: indices terrestres: 16 h. Salle C. Bérard. Les apparences sont trompeuses: 20 h 30, mar. 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Phèdre: 20 h 30.

RATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style: 19 h, dim. 15 h 30. Le Prince du pavé: 20 h 30, dim. 17 h. BERRY (43-57-51-55). Bohámien à la fois: 22 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Bottesian BERRY (43-57-51-55). Bottesian Follows (48-07-34-50). BOUFFES DU NORD (48-07-34-50). On purge bébé: 16 h et 20 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Facture: 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Café DE LA GARE (42-78-52-51). Ca soir, c'est granuit: 20 h 30. Festival des comerquables: 22 h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Rapsodog: 20 h 30. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Le Marchand de 18 h 20 marchand de 18

CARTOUCHERIE EPEE DE BUIS (48-08-39-74). Le Marchand de Verise : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle 1. Andromaque : 20 h 30, dim. (dernière)

CARTOUCHERIE THÉATRE DU CARTOUCHERIE THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigánie à Aulis, sam., 15 h 30, Iphigánie à Aulis, sam., 15 h 30, Iphigánie à Sundandon, dim. 13 h.; Les Choéphoras: sam. 19 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). La Peau et les Os: 20 h 30, dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effraie:

Contrebesse: 18 h c: 21 h, dim. 18 h. HÉBERTOT (PETIT THÉATRE) (44-78-44-45). Le fond de l'air effraie : 21 h, d/m. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Parloir romand : 20 h 30, dim. 18 h. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).

Oncle Vania : 20 h 30, dim. 17 h 30. CITE INTERNATIONALE UNIVER-STAIRE (45-89-38-89), Grande salle. Adonis : 20 h 30, La Gelerie, L'incon-nue de Calais : 20 h 30, La Ressere.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30, dm. 15 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drole de goûteri : 19 h et 21 h 30, dim.

16 h. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Chevalliar-Laspales : 18 h et 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-2122-22). Les Folies de l'emour : 20 h 30,
dm. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-

COMEDIA: Malade Ima-00-15). Salle Richelleu. Le Malade Ima-ginsire: 20 h 30. Dirn. Père: 14 h. ginsire: 20 h 30. Dirn. Père: 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS [EGLISE CRYPTE SAINTE-AGNÈS [EGLISE SAINT-EUSTACHE] (47-00-19-31). Rahab: 18 h 30. dirn. 15 h. Le

Tartuffe : 20 h 30, dm. 17 h.
DAUNOU (42-61-89-14). Bon weekend Monsieur Bennett : 21 h, dim. 15 h 30.

NON) (47-70-32-63). Higher: 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrica cheuve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Las Nuits de Terayama: in 30. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titra,

les Muses mutines : 21 h. LA BRUYERE (48-74-76-99). Voltaire-Rousseau : 21 h, dim. 15 h.
LA CIGALE (42-36-43-43), Holey Jacques le Fateliste et son maître Money: 20 h, dim. 16 h. LA VIEILE GRILLE (47-07-22-11).

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11).
Comment séduire une femme : 20 h 30.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Mademoiselle Julie : 22 h, dim. (demière) 15 h.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mona
chérie : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30.
LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83).
Confusione : 20 h 30, dim. 18 h. Confusions : 20 h 30, dlm. 16 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-

57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 i 21 h 30. Théâtre rouge. Duende 18 h 30. Somnolente Mésaventure 18 h 30. Somnolente histoire d'Anto 20 h. Une banale histoire d'Anton Tchékhov: 21 h 45.
MADELEINE (42-85-07-09). N'écou-

taz pas Mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

## PARIS EN VISITES

« Montmartre, cité d'artistes, nelles et jardins », 11 heures, métro Abbesses. ∢L'Opéra Garnier », 14 h 30, hali ''entrée (M.-C. Lasnier).

d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Une heure au Père-Lachaise »,
11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard Ménilmontent
(V. de Langlade).

Exposition: « Le trésor de SaintDenis », 14 h 15, 2, piace du PalaisRoyal (M= Cazes).

Exposition: « Le trésor de Saint-Nova (Wr Cazass).

Exposition: «Le trésor de Saint-Denis au Louvre », 14 h 15, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Assignations

Anaquares.

«Les apparaments royaux du Louvre et la vie quotidierne de la cours.

14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires ance de Pans).

«L'île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Haussmann», 14 h 30, 2, rue d'Aroole (Paris autre-

tois).
«Les salons Napoléon III de la maison Opéra (hôtel Bourlon-de-Rouvre)», carta d'idemité, inscription au 42-26-60-52, 14 h 30, 5, rue du Docteur-Lancereau (D. Bouchard). Les jardins de Belleville à Ménil-nontant », 14 h 30, métro Pyrénées

«L'hôtel de Lauzun», 14 h 30, métro Pont-Marie (P.-Y. Jasier). Promenade de la place des Vosges à la maison de Jacques Cœurs, 14 h 30, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

**LUNDI 22 AVRIL** 

« Les appartements du duc du Maine et du maréchel de La Meilleraie à l'Arsenal. La bibliothèque du comte d'Arsenal. 14 h 20 sortie mem Suld'Artols », 14 h 30, sortie métro Sul-ly-Moriand (i. Hauliar). «L'église Saint-Germain-des-Prés et son quartier, entre cours et lar-din , 14 h 30, devant le portail de

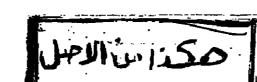
l'église (Arts et caetera). a Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges 3, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «La Sainte-Chapelle, ses vitraux», révoir des jumelles, 15 heures, 4, boulevard du Palais (Tourisme

«La Sorbonne», 15 heures, place de la Sorbonne 3, 15 neures, place de la Sorbonne, devant l'entrée de la chapelle (Société historique et archéologique des huitième et dix-septième arrondissements). Exposition : «Le trésor de Saint-

exposition: « Le tresor de Saint-Denis au Louvre », 15 heures, métro Pelais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire). «Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, sous le grande horloge, sortie du métro Richelleu-Drouot (Connaissance d'ici

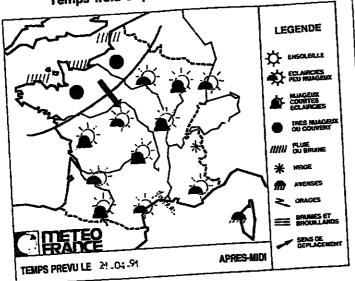
### CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : «La presse mérite-t-elle d'avoir mauvaise presse mérite-t-elle d'avoir mauvaisse presse 7, par A. Fontains (Académie des sciences morales et politiques).

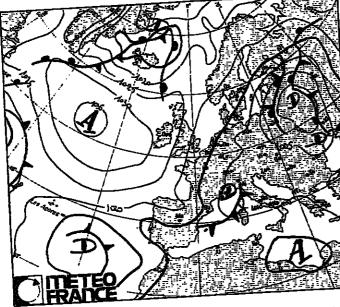


# TEOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 21 avril 1991 Temps froid et pluies sur la moitié nord.



SITUATION LE 20 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



Lundi : précipitations éparses au aud, agité sur le nord. - Sur le pour-tour méditerranéen, quelques éclaircies matinales, le ciel se couvrire rapidement. En fin de journée le mistral et la tramontane se mettront à souffler assez

Sur Aquitaine, Limousin, Massif cen-tral, Rhône-Alpas et Midi-Pyrénées. la grisaille et la pluie (ou la neige en montagne à basse attitude) seront au menu au lever du jour, cas précipitations s'atnueront en cours de matinée mais le

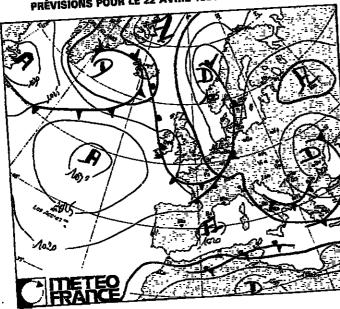
ciel restera chargé toute la journée. Partout ailleurs, plus au nord, furtives

éclaircies et nombreux passages nuageux alterneront. De fréquentes averses se produiront près de la frontière belge, de laçon plus sporadique de la Norman de laçon plus sporadique de la rooman-die au Centre et à la Franche-Comté. Le vent de nord-ouest souffiera fort sur les côtes de la Manche, un peu moins fort

Les températures matinales seront jénéralement comprises entre 0 ou 1 degré et 4 ou 5 degrés.

Les températures maximales s'écheionneront entre 9 ou 10 degrés sur le nord at le nord-ouest et 14 ou 15 degrés sur le sud-est.

PRÉVISIONS POUR LE 22 AVRIL 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et	temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre	

le 1	9-04-19	191 à 18 he					. 170	EMBOURG	· 1 -	2 D	
ĄJ	ACCIO	ANCE	5 N 1	POULOUSE POURS POURTE A.PRI		0 C 24 D	MAE	RID RAKECH LICO		2 D 14 D 16 B	
BO BO RE	ERITA RDEAU URGES EST		2 D	ÉTR. Alger Amsterda	ANGEF	7 N -2 D	MON	AN NTRÉAL SCOU	 14 8	6 C 8 C	
C	EN ERBOUI PRIMIT	RG 8	2 A 1 C 0 P	ATHÈNES — BANGKOK — BARCELON BELGRADE	ZZ 37 E 18	15 D 26 C 3 D	NE	ROBI W-DELHI . W-YORK	34 12 4	17 B 6 N -5 D	
H	MOCES.		3 C O N I C P	BRUXELLE COPENHAC	3 S 7 SUB_ 6	0 C -2 D 0 X 19 D	PAI	MY-DE-NY POSTVNET POSTVNET	1 17 22 80 29	9 N 8 D 25 D 4 P	١
i N	YON  ABSEIL  ANCY  ANTES	ii	4 D   1 C   2 N	DAKAR DJERBA GENEVE BONGKON		12 N 2 C 18 C	ST	ME NGAPOUR OCKHOLL DNEY	M 33	24 P -3 N 21 D	
N	ICE ARIS-M	ONTS 9	2 D	ISTANBUL JÉRISALE LP CAIRE	25 M 27 38	26 D	TO	)KYO INIS ARSOVIE	17 19 4	•	
1	ERPICA LENNES PETIES	INE	I D	LISBONNI LONDRES LOS ANGI	9	1 1	Y	ENISE IENNE	12		N I
	A	В	C	D	N crel norsecur	Ouss		P pluie	tempête	peig	je
1.	rense.	brume	consect	dégagé			ماني. اروان		: heur	e lég	ale

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Ducument établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : De signalé dans « le Monde radio-télévision » ; u Film à éviter ; u On peut voir : u n Ne pas manquer ; u n Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 20 avril

TF 1 20.45 Variétés : Sébastien c'est fou! 22.40 Magazine : Ushuaïa. 23.40 Magazine : Formule sport.

0.35 Au trot. 0.40 Journal, Météo et Trafic infos. A 2

de plus, pas un sou de moins. 22.25 Magazine : Bouillon de culture. 0.00 Journal et Météo. 0.20 Série : Médecins de nuit. 1.10 Série : Le Saint. 2.00 Magnétosport : E Magnétosport : Rugby.

20.45 Téléfilm : Pas un sou

FR 3 De 20.00 à 0.15 La SEPT -0.15 Série rose : La Dame galante. 0.45 Magazine : L'Heure du golf.

**CANAL PLUS** 20.30 Téléfilm : Le Dernier Crime d'Al Capone.

TF 1

22.00 Les Nuls... l'émission. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Le Blob. ■ 0,30 Cinéma: Femmes au bord de la

crise de nerfs. EE LA 5

Grain de folie. 22.15 Débat : A tort et à raison. 0.00 Journal de la nuit. 0.10 Magazine : Intégral (rediff.).

20.50 Divertissement :

M 6

20.35 Téléfilm : Les Magiciens du mercredi. 22.20 Téléfilm : Marquée à vie. 0.00 Six minutes d'informa-

0.05 Musique : Rapline. LA SEPT

21.00 Les camps du silence. De Bernard Mangiante. 23,00 Soir 3. 23.20 Documentaire : Latin Jazz à New-York.

# Dimanche 21 avril

14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.). 15.10 Série : Agence tous risques (rediff.). 16.00 Divertissement : Vidéo

16.35 Disney Parade. 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Bernard Tapis. 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.

20.45 Cinéma : L'ouragen vient de Navarone. D Magazine : Ciné dimanche.

Cinéma: 22.55 L'Année sainte. Journal et Météo. 0.55 Concert: Les Bis des Rencontres

de piano.

13.25 Dimanche Martin (et à 15.50). 15.00 Série : Mac Gyver. 16.35 Téléfilm : Le Rôle de sa vie.

17.40 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.

18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.45 Téléfilm : Gorille poker. 22.20 Magazine : Musiques au cœur.

23.15 Journal et Météo. 23.35 Série : Les Grands Entretiens. 0.35 Série : Le Saint.

FR 3 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Magazine

Sports 3 dimanche 17.30 Magazine : Montagne. 18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Mag cité.

20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Jeu : Spécial Questions pour un champion.
22.00 Magazine : Le Divan.
Invitée : Mane Seurat. 22.25 Journal et Météo.

22.45 Cînéma : La Tentatrice. ESS 0.25 Musique: Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Le Procès du démon. 15.35 Magazine : 24 heures. 16.40 Dessin animé : Les Simpson.

17.05 Les Nuls... l'émission 18.00 Cinéma : Benji la malice. \_\_\_ En clair jusqu'à 20.40 — 19.25 Flash d'informations. 19.30 Ça cartoon.

20.30 Dis Jérôme...? 20.33 magazine : L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma : Veuve mais pes trop... = 22.20 Flash d'Informations. 20.35 Magazine 22.25 L'Equipe du dimanche.

1.05 Cinéma : Mister Frost.

13.30 Série : L'Enfer du devoir. 14.30 Sport : Tennis. 16.25 Tiercé à Longchamp. 16.50 Documentaire:

La Grande Saga 17.20 Cirque. 18.25 Série : La Famille des

19.20 Contes à donnir debout. 19,50 Journal. 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkab-

bach. 20.45 Journal des courses. 20.50 Cinéma : Le Garde du

corps. 🗆 22.30 Magazine : Reporters. 23.30 Magazine: Top chrono. 0.10 Journal de la nuit. 0.20 Le Club du Télé-achat.

M 6

13.55 Série : Supercopter. 15.25 Variétés : Ouvert le dimanche. 16.45 Série : Vic Daniels. ffic à Los Angeles.

17.40 Série : L'Homme de fer. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.

20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.10). 20.35 Téléfilm : 2010. on a tué sur la Lune.

22.25 Capital. 22.35 Cinéma : Les Nuits chaudes de Cléopâtre.

0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT 13.30 Histoire parallèle.

14.25 Feuilleton : Champagne Charlie. 16.00 Réflexions faites. 17.00 Documentaire : Benedita Da Silva ou les Sentiers

de la favelle. 17.45 lmages. 18.00 Concert : Solti, Baren-boim et Schiff jouent Mozart.

19.15 Documentaire L'Opéra du roi.

20.00 Documentaire : Acte d'amour. 20.30 Cinéma : Dona Flor et ses deux maris. 22.20 Court métrage :

A Velha a fiar. 22.30 Cinéma : Hôtel de France.■■ 0.10 Courts métrages.

Du kındi au vendredi, à 9 haures sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GLBERT DENCYAN EVEC ANNICK COJEAN et la collaboration du «Monde»

# CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

Me Pierre Carton de Wiart, Réginald, Yolande, Christine, Hélène, Paul, Claire, Etienne, Christine et Laurence, ses enfants, beaux-enfants, petits-enfants, et arrière-petit-enfant, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CARTON de WIART, né à Bruxelles le 19 novembre 1912, survenu le 15 avril 1991.

Le service religieux a eu lieu le 17 avril, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Martine Bonadona-Constans, son épouse, Xavier Constans,

Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques CONSTANS,

surveuu brutalement à l'âge de cin-quante-sept ans, à Paris, le 18 avril 1991.

Une cérémonie au milieu des tulipes aura lieu le mardi 23 avril, à 14 h 30, au funérarium de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai Jules-Guesde.

- Le commandant Jacques-Yves Cousteau, Les administrateurs de la Fondation Et de The Cousteau Society,

Ses collègues, Ses amis, Ses amis,
Et les équipages de la Calypso et de l'Alcyone,
ont l'immense regret de faire part du

M. Jacques CONSTANS, vice-président pour la science, la technologie

survenu brutalement, à Paris, le jeudi 18 avril 1991.

- M= Madeleine Moulin,

sa fille, Et ses petits-é ont la douleur de faire part du décès de

ine DEGROND, député honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, médaille du combattant volontaire de la Résistance, croix du combattant,

survenu, le 18 avril 1991, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obseques civiles auront lieu au cimetière de Vernouillet (Yvelines), le 23 avril, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

132, rue de Marsinval, 78540 Vernouillet.

Les familles Gaiffe, Scheer,
 Jacquin, Lodz, Topsent, Lelièvre,
 Jumel, Sirguey-Hancock,
 ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean GUILLAUME,

dit GAIFFE, survenu le 29 mars 1991, en son domi-cile, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-SCOL ADS.

L'inhumation aura lieu le jeudi 25 avril, à 16 h 30, au cimetière des Chaterets, place des Déportés, à Besan-çon, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lien de faire-part.

- Caen. Aix-en-Provence. Sainte-

Françoise Puts, son épouse, Antoine, Martin et Renaud, Denise et André Puts,

ses parents, Marcelie Constans, n belle-mère, Clara Delcambre-Legros, sa grand-mère, Gilbert et Jeanine Lemperiere,

son beau-frère et sa belle-sœur, et leurs filles, Nadège et Mathilde, Sa famille ont la grande tristesse de faire part du

> Jean-René PUTS, maître de conférences. université de Caen,

le 17 avril 1991, dans sa quarante-troi-

Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 20 avril, à 11 heures, au cime-tière Nord-Est, avenue Georges-Cle-menceau, à Caen.

Cet avis tient lieu de faire-part. 11, rue de Lébisey,

14000 Caen. Hameau de la Torse, route Cézanne, 13100 Aix-en-Provence. Cap de Laine, 50480 Sainte-Mère-Eglise. Les Prairiales, 5, rue de la Hache, 14000 Caen.

Pompes functores Lemerre, Villers-Bocage. Tél.: 31-77-10-10.

vous prie d'avoir une pensée pour son

Louis REVON, né le 11 janvier 1898, eur en chef honoraire SNCF, fut directeur de CSF-Thomson président-fondateur des CFDJ, ficier de la Légion d'honneu Mérite nation Reconnaissance française, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,

édaille de la justice Outre ses six enfants, il éleva joyeu-sement, avec son épouse, trois « boat-people », et créa le premier foyer de semi-liberté pour délinquants.

Le ! l avril 1991, son regard étonné,

rein, s'est éteint pa « En suivant lentement la route que j'achève, j'arrive maintenant au bout de mon chemin. Le solell fatigué par la durée du jour estompe, en se courbant, l'ombre jour estompe, en se courbant, l'ombre du grand sapin. » Louis Revon.

« Car la joie, quand déjà la douleu est profende, la jole est plus profende que la peine. »

Therese Revon. 53, avenue du Maine, 75014 Paris.

M= Charles Zerah,

son épouse,
M. et M. Daniel Levy-Corcos et leurs enfants, M. Dov Zérah,

son fils, M= Nilda Zérah, Et ses perits-enfants,

ense douleur de faire part du décès de M. Charles ZÉRAH,

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Antony, le 19 avril 1991. Les prières d'usage ont eu lieu ce

survenu à l'âge de soixante et onze ans

samedi 20 avril, à la synagogue de Fon-tenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine). Ni fleurs ni conronnes.

paix.» 147, avenue du Général-Leclerc, 92340 Bourg la-Reine.

Remerciements - M. et M∞ Louis MERMAZ,

Pierre et Laure, adressent leurs remerciements à toutes les et tous ceux qui les ont entourés lors de la mort de

Frédéric.

1.. : 1

W 2

. . .

State of the state

177143

1 . •

~ ·- :-: :

+ 84 - 11 - 125

. . . <del>.</del>

of the second of

To the second

The distriction

" Park to the same

10 A 11 18 A

The manager

 $^{\rm min} m_{\rm Pl} \rightarrow 1.16 \ \rm Mpg$ 

Training M

Samuel And Andreas

The same of the same

Flamma to the court of

শ্রম । শর্ম ভার

Agg Hospingmann

 $(2\pi \epsilon_{-\frac{1}{2}-1})^{\frac{1}{2}} + (1+\epsilon_{-\frac{1}{2}-1})^{\frac{1}{2}-\frac{1}{2}}$ 

Commence of the second

4(1)

- ; :-

States of their

- 4

· 기계 이 선생님

and the second regions

ter in a

1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 T

<u>Anniversaires</u> - A la douce mémoire de

Marie-Françoise. qui, le 21 avril 1990, nous quittait. J. THIEULIN,

70, rue de Reims, 76000 Rouen. - En souvenir de notre bien-aimé et inoubliable fils et frère

François TRONIK, HEC 1981. qui nous a quittés il y a quatre ans, le 22 nissan 5747 (21 avril 1987). Services religieux

\_ A la mémoire de M. Roger COHEN,

les offices religioux seront célébrés à la synagogue, 28; rue Buffaut, le 20 et le 21 gyril, à 18 h 30.

Famille Cohen-Sala, 9, place des Ternes, 75017 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnes du Moude », sont priés de bien vouloir nous com-muniques leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements: 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME \$7s nous perviennent avant 9 h au siège du journal, 15, rue Falgulère, 75015 Paris Telex: 208 806 F Télécopieur : 45-88-77-13 Tarif de le ligne H.T.

Abonnés et actionneires ...... 80 F Communications diverses ..... 95 F Les lignes en capitales grasses sont facturése sur la base de deux lignes.

That Separate 1 The same and the A Sub-

THE WAY

The state of the state of \*\*\*\* Prince Mark

SERVICE.

Principle Section

The same of the sa

the contraction of

Alexander de la company

A STATE OF THE STA

A The state of

The second

Barrier Const

Contract of the

----

Art. A. Land

Carlo de Car

agent Verifica To mile -

Electric Street

La segui e

The same of the same

 $c_{i_1} = c_{i_2} = c_{i_3}$ 

Super property and the second

The second of the second

The second of the second

There is a way or an extensive

# ÉCONOMIE

BILLET

### Pause dans les budgets locaux

Le poids des collectivités locales dans l'économie nationale a pris une telle importance et l'imbrication entre les budgets des régions, départements et communes et celui de l'Etat est à ce point serrée que le ralentissement observé de la croissance du pays et la recherche à tout prix d'économies par le gouvernement vont inévitablement peser sur la conjoncture financière locale. Même si les maires ou présidents de régions réagissent avec un certain décalage par rapport à la conjoncture nationale, il faut s'attendre à une pause dans les budgets locaux en 1991 et surtout en 1992.

10.00

Selon les prévisions du Credit local de Franca (CLF), qui joue un peu un rôle d'« INSEE des finances locales », les budgets (qui frisent les 700 milliards de francs) devraient encore croître allègrement de 3,2 % en volume cette année (deux fois plus que la moyenne nationale), mais les bases de taxe professionnelle (qui rapporte l'essentiel des 'impôts locaux) n'augmenteront que de 8 %, soit deux points de moins qu'en 1990. Si les dépenses d'équipement des communes et des départements semblent s'infléchir, les régions en revanche tirent la machine économique. De 1988 à 1991, elles auront consacré à l'enseignement quelque 45 milliards, dont 70 % en investissements. Et M. Charles Million (Rhône-Alpes) propose d'aller encore plus loin.

l'étude et « rien n'est encore Banquier mais aussi conseiller décide». Cet appel au crédit interdes collectivités locales, le CLF vient au moment où de nouvelles indications catastrophiques sur la met en garde, même si en situation de l'économie soviétique France on est loin du déficit ont été publiées à Moscou, venendémique qui caractérise les collectivités de Belgique ou le dredi 19 avril. surendettement massif en Italie. Selon M. Pierre Richard, président du CLF, la situation financière globale des régions, départements et communes de moins de 10 000 habitants, est bonne, et l'endettement par revanche, pour les métropoles de plus de 300 000 habitants qui ont, de plus, créé des quantité de sociétés ou organismes périphériques voire obscurs en termes de comptabilité, - la situation peut susciter ici ou là des inquiétudes. La marge de manœuvre des élus locaux est donc appelée à se réduire, d'autant que les frais financiers relatifs aux remboursements d'emprunt se sont sensiblement aggravés en dix ans. Fortement sollicités, les contribuables locaux seront les derniers à se plaindre de cette

FRANÇOIS GROSRICHARD

L'évánement a été tenu

secret. Il n'en illustre pas moins

le rôle plus actif qu'entend jouer

la Commission de Bruxellas face

électronique européenne.

aux défaillances de l'industrie

Les dirigeants de Buil, Sie-

mens, Thomson, Olivetti et Phi-

lips se sont en effet réunis ven-

dredi 19 avril à Paris sous les

auspices du patron de l'exécutif

européen, M. Jacques Delors.

Les discussions auraient porté sur la définition d'une stratégie Menaçant de démissionner

# Le gouvernement yougoslave dévalue le dinar et propose de réduire les dépenses publiques

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a présenté, vendredi 19 avril, devant les deux chembres du Parlement fédéral, un exposé analysant les causes de la crise et proposant un plan d'action pour permettre au pays de poursuivre les réformes entreprises par son gouvernement le 18 décembre 1989. Une dévaluation de 31 % du cours du dinar face au mark et une forte contraction des dépenses publiques ont été annoncées. Si le Parlement fédéral n'approuve pas la semaine prochaine ces propositions, le gouvernement Markovic a laissé entendre qu'il pourrait démissionner.

BELGRADE

de notre correspondante Dans son analyse des causes de la crise yougoslave, M. Ante Markovic a rappelé que la réforme du gouvernement fédéral avait fait ses preuves et obtenu des résultats très encoungeants pendant le premier semestre 1990. Depuis lors, le processus de réforme a été intercomme sous la réforme a été interrompu sous la pression politique. Les autorités locales ont provoqué, dans un promier temps, une augmentation des dépenses publiques et des salaires, afin de renforcer leur position en essayant à tout prix de tenir leurs promesses électorales. Ensuite, elles Nouvelle dégradation de l'économie soviétique

L'Union soviétique réclame aux

Etats-Unis 1,5 milliard de dollars (8,25 milliards de francs) en garan-

tie de crédit afin de financer des

achats de produits agricoles améri-

cains. Une telle demande, rendue

publique par un haut responsable

du département américain de

l'agriculture, est actuellement à

Le FMI accorde

un financement

de 2,5 milliards de dollars

à la Pologne

nal (FMI) a annonce jeudi 18 avril

avoir accordé à la Pologne une

aide financière de 2,5 milliards de

dollars (14 milliards de francs

environ) échelonnable sur trois

ans. Cet apport vise à soutenir les

réformes économiques entreprises

tations, notamment de la part du

de reconquête face à la supré-

matie nippone et américaine

dans le secteur. Le vice-prési-

dent de la Commission chargé

de la recherche et de la techno-

logie, M. Filipo-Maria Pandolfi,

aurait participé à ces entretiens.

A Bruxelles, on se montre

très discret sur cette initiative :

le principe même de la réunion

- officiellement démentie par

Bruxelles - a fini par faire l'objet

d'une confirmation officieuse.

gouvernement japonais.

La définition d'une stratégie de reconquête du secteur

Les dirigeants des cinq grands groupes

électroniques européens se sont réunis à Paris

Fonds monétaire internatio-

ont littéralement saboté les réformes en émettant de la monnaie, en ne payant pas leurs contributions à la fédération, en créant des taxes locales et en ignorant les taxes fisié. locales et en ignorant les taxes fédérales. M. Markovic accuse les Républiques d'avoir conduit le pays à al'anarchie juridique et au chaos éco-

Les nouvelles mesures proposées doivent assurer le fonctionnement normal du marché et établir un contrôle de la dépense publique dans controle de la depense publique dans tionniste. Le gouvernement insiste également sur la restructuration de l'économie et la transformation de la propriété sociale. Il rappelle qu'il s'oppose à l'étatisation du secteur social suggérée par la Croatie et la Serbie. Il préconise sa a recapitalisalion» par vente d'actions internes afin d'aboutir ensuite à «un système compatible à l'Europe ».

M. Markovic a fait une concession immédiate à ses opposants en décrétant une dévaluation de 31 % de la monnaie nationale. La parité de la monnaie yougoslave avec le deut-schemark – fixe depuis l'introduction des réformes Markovic en décembre 1989 – sera portée de 9 dinars pour 1 deutschemark à 13 dinars. M. Markovic a, de plus, annoncé que les épargnants pourraient à nouveau diseparguants pourraient à nouveau dis-poser librement de leurs comptes en devises, bloqués depuis janvier 1991 compte tenu du manque de liquidités

Les Républiques, qui affrontent de graves problèmes économiques, avaient fait pression sur le gouverne

Selon l'agence TASS, le produit

national brut du pays a reculé de

8 % au premier trimestre par rap-

port à la même période de l'an der-

nier, la production agricole ayant

baissé de 13 % en un an. Selon le

bureau des statistiques, « la chute

de la production est liée avant tout

au mauvais approvisionnement en

ressources du secieur agricole, à la

dégradation des relations économi-

ques et à l'interruption de la pro-

duction dans les entreprises, par

manque de matières premières et

L'URSS demande aux Etats-Unis

de financer de nouveaux achats agricoles

ment fédéral pour dévaluer le dinar, comptant ainsi augmenter les exportations et stimuler la production industrielle, en forte baisse depuis le début de l'année. Toutefois, l'effet de la dévaluation risque, comme en janvier 1991, d'être rapidement annulé par une nouvelle augmentation des prix et des salaires. Vendredi 19 avril, avant l'annonce officielle du nouveau cours du dinar, les étiquettes valsaient déjà dans certains magasins de la capitale.

Enfin, M. Markovic a demandé au Parlement fédéral de voter un budget réduit de la fédération, d'un montant de 138 milliards de dinars (35 milde 138 miniaros de dinais (3) lillards de francs), le gouvernement fédéral s'engageant à réduire de 40 % (en valeur réelle par rapport à 1990) les dépenses de l'administration fédérale. L'armée nationale yougoslave disposera de 68 milliards de dinars oisposera de os militaros de dinars (17,7 milliards de francs), ce qui l'obligera à réduire les salaires et les retraites, a ajouté M. Markovic.

Le premier ministre a rappelé que ses reformes économiques avaient obtenu le soutien de l'Occident et des milieux financiers internationaux et qu'il serait dommage de laisser passer une telle chance d'intégration à l'Europe. Selon lui, 5 milliards de dollars d'aide financière extérieure sont d'ailleurs à la clé. Il met en fait le Parlement devant une décision cruciale qui, pour lui, se résume en ces termes : la réforme économique son gouvernement ou le risque imminent de la désintégration du FLORENCE HARTMANN pays\_

Un déficit cumulé déjà supérieur à 110 millions de francs

# La ville de Grenoble devra combler le déficit de l'office d'HLM

«L'Office public d'aménagement, logement, espace (OPALE) de Grenoble se trouve dans la situation d'un organisme en cessation de paiement», ont annoncé le 17 avril aux membres du conseil d'administration de l'OPALE les responsables de l'Union nationale des HLM. La gestion passée de l'Office public d'HLM de la ville empoisonne depuis des mois la vie de la capitale des Alpes. Cet organisme, qui gère plus de 8 500 logements, principalement dans l'agglomération grenobloise, a accumulé ces dernières années un déficit record, évalué à 110 millions de francs, qui continuera à s'accroître jusqu'en 1994 pour atteindre 170 millions.

GRENOBLE

de notre correspondant

Chargés d'examiner les comptes de cet organisme contrôlé par la ville de Grenoble, les responsables de l'Union nationale des HLM ont mis au jour une série rare de fautes de gestion. Ainsi l'OPALE, pour des raisons encore aujourd'hui confuses, a contracté 30 millions de francs d'emprunts en deutschemarks, qui se sont révélés très pénalisants pour ses finances. Le taux de recouvrement des loyers de cet organisme de HLM est actuellement de 80 %, très us de la moyenne nationale au-dessous de la moyenne nationale (95 %). L'office a aussi mené, ces

dernières années, une politique de réhabilitation coûteuse de son parc immobilier.

Un rapport réalisé par le conseil on rapport realise par le conseil général des ponts et chaussées à la demande du ministère du logement avait déjà mis en évidence, au début de 1990, des pratiques très douteuses entre l'OPALE et un certain posses de buseaux d'études proches nombre de bureaux d'études proches du RPR (le Monde du 22 mai 1990) : des contrats furent « suréva lues », d'autres » payes deux fois » et des factures furent a probablement gonflèes », selon la mission d'inspection. Les dépenses supplémentaires avaient été évaluées à 16,9 millions de francs. «L'ensemble des faits evoqués ou même simplement certains d'entre eux justifieraient l'ouverture d'une information judiciaire », avaient conclu les rapporteurs.

#### **Equilibre** artificiel

Le parquet de Grenoble avait déposé une requête auprès de la chambre criminelle de la Cour de cassation, où figurait aussi le nom du maire de Grenoble, M. Alain Carignon, qui s'était impliqué per-sonnellement dans le règlement de certains problèmes traités par l'of-fice: mais la procédure engagée fice; mais la procédure engagée n'eut pas de suite pour ce dernier.

Le rapport de l'Union nationale des HLM constate que, jusqu'en 1989 - date des élections munici-pales - les bilans de l'OPALE furent présentés artificiellement en équilibre, et que des embauches de complaisance se sont multipliées dans cet organisme à partir de 1985, alors que les activités de construction diminuaient fortement. Finalement, diminusient ionterneut automaticalità l'OPALE n'était pas gouverné même si M. Carignon, qui n'est ni président de cet organisme ni admiprésident de cet organisme ni admi-nistrateur, intervenait parfois dans la gestion de la « maison » pour don-ner un coup de pouce en faveur de tel ou tel contrat ou exprimait, à tra-vers de courtes notes manuscrites, ses préférences dans la conduite des affaires de l'office.

Pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui ce dernier, la ville de Grenoble et le département de l'Isère devront très vite trouver 112,5 millions de francs : l'Etat, à travers la Caisse de garantie du logement social, prendra à sa charge 37,5 milliards, à condition cependant que les collectivités locales s'engagent à rendre beaucoup plus saine et plus transparente la gestion de l'OPALE.

CLAUDE FRANCILLON

Avant la grève des assurances du 30 mai

## L'opération « banques mortes » a été largement suivie

suivie, le 19 avril. Selon l'AFB (Association française des banques), la participation aurait oscille aux aleniours de 40 %, avec de fortes différences seion les régions.

Les organisations syndicales, quant à elles, évaluent leur score entre 60 % et 80 % et estiment que leur mot d'ordre a davantage connu de succès en province. Le SNB-CGC (Syndicat national des banques) estime que plus des trois quarts des guichets ont été dans l'incapacité de fonctionner et

Décidée par tous les syndicats
(CFDT, CGT, FO, SNB-CGC,
(CFTC), l'opération « banques
mortes» a semble-t-il été largement
mortes» a semble-t-il été largement
mortes» a semble-t-il été largement
mortes la 10 auril Salan l'AFD (Asso.) collective nationale, applicable dans 400 établissements, qui emploient 250 000 salaries. Au même moment, dans le secteur

professionnel voisin des assurances, les cinq organisations syndicales viennent d'appeler à des arrêts de travail pour le 30 mai. La aussi, ils protestent contre la dénonciation, le 15 avril, de la convention collective par la Fédération française des socié-tés d'assurances (FFSA).

ment reagi, vendredi 19 avril, à

### REPÈRES

#### CHÔMAGE

Augmentation en février dans la CEE

Selon Eurostat, l'office statistique de la CEE, le chômage a augmenté en février dans les douze pays de la Communauté, pour la première fois depuis cir taux de demandeurs d'emploi par rapport à la population active est passé de 8,4 % à 8,5 % en un an. La Grande-Bretagne est particulièrement touchée par cette évolution, avec une hausse annuelle de 18 %, son taux de chômage s'élevant à 7,5 %, contre 6,3 février 1990. La France, la Belgique, le Danemark et l'Irlande ont connu des augmentations de 4 %. En revanche, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ont enregistré une baisse de 4 %. Dans l'ancienne RFA, la diminution a été de 13 %, mais l'ancienne RDA a vu son nombre de chômeurs quadrupler en huit mois, de 142 000 à 787 000.

#### PRIX

Les producteurs de lait dénoncent une

## « situation dramatique »

La Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) estime que le gouvernement cautionne une situation aux conséquences dramatiques pour les producteurs en « tolérant les manœuvres insidieuses » de la Commission des communautés européennes, indique la FNPL dans un communiqué publié le 19 avril.

La FNPL attire aussi l'attention des pouvoirs publics sur leurs responsabilités e en ne mettant pas un terme aux pressions du secteur de la grande distribution sur les prix des produits laitiers ».

#### EN BREF

de matériels ». - (AFP.)

u Crédit lyonnais : bénéfice net en hausse de 18,5 %. – Le Crédit Iyonnais a enregistré en 1990 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 3,7 milliards de francs, contre 3,1 milliards de francs en 1989, en progression de 18,5 %. Bien que le Crédit lyonnais n'ait pas divulgué ses résultats à pér tre constant, le bilan consolidé progresse de 20 % à 1 463 milliards de francs, contre | 221 milliards de francs l'an passe. Le produit global d'exploitation s'est établi à 40,8 milliards de francs, contre 35,2 milliards de francs en 1989 par Varsovie et à aider le pays à (+ 16 %). Les frais généraux ont progressé de 16 % à 29,2 milliards de francs (contre 25,1 milliards en régler sa facture énergétique. Le gouvernement de M. Jan Krzysztof Bielecki s'est pour sa 1989), dégageant une hausse de part engagé à limiter le déficit bud-gétaire et à mener une politique 15 % du résultat brut d'exploitation à 11.66 milliards de francs contre 10.15 milliards de francs monétaire très stricte. Cet accord l'an passé. La faible dotation des passé avec le FMI intervient un provisions pour risques pays explimois après l'annonce par les créanque pour partie la progression des ciers officiels de Varsovie d'une résultats par rapport aux concurréduction de 50 % de la dette publique, une décision qui provorents. que encore de nombreuses protes-

□ Le CIC annonce des résultats en baisse de 20 %. - La Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne (filiale bancaire à 56 % du GAN) a annoncé un résultat net (part du groupe) de 811 millions de francs, en retrait de 20 % par rap-port à 1989. «Ce résultat était 'attendu et n'est pas décourageant ». la déclaré le directeur général du groupe CIC, M. Gilles Guitton, soulignant que l'important effort de reorganisation du groupe et la constitution de très importantes provisions ont profondément pesé sur les résultats finaux.

 GAN : résultat net consolidé en baisse de 4,5 % en 1990. – Le GAN (Groupe des assurances nationales) a dégagé en 1990 un résultat net consolidé (part du groupe) en baisse de 4,5 %, à 2,4 milliards de francs contre 2,5 milliards de francs en 1989. Les résultats ont été bons pour les sociétés francaises, mais mauvais pour les filiales étrangères. Sur les 447 millions de francs de pertes à l'étran-

ger (+ 185 MF en 1989), la filiale britannique Minster en accapare près des deux tiers en raison notamment des aléas climatiques et de la catastrophe en 1988 de la plate-forme pétrolière Piper Alpha. Le résultat net se répartit entre un total de 1,9 milliard de francs généré par les activités assurances oupe (1,781 milliard en 1989) et 500 millions dus à l'activité bancaire et financière (687 millions en

a Thomson-CSF prévoit pour cette année des résultats en hausse. - En présentant ses résultats de 1990 (2,2 milliards de francs de bénéfices nets), M. Alain Gomez, PDG de Thomson, a annoncé qu'il s'attendait à une amélioration pour 1991 malgre un chiffre d'affaires en réduction attendue de 5 % à 8 %. Cette hausse proviendra de « l'allègement des charges de restructuration comptabilisées pour l'essentiel en 1990 ». Ces charges ont été de 1,1 milliard de francs роиг 1990. D Air Martinique et Air Guade-

loupe s'associent avec Minerve pour une desserte des Antilles. deux compagnies locales Air Martinique (contrôlée par le départe-ment et la région) et Air Guadeloupe (qui va accroître son capital détenu par le département et Air France) vont assurer trois aller-retour de Paris vers la Martinique et autant vers la Guadeloupe à partir du 7 juin, en louant à Minerve (dont le Club Méditerranée possede 50 %) un DC10-30 avec ses équipages techniques. Les tarifs seraient comparables à ceux d'Acromaritime, filiale d'Air France. Les trois partenaires ont aussi conclu un accord commercial. Ils espèrent transporter 120 000 passagers en année pleine, assurant ainsi 10 % du trafic entre les Antilles et la métropole et ont prévu de partager les bénéfices.

La CGT et FO font front commun chez GDF. - Les organisations syndicales ont vigoureuse-

l'adoption par l'Assemblée natio-nale d'un amendement qui pourrait remettre en cause le monopole de Gaz de France dans la distribution de gaz natuel (le Monde du 20 avril). Fait rarissime, les fédérations CGT et FO des industries électrique et gazière ont publié un communiqué commun pour défendre le service public. Elles appellent ensemble à une jounée nation nale d'action le 25 avril, « marquée par des arrêts de travail. pourront s'accompagner de baisses de charge dans les unités de production ».

u Une table ronde pour les mineurs de Carmaux. - Pendant laréunion du comité d'établissement de la mine de la «Grande découverte » à Carmaux (Tarn), le 19 avril, quelque 300 mineurs ont occupé les locaux. Les mairies du bassin houiller et des communes voisines sont restées fermées. Un plan prévoyant 344 suppressions d'emplois et une réduction de la production, ramenée de 400 000 à 200 000 tonnes par an avec un effectif de 285 personnes, devait être annoncé. Dans la soirée, les manifestants ont obtenu de la direction de Charbonnages de France un accord de principe pour la tenue d'une table ronde M. Michel Leclerc condarané.

M. Michel Leclerc, frère de M. Edouard Leclerc, a été condamné vendredi 19 avril à un an de prison par le tribunal de Nanterre pour «infraction à la législation de gérer, banqueroute et détournement ». De 1982 à 1986, il avait dirigé quatorze sociétés, pour la plupart de distribution d'essence, alors qu'il avait été condamné le 6 juillet 1982 par arrêt contradictoire de la cour d'appel de Paris à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 francs d'amende pour escroquerie et abus de biens sociaux, ce qui lui interdisait de diriger toute société, en vertu des anicles 6, 7 et 8 de la loi du 8 août 1935.

# Dernières gelées printanières?

INDICE CAC 40

Les Saints de glace auraient-ils pris de l'avance sur le calendrier? Les nouvelles gelées survenues ces derniers jours Rue Vivienne don-

nent en tout cas raison aux partisans de la prudence face aux espoirs d'une reprise de l'expansion toujours en devenir.

Avant que le froid frappe à nouveau, cette semaine s'était ouverte sur une note mi-figue miraisin. Lundi, d'abord presque immobile (+ 0,07 %), la Bourse avait bien tenté de se redresser durant la séance (+ 0,58 %). Mais, visiblement en petite forme, elle avait ensuite jugé bon de ne pas insister (+ 0,05 %). Mieux valait. Le lendemain, elle se mit à grelotter (- 1,07 %). Mercredi, dopée par New-York, la place parisienne se ressaisissait (+ 1,47 %). Peine perdue. Vingt-quatre heures plus tard, reprise par le froid, elle se remit à claquer des dents. La température ne fut pas plus clémente à la veille du week-end, et, en clôture, l'indice CAC 40 s'établissait à 1,36 % au-dessous de son niveau précédent. Bref, pour la deuxième fois de suite, la semaine s'est achevée sur une baisse, de 1,66 % cette fois-ci.

Inquiétant? Apparemment, pas vraiment. Pris en bloc, les chiffres, en tout cas, ne le sont déjà pas. Six semaines se sont écou-

Banques, assurances,

AXA (ex-Cic Midi) ..

GAN..

sociétés d'investissement

19-4-91

121

130,10 495 646 165,80

12

6,80

21,50

333,10 - 12,60 561 - 26 160 + 5,20

lées depuis l'arrêt d'une des plus longues périodes de hausse que la Bourse ait connues (entre les 16 janvier et 8 mars). Ét depuis, malgré leurs divagations, les valeurs françaises n'ont qu'assez peu entamé (2 % seulement) leur avance (+ 25,4 % au 8 mars). La marge de consolidation reste donc importante. Dauxième constatation : la baisse de la semaine écoulée a été en bonne partie due au facteur technique. La liquidation générale d'avril aura lieu lundi 22 avril. La proximité d'une telle échéance entraîne toujours des ventes bénéficiaires, surtout quand cette liquidation est gagnante. Et celle-ci l'est encore un peu (+ 2,6 %), pour la troisième fois consécutive.

Troisième élément d'appréciation : l'espoir toujours tenace d'une reprise de l'expansion. Il a été fort malmené ces derniers jours, aussi bien par l'INSEE que par l'Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises (IPECODE), qui ne décèlent, ni l'un ni l'autre, le moindre signe annonciateur d'amélioration, mais discement, chacun de leur côté, du chômage en plus, des difficultés budgétaires et peu de croissance pour 1991 (1,5 % le premier, 1,6 % le second), beaucoup moins que n'en avait prévu le ministère des finances (2 %). Les experts du FMI s'en sont mêlés en révisant à la baisse leurs prévisions de croissance

pour les pays du groupe des sept (1,4 % en moyenne seulement, contre 2,6 % pour 1990). Mais rien n'y fait. Prudents certes, investisseurs et professionnels restent assez optimistes. Le chroniqueur de la société de Bourse Didier Philippe partage cette relative confiance, estimant que la configuration monétaire actuelle « devrait autoriser un supplément de hausse des

#### Peugeot qui rit, Michelin qui pleure

actions de l'ordre de 10 % ».

Il est vrai que les bouillonnements prometteurs enregistrés depuis quelques jours à Wall Street, où le « Dow » vient de franchir, pour la première fois de son histoire, la barre des 3 000 points, sont venus à point nommé renforcer un sentiment redevenu confus et décalé par rapport à la réalité. Les analystes américains prêtent à la grande Bourse new-yorkaise une capacité immédiate de hausse de 5 % à 10 %. « Wall Street, dit-on, ne se trompe jamais. > Quand, en août 1982, le marché américain s'était embrasé, la récession battait son plein, et personne n'y avait cru. Trois mois plus tard, commençait une des plus Iongues périodes d'expansion de l'histoire des Etats-Unis.

Michelin a encore défrayé la chronique. Le premier manufacturier du monde a publié ses résultats pour 1990. Désastreux l Le déficit consolidé frôle

Valeurs diverses

les 5,3 milliards de francs, dont 3,5 milliards environ proviennent des frais de restructuration et du coût des quatre mille neuf cents suppressions d'emplois. A cet égard, il n'est pas inintéressant de noter que Bibendum en est à son cinquième plan social depuis 1983 et que, en l'espace de huit ans, il a supprimé seize mille emplois. Un quasi-record. « Ce n'est plus de la compression, mais une vraie liquidation », assuraient férocament des boursiers. Et d'ajouter : « Michelin ne sait-il rien faire d'autre pour redresser la barre?» On peut se le demander. Les problèmes posés par les surcapacités mondiales et par la guerre des prix ne datent pas d'aujourd'hui. En revanche, l'alourdissement du poids de la dette (40 % du chiffre d'affaires) accrédite l'idée que Michelin a peut-être eu les yeux plus gros que le ventre en rachetant Uniroyal Goodrich. De toute façon, les stratèges clermontois auraient dû s'apercevoir que le pneu s'était banalisé pour devenir presque une « commodité » (une matière première). Si Michelin est à la peine, Peugeot est à l'honneur avec des résultats superbes (9,5 milliards de francs), comparés à ceux de ses concurrents. Mais, avec la menace japonaise, M. Jacques

ANDRÉ DESSOT

19-4-91

100,05 122,30 101,10 100,75

100,75 100,25 102,40 3 950 99,71 99,60 99,60 99,75

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Fives Lille...... De Dietrich Co. CEP Communic

- 0,04 + 0,10 + 0,10 + 0,20 isch. + 0,15 + 40 + 0,01 - 0,02

Baisse %

Calvet, son président, est inquiet

Valeurs à revenu fixe

pour l'avenir.

PME 10,6 % 1976... 8,80 % 1977 ...... 10 % 1978 ...... 9,80 % 1978 .....

CNB bq. 5 000 F... CNB Panbas 5 000 F

CNB Sucz 5 000 F......

Avanir HM ..

aloc lot.

Auxil, Entrep.

Total (Fee Pet.)...

9 % 1979..... 10,80 % 1979... CNE 3 %......

Diff.

39 18

- ii + ii

19,90

1,70

23 20 5,90 6 3,30

[9-4-91

487 356,50 118,50

125 47,10

533

265 726

365 -134,80 +

793 687

#### **NEW-YORK**

# Record battu, mais...

NOME DOW JONES s'inscrira dans les annales de Wall Street. Pour la première fois de l'his-

toire, le célèbre indice Dow Jones est en effet parvenu à franchir la barre des 3 000 points et à se maintenir au-dessus jusqu'à la clôture. Las! Cet effort n'a pas été récompensé et. sur des ventes bénéficiaires, la Bourse new-yorkaise s'est nettement alourdie à la veille du week-end. Le record a été battu, mais il reste encore à le concrétiser. La

semaine ne s'en achève pas moins sur une hausse de 1,53 %. Ce n'est rien de dire que le sentiment est haussier à New-York, mais sur fond de confusion. Il s'établit entièrement sur l'idée que la reprise économique est. sinon imminente, du moins très proche et que le FED abaissera sa garde sur les taux pour la favoriser. Les mauvaises statistiques sur la production industrielle et les mises en chantier de logement pour février ont contribué à la renforcer. Mais, presque simulta-nément, l'annonce d'une régression du chômage et d'une contraction du déficit commercial ont paru témoigner que l'économie américaine avait touché le fond et qu'une détente des taux ne devenait ainsi plus nécessaire. Du moins si l'on en croit le Washington Post. M. Michael Boskin, chef des conseillers éco-

nomiques de la Maison Blanche. continue de croire à un assouplissement du crédit. De quoi brouiller l'esprit des investisseurs, qui. par prudence, ont pris quelque distance avec le marché. Selon les analystes, la controverse ne devrait cependant pas empecher le marché de remonter de 5 % à 10 % dans les deux à trois mois à venir. « Remind you august 1982 », dit-on autour du Big Board, faisant allusion à une hausse incompréhensible à l'époque en pleine récession. Trois mois plus tard, les Etats-Unis entraient dans le plus long cycle d'expansion de son histoire. Indice Dow Jones du 19 avril : 2 965,59 (c. 2 920,79)

	Cours 12 avril	Cours 19 avril
Alcoa ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nemours Eastman Kodak Exxon General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Teraco UAL Corp. (cz-Allega Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	62 1/4 35 1/4 47 17 5/8 38 1/2 41 1/2 59 3/4 31 1/2 73 22 7/8 108 3/8 57 1/4 66 5/8 56 7/8 68 1/8 153 1/2 17 1/3 33 3/4 28 1/4	67 3/8 37 1/2 46 3/4 19 3/8 41 1/8 43 3/8 60 33 7/8 74 3/8 39 3/8 109 3/8 55 7/8 68 3/8 55 5/8 67 5/8 158 1/4 17 3/3 33 1/4
·		

#### **TOKYO**

## «Wait and see»

Opérations de routine. La place de. Tokyo n'a pas encore réussi cette semaine à sortir de l'indécision, qui la

marque depuis quelque temps. Bien rodé, le scénario n'a pas failli cette fois-ci encore. Regagnant le terrain perdu en début de mois, l'indice Nikkei s'est rapproché de la barre des 27 000 points jusqu'à la froler pour aussitôt décrocher. Bref, tout est à recommencer. « Ce petit jeu durera tant que la Banque du Japon n'aura pas abaissé ses taux d'intérêt », avertit la maison de titres Yamalichi.

L'ouverture lundi s'était pourtant bien passée. Au cours du faux G-7 de Londres, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, et le ministre des finances japonais, M. Ryutaro Hashimoto, venaient de tomber d'accord pour mette de pages le depage de relemvenaient de tomper d'accord pour mettre en avant le danger de ralen-tissement général de l'activité éco-nomique. Et les opérateurs de voir dans cette déclaration le signe pré-curseur d'une détente monétaire.

Même son de cloche mardi, puis

Irrégulier

- 0,20 %

La tendance a été très irrégulière

cette semaine au London Stock Exchange, qui a finalement termine le parcours sur un peu d'ef-

fritement. La hausse du chômage.

la plus forte depuis vingt ans, la

montée plus importante que prévue des prix de gros : autant de facteurs qui ont créé un climat

d'indécision. Comme les autres places, Londres a néanmoins pro-

fité de « l'effet Wall Street ». Le

maintien des taux allemands et la

bonne performance d'ICI out éga-

lement contenu les humeurs bais-

Indices «FT » du 19 avril : 100

valeurs, 2 520,1 (c. 2 526,1); 30

valeurs, 1 980,1 (c. 1 997,5); mines d'or, 140,2 (c. 141); Fonds

Cours 12 avril

6,20 3,48 4,78 4,04 12,59 10,85 15,30

sières des opérateurs.

d'Etat, 84,84 (c. 85,35).

**LONDRES** 

mercredi, où sur fond atone avec des volumes faibles, le Nikkei s'est mis à grimper, « Pas trop mal », jugeait un professionnel. Puis le vent a tourné et plus rien n'est parvenu à rendre le sourire au Kabuto-cho. Ni le passage de Wall Street au-dessus des 3 000 points, ni la publication d'une progression insi-gnifiante de la masse monétaire. Raison de cette humeur résolument maussade : pour partie l'échec de la visite historique de Mikhail Gorbatchev à Tokyo, sur-tout l'affaiblissement du yen face

Indices du 19 avril : Nikkei 26 541,97 (c. 26 582,50); Topix, 1 998,07 (c. 2 004,56).

	BRUNO	BIROUL
	Cours [2 avril	Cours 19 avril.
Akai	824 1 130 1 580 2 680 1 440 1 740 803 6 570	810 1 110 1 610 2 640 1 420 1 730 783 6 610

Spiritual P 2.722.72g.94 A

epę mad

er en er en state

## Sovac ..... Suez (C\* fin.)...

Société générale

<u>Alimentation</u>			
	19-4-91	Ditf.	
Beghin-Say Bongrain BSN Carrefour Casino G., Perra Guyenne-Gasc. LVMH Occid. (Gle) Olipar PernRicard Promodès Saint-Louis. Source Perrier Bongrain Bongrain Carre Perrier Carrein Bongrain Carrein Beginner Begi	673 2 630 850 3 770 140,40 4 645 1 250 3 993 777 225 1 200 2 045 1 409 1 470	- 8 + 10 + 3 - 41 - 5,10 - 105 - 4 + 87 - 18 - 1 - 42 + 24 + 9 - 400	

#### anite chimiques

Produits chimiques				
	19-4-91	Diff.		
lust. Mérieux Labo Roger Bellon Roussel-Uclaf Synthélabo BASF Bayer Hoechst Imp. Chemical Norsk Hydro	777 842 940 873 113,50	- 50 - 40 + 2 + 2 + 40 + 22 + 38 + 4,50 + 3		

#### **Pétroles**

ELF-Aquitaine 662 - 26 Primagaz 440 + 15 Sogerap 730 + 17 Total 345,20 + 15,21 Exxon (1) 345,20 + 15,21 Petrolina 1907 - 4				
ELF-Aquitaine 335,40 - 9,50   ELF-Aquitaine 662 - 26   Primagaz 440 + 15   Primagaz 417,90 - 12,1   Total 345,20 + 15,21   Exxon (1) 1907 - 4		19-4-91		ilī.
	ELF-Aquitaine Esso Primagez Sogerap Total	335,40 662 440 417,90 730 345,20	l+	15 12,1 17 15,20 4

PUBLICITÉ FINANCIÈRE 45-55-91-82, poste 4330

#### Métallurgie, construction mécanique

	19.4-91	Diff.
Alspi	400 541 1 521 221,10 531 552 1 682 979 439	- 14,90 + 9 - 114 - 12,9 - 29  - 11  + 42  - 3i  - 15
Mines, cao	tchouc	!

	19-4-91	Diff.
Géophysique	695 312,30 101,80 86 54,05 1,74	- 6,5  - 1  - 1
(1) Coupon de 1,3	35 F.	

Bâtiment, tra	vaux p	<u> </u>
	19-4-91	Diff.
Auxil. d'entr	1 156 577 429,70 449 179,50 775 383,60 514 254	- 35

#### Mines d'or, diamants

CGIP

EuroDisney

Europe I (l)

roupe Cité ...

Saulnes Châtillon ....

(I) Coupon 14 F.

	Mines a or, o	Idual	
avaux publics		19-4-91	Diff.
194-91 Diff.  1 156 + 41 - 10 - 577 - 5.30 + 18.90 - 3.90 - 775 - 35 - 383.60 - 17.40 - 10 - 254 - 10	Anglo-American Amgold Buf. Gold M. De Beers Drief. Cons. Gencor. Harmony Randfontein Saint-Helena Western Deep	174 337 61 138,40 57,20 19,85 25,65 15,75 38 15	- 3,75

MATIF Notionnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 19 avril 1991 ibre de contrats : 80 900

MOUTULE OF CO.	•			
COURS		ÉCHÉ	ANCES	
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91	
	106,58	106,56	106,52	
Premier	106,70	106,64	106,52	
+ haut	106,40	106,46	106,52	
+ 525	106,40	106,50	106,52	
Dernier	106,40	106,38	106,34	
Compensation	100,40			

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) Cours du vendredi au jeudi

	•	.04.0 4.		17 4 01	18-4-91_
	10.401	15-4-91	16-4-91	17-4-91	10-71
RM	12-4-91 2 764 415	2 446 741	3 310 332	3 653 522	3 190 009
Comptant R. et obl.	9 925 215	7 597 903	8 157 272 113 941	6 701 003 155 361	5 256 36 168 981
Actions	317 229	282 485 10 327 129	11 689 273	10 509 886	8 615 35
Total	1 13 000 627	1 10 32, 12,	TE bese 10	n 28 décem	ıbre 1990)
	1 13 006 859 S QUOTID	IENS (INS	8,0 		118.6
Françaises . Étrangères	118.9	119,1	112,4	113,2	113,5
Clianen		CES CAC	L. Inadi en Y	endredi)	
F-	INDI	CES CAC	On limit an .	<del></del>	T
	154-91	16-4-91	17-4-94	18-4-91	19-4-91
(hone 100, 31 décembre 1981)					
1	1 4550	4971	485,7	407,7	1 485,13
Général		ase 1 000, 3	1 décembre 1	(987)	1 1701 1

(base 1 000, 31 décembre 1987) CAC 40 ..... 1 822 35 | 1 802.91 | 1 829,45 | 1 815,74 | 1 791,12

#### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

IDMITTO VO 1400 11			
Nbre de titres cap. (F)  Nouv. Galer 1 545 391 1 334 778 865 Alcatel Alsth 1 403 070 Paribas Act. A. 1 547 809 706 733 856 Ciments franç. 1 376 837 600 717 818 Occident. (Gle) 512 740 406 718 834 Occident. (Gle) 730 629 397 778 06 Eaux (Gén.) 147 685 374 227 466 Peuseot SA 648 524 354 471 42 Peuseot SA 413 796 349 529 59 Elf Aquit. 992 067 340 257 58 LVMH MH. 89 808 334 299 54 Suez Comp. 891 022 319 984 39 Cap Ge. Sogeti 751 223 319 983 63  [*] Du wendredi 12 avril 1991 au jeud	70681839		

# MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 12-4-91	Cours 19-4-91
Gr fin (die en berre)  (die en lisses)  Pièce française (20 fr.)  Pièce seiste (20 fr.)  Souvenité  © Souvenité Elements (20 fr.)  Comissionne (20 fr.)  Comissionne (20 fr.)  Gentre de 20 deliars  10 deliars  10 fiories  10 fiories  10 fiories  10 fiories	383 378 375 477 496 389 2 960 1 090 630 2 460 488 391	86 250 85 250 380 404 385 387 380 484 480 390 2 080 1 085 677,50 2 485 397 287
		and in all others

#### **FRANCFORT** Grâce à Wall Street

Le marché allemand s'est nettement raffermi cette semaine. Mais l'indice DAX, après avoir atteint le 17 avril son plus niveau de l'année. a dû rendre la main, n'en conservant pas moins un gain de 1,02 %. Favorisée par les bouillonne-ments de Wall Street, la vague d'achats a été alimentée tant par des ordres d'origine allemande que d'origine étrangère. Les opérations de liquidation ont néanmoins incité les investisseurs à prendre une partie de leurs bénéfices. Seule ombre au tableau ces derniers jours : l'incertitude sur les élections régionales de Rhénanie-Palatinat, le fief du chancelier Kohl, considérées comme un véritable

+ 1.02 %

Indices du 19 avril : DAX, 1 597,37 (c.1 583,14); Commerzbank, 1 923,30 (c. 1 902,40).

19 avril				
6,42		Cours du	Cours du	
3,47		12 avril	19 avr	
4,83	AEG	218	204,80	
3,88		239	250,80	
13,31		272,70	280,50	
10,80		265	265	
15,30		618,50	641,50	
11,02		248,70	260,30	
8,72		582	616	
5,12		288,90	286	
7,65		597	593,50	
2,23		364,58	364	

## L'Espagne à la place de la France?

L'Espagne s'apprête à émettre son second emprunt on écus. Confiée à une des grandes banques Confide à une des grandes banques de ce pays, la Banesto, la transaction sera l'importante, d'une taille pouvenr àller jusqu'à I milliard. On hi prédit généralement un fort bon accueil. Sa durée, espère-t-on-devrait être navyeane, de l'ordre de six à huit ans. Si tel était le cas, elle ne tarderait pas à prendre la place laissée vacante par le Trésor français, qui, quant à lui, incite les détenteurs de ses obligations de six aus à s'en défaire pour les The State of the S six ans à s'en défaire pour les échanger contre de nouvelles, beaucoup plus longues, qui seront remboursées dans onze ans. Un des principaux avantages que Paris peut tirer de son offre d'échange est d'ordre technique, celui d'étayer son propre marché à terme, le Matif, face à celui de Londres. La concurrence entre les principales places financières de notre continent est très vive, et les autorités ne ménagent aucun effort pour promouvoir le rôle de leur capitale.

Antre grand pays européen à retenir l'attention ces derniers jours sur le marché international des capitanx, l'Italie n'a finalement que peu souffert de la sévérité d'un des principaux établissements d'évaluation de crédit. Moody's a manage vient de laisser entendre qu'il pourrait abaisser la note qu'il donne à la dette italienne. Jusqu'à présent il lui accordait son prestigieux «AAA», qu'il réserve aux meilleurs des empranteurs. L'am-pieur de l'endettement du secteur public transaipin, qui dépasse le produit antional brut, l'incite à changer d'avis.

A TOTAL TOTAL

A STATE SEE SE

M- Jun 18

\* : Tag

matter of the Park of the Park

Contract Property

र के बर्द क्रिक्ट

WALL!

100

#### L'Afrique do Sud emprante en dollars

L'Italie a, comme la France, un L'italie a, comme la France, in grand emprunt en écus qui viendra à échéance en l'an 2000 et avant que Moody's n'ait fait part de sa menace, jeudi 18 avril, le premier rapportais dix points de hase (ou centièmes de point de pour entrage) de plus que le scombé A. L'y cille du week-end, l'écart s'erait créusé à douze rounts, les bitres italieus pro-A.R. douze points, les objes italiens pro-curant an rendement de 9,14 % et les français de 9,02 %. La diffé-

a un an à la sortic de ces deux

Depuis que l'an dernier les Douze ont décidé à Luxembourg de lever une partie des sanctio en vigueur contre le régime de Pretoria, la perspective d'un retour de l'Afrique du Sud sur l'euromarché semble se préciser. Ce pays n'a plus offert d'obligations internationales en souscription publique depuis 1985. Jusqu'au milieu d'avril, seules quelques rares transactions privées ont vu le jour, principalement en francs suisses et en deutschemarks, comme celle émise en mara par Eskom, la société nationale d'électricité de ce pays (le Monde daté 17-18 mars) on même en livres sterling. Il est difficile de se faire une idée exacte de la situation, car il ne transpire que fort peu de ces affaires. Mais, des indications dont on dispose, il ressort que, dans l'ensemble, ces six dernières années, leur volume est demeuré très faible, et qu'il ne s'est agi que de prolongation d'em-prunts venant à échéance.

Ce qui distingue la plus récente transaction de ce genre, lancée jeudi 18 avril, c'est qu'elle est libellée en dollars des États-Unis, la devise reine de l'euromarché. Certains spécialistes y voient une sorte de désenciavement qui préfigurerait une réouverture totale aux signatures sud-africaines. D'antres se montrent beaucoup plus prudents dans leur interprétation. Pour eux, le choix de la monnaie américaine s'imposait, car la nouvelle opération a pour but de remplacer partiellement une euro-émission de la République sudafricaine de 75 millions de dollars. montée en 1985 par le truchement de la Commerzbank et que Pretorin doit rembourser le 30 avril de cette sonée. Les nouveaux titres émis au pair rapporteront 10 %. l'an durant trois ans, dit-on outre-Rhim. La question demeure cependant très délicare et à Francfort, officiellement uni ne veut confir-mer l'existence de cette émission privee L'opposition toujours manifestée à la levée des sanctions par l'ANC, le Congrès national

rence demeute inférieure à celle de pour que dans les milieux finan-quinze points de base mesurée il y ciers on se décide à parler ouverciers on se décide à parler ouvertement de la dette sud-africaine.

#### Emission record d'une société européenne

Dans le compartiment des emprants liés à des actions, l'opération la plus en vue de ces derniers jours a pour émetteur une entreprise de la société pharma-ceutique Roche. La transaction retient l'attention pour un grand nombre de raisons. Son montant de 1 milliard de dollars est gigantesque. C'est vraisemblablement la plus volumineuse de sa catégorie iamais lancée pour le compte d'un groupe industriel européen. La signature, particulièrement appréciée, est des plus rares. Roche n'avait jamais auparavant sollicité l'euromarché. La construction est d'un type nouveau. Les obligations d'une durée de dix ans sont accompagnées de warrants qui, à une date précise d'un peu plus de trois ans, assureront à leurs détenteurs un revenu. Ce revenu dépendra certes du cours de l'action au porteur. Roche holding, au moment de l'exercice, mais contrairement aux warrants habituels, qui sont des bons d'acquisition d'actions, un rendement minimum est

garanti Le tout se présente de la façon suivante. Chaque obligation de 10 000 dollars est munie de 73 warrants qui sont immédiate-ment détachables. L'investisseur qui, en mai 1994, présentera 100 de ces warrants, recevra au moins 7 000 francs suisses, même si le cours de l'action était inférieur à ce prix. Au cas où dans trois ans il aurait valu davantage, le rapport serait plus élevé, mais il ne dépasserait pas 10 000 francs suisses. Roche pourrait alors, à son choix, soit fournir une action en échange de 100 warrants, soit s'acquitter du montant en espèces. Les obliga-tions seront rémunérées au taux de 3,50 % l'an jusqu'en 2001. L'opération était placée sous la direction de la Société de banque suisse. Elle a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs institutionnels.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

## Brusque flambée du dollar

quatre heures pour la devise américaine, cotre jeudi 18 avril dans l'après-midi et vendredi 19 avril en fin de journée! Cette hausse s'est exercée, essentiellement, vis-à-vis des monnaies européennes et, surtout, du mark allemand manifestement affaibli malgré les déclarations martiales des officiels allemands. A la veille du week-end, le dollar valait 1,7350 DM et 5,85 F, venant de 1,6750 DM et 5,65 F, battant son record (de l'année 1991), établi le 28 mars dernier à 1,7210 DM et 5,8160 F. Au moment où ce record était battu, une avajanche d'ordres d'achat a déferié, provenant de vendeurs à découvert (short) qui rachetaient les dollars cédés auparavant, le rythme de la remontée s'accélérait sous l'effet des ordres-stop, qui sont exécutés automatiquement lorsque le cours d'une devise atteint un niveau fixé à l'avance, à la hausse ou à la baisse, pour limiter les pertes des opérateurs. En deux mois, le dollar vient de regagner ce qu'il avait perdu en un an.

Le «détonateur» du mouvement a été d'abord l'annonce, jeudi. d'une forte diminution du déficit commetcial des Prats. I luis en février, ramené à 5,33 milliards de dollars, contre 7,2 milliards en janvier et une moyen mensuelle de 8,4 milliards en 1990. Ce déficit est le plus bas enregistré demis sept ans (septembre 1983)

Ensuite, la parution d'un article du Washington Post suivant lequel les membres de la commission de l'open market de la Réserve fédérale américaine (Fed), réunis le 26 mars, auraient décidé, à l'unanimité, de ne plus abaisser les taux d'intérêt à court terme. Le président de la Réserve, M. Alan Greenspan, aurait proposé qu'aucune diminution du taux d'intervention de la Fed, actuellement fixé à 6 %, n'ait lieu désormais que si vice-président, M. Helmut Schlesin-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 19 AVRIL 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 19 avril, 4,2302 F contre 4,1653 F le vendredi 12 avril

\$ E.U. Franc Sympolic scripton D.mark Pranc Holin in

Près de 4 % de hausse en vingt- l'activité économique fléchissait

L'arritude mérée par le journal aux responsables de la Fed est font plausible, dans la mesure où, ces dernières semaines, de très vifs débats opposaient ces responsables sur l'opportunité d'une nouvelle détente du loyer de l'argent, au moment même ou la sin prochaine de la récession semble probable aux yeux de nombreux analystes outre-Atlantique. Dans ces conditions, le coup d'arrêt à la speculation sur la baisse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis, entretenu depuis des semaines, et qui pesait sur les cours du dollar, a immédiatement provoqué l'envolée d'un billet vert déjà raffermi par l'amélioration de la balance commerciale. Enfin, sur un plan technique, le franchissement très aisé de ce fameux cours de 1,7210 DM a excité les opérateurs sur graphiques (chartists) qui ont, tout de suite, fixé un nouveau chenal d'évolution pour le dollar, désormais de 1,70 DM-1,75 DM, et pourquoi pas 1,80 DM, contre 1,65

Si le dollar s'est montré ferme, le deutschemark est resté faible et ceci vis-à-vis de toutes les devises. Cette faiblesse, dont les causes sont bien connues (hansses salariales outre-Rhin et graves difficultés de la fusion économique RFA-RDA) ne pent que préoccuper les dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), dont les déclarations se multiplient, avec un thème quasiment unique: il faut que la monnaie allemande reste some pour contribuer à la lutte contre l'inflation en évitant une augmentation du coût des importations. C'était le sens des propos de M. Hans Tietmeyer, membre du directoire, en début de semaine, relayé, à la veille du week-end, par le

DM-1,70 DM precedemment.

ger, affirmant : « nous ne sommes pas satisfaits de la parité dollar-mark». La parade, évidemment, est le maintien de taux d'intérêt élevés outre-Rhin, avec une possibilité de relevement supplémentaire, qui devrait permettre au mark de se raffermir, comme cela a été le cas à physicurs reprises dans le passé, notamment à l'automne 1989. Cette fois-ci, néanmoins, la potion magique, et amère, pourrait ne plus être aussi efficace, les milieux financiers internationaux tenant le raisonnement suivant : « Plus la Bundesbank relève ses taux, moins on a consiance dans le mark (faut-il qu'elle ait peur pour prendre de telles mesures).» C'est bien ce qu'on observait autrefois, au début des années 1980, quand le franc était faible.

Dans cette affaire, la monnaie française ne peut que gagner, au sein du Système monétaire européen tout au moins, et surtout vis-à-vis du mark, dont le cours, en lin de seruaine, est retombé un peu au-dessous de 3,37 francs au plus has depuis son cours pivot de 3,3538 francs, comme en septembre de l'année dernière. Ce recul, on le sait, reconstitue la marge de manœuvre de la Banque de France, qui pourrait, à nouveau, chaisser ses tany directeurs sans avoir à défendre le franc.

Toutefois, des obstacles techniques se dressent toujours sur sa route. La grande vigueur de la peseta, dopée par des taux d'intérêt espagnols assassins, continue à pousser le franc en queue du SME, ce qui oblige les banques centrales des deux pays à intervenir. La Banque d'Espagne a maintenu ses taux d'intervention cette semaine, décevant les espoirs.

FRANÇOIS RENARD



sionnels des Antilles ont de

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

FINANCIERE AGACHE

BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 3,776 MILLIONS DE FRANCS EN 1990

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Jean Dromer a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé passe de 28,190 millions de francs à 29,076 millions de francs, soit une progression de 3,1 %. A taux de change identiques à ceux de 1989, le chiffre d'affaires aurait été de 31,188 millions de francs, en progression de 10,6 %.

identiques à ceux de 1925, le fance, le produits de prestige (LVMH, Christian Lier, Christian Lacroix) passe de 20,916 millions de france à 21,238 millions de france, et le secteur Distribution (Conforama et Bon Marché) a comm une croissance plus élevée (+ 7,8 %) avec un chiffre d'affaires passant de 7,274 millions de francs à 7,838 millions de france.

La dépréciation du dollar et du yen et le crise du Golfe ont également pesé sur l'évolution du résultat, la dépréciation des devises n'ayant pu être que partiellement compensée par la politique de couverture de change.

partiellement compensee par la politique de converture de change.

Le résultat net avant éléments inhabituels et le résultat net s'établissent à
3,667 millions de francs et 3,776 millions de francs contre 3,745 millions de
francs et 3,886 millions de francs respectivement en 1989. A devises
constantes, le croissance du résultat net aurait été de 21,1 %, ce qui reflète in
performance économique réelle du groupe. En raison de l'effet devises et des
charges financières lièes aux investissements, la part du groupe passe de
403 millions de francs à 230 millions de francs.

Il sera respons à l'assemblée générale qui se tiendre le 28 juin prochain à 11 heures à l'assemblée générale qui se tiendre le 28 juin prochain à 11 heures à l'assemblée générale qui se de 10 francs par action (plus avoir fiscal de 5 francs) au titre de l'exercice 1990.

# Mais qui a peur de la Bundesbank?

africain, pèse d'un poids trop lourd

La subite remontée des rendements des emprunts d'Etat alle-mands, passés de 8,26 % à 8,40 % pour le bund 10 ans à la suite des propos musclés des dirigeants de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), a jeté un petit froid en France où les cours de l'échéance juin du MATIF, partis pour la eloire à plus de 107, ont retrograde vendredi à 106,40 ce qui équivaut à un rendement de 8,90 % pour l'OAT française à 10 ans, l'écart entre Paris et Franciort continuant à se réduire lentement (0,50 point contre 0,55 point la semaine dernière). A un moment, l'OAT 10 ans cotait 8,79 %, ce qui commençait à devenir intéressant.

Tout le problème, maintenant, est de savoir comment les marchés européens réagiront à un nouveau durcissement de la politique moné taire allemande au cas où le mark continuerait à fléchir, ce qui n'est nullement exclu. A la veille du week-end, M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, a

affirmé que l'environnement inflationniste en Allemagne s'était récemment aggravé, les augmentations de salaires contribuant à ali-menter les pressions inflationnistes : en consequence, la banque centrale continuera de « tenir les rênes serrées», ce qui servita également à raffermir le cours du mark, a-t-il prévenu (en fait, tout est lié).

L'avertissement est donc clair, et il est vraisemblable que le taux des pensions de la Bundesbank puisse être relevé un jour ou l'autre. La Banque de France n'aurait ancun raison de suivre, si elle n'a pas besoin de défendre le franc, comme l'évolution des parités de changes semble l'annoncer. Elle serait même en mesure de se déconnecter complètement, en abaissant son taux directeur en dessous de 9 %, partant du principe que la France, dont l'activité économique se raientit, a un besoin urgent de réduire le coût du crédit pour ses entreprises, viotimes de taux d'intérêt réels abso-

cupations du gouvernement francais sont totalement opposées à ceties du gouvernement allemand, puisqu'à Paris on n'éprouve nui souci de calmer la surchauffe ni de brider une inflation renaissante. La «déconnection» est donc indispensable, et l'heure est peut-être mière fois depuis vingt ans.

#### Restructurations d'emprunts

Sur le marché obligataire de Paris, la hausse initiale du MATIF a facilité le placement du milliard de francs demandé par Aéroports de Paris à 9,27 %, le repli de ce même MATIF contrariant un peu celui des Charbonnages de France (1,5 milliard à 9,20 % nominal 9,17 % réel), l'écart de 0,55 point avec l'OAT, fixé par le syndicat placeur (BNP chef de file) étant juge un peu maigre pour les

Les opérations de restructuration des emprunts se poursuivent à cadence accélérée, leur objectif étant de constituer des « giséments » d'un montant et d'une palette suffisants pour leur assurer une liquidité satisfaisante et faciliter leur placement, en France ou à l'étranger. Ces derniers mois, on a vu le Crédit local de France, le Crédit soncier et EDF lancer des offres d'échange pour regrouper des «lignes» trop dispersées. Cette fois-ci, le Trésor a confié au Crédit commercial de France et au Crédit lyonnais le management d'une offre d'échange d'un emprunt de 1,9 milliard d'écus (12 milliards de francs) 8,50 % 1997 contre une nouvelle souche (à créer) 8,50 % 2002. L'objectif du Trésor est d'allonger l'échéance et surtout de mettre en ligne les coupons offerts, la sortie du 8,50 1997 hors du gise-ment du MATIF ne laissant que le 10 % 2001 dont le taux nominal est trop élevé au regard des 9 % pratiqués actuellement sur l'écu. Ce même emprunt 8,50 % 1997 est détenn par les particuliers à hauteur de 400 millions d'écus et par les institutionnels à hauteur de 1,5 milliard d'écus, dont les trois quarts à l'étranger.

#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

# La banane face au cyclone du grand marché

Peu de gens savent que la signature du traité de Rome en 1957 fut retardée de quatre jours par un différend avec l'Allemagne sur le « protocole bonane». A quelques encâblures du marché unique européen, ce fruit risque encore de faire des siennes, tant les producteurs des départements d'outre-mer (Martinique et Guadeloupe) craignent pour leur survie.

Introduite au dix-huitième siècle par Colbert, imposée par le Code Noir de l'esclavage (à raison de 25 arpents par tête), la culture de la banane dans les Antilles françaises a connu son essor dans les années 30, le souvernement souhaitant assurer l'approvisionnement total de la métropole et créer une flotte bananière. Depuis un arbitrage de 1962, le marché français (de l'ordre de 400 000 tonnes par an) est partagé à raison de 2/3 pour les DOM et de 1/3 pour les

tats producteurs de la zone franc.		
PRODUITS	COURS DU 19-4	Se li
Cuivre à. g. (Loudes) Trois mois	1 430 (+ 54) Livres/tonne	7
Almaniainen (Lendres) Trois mois	1 427 (- 5) Dollarshonne	d
Nickel (Louires) Trois mois	9 (03 (+ 52) Dollars/tome	0
Sucre (Paris) Août	263,6 (- ) Dollars/tonge	(i
Cufé (Leodres) Mai	575 (- 3) Livres/tonne	n e
Cacao (New-York) Mai	1 048 (+ 47) Dollars/tonne	Ţ
Blê (Chicago) Mai	278,75 (~ 9,50) Cents/boissess	5
Mais (Chicago) Mai	256,75 (+ 2) Centa/boissesu	1
Seja (Chrago) Mai	173,80 (+ 3,16) Dollars/L courte	

Le chiffre entre parenthèses indique la

Mais, fin 1990, le Cameroun a large ment dépassé son quota de 9 000 tonnes, exportant à très bas prix et provoquant pour les planteurs antillais des pertes estimées à plus de 100 millions de francs. Cet épisode intervient dans un contexte tendu, l'ouverture européenne supposant l'importation prochaine des bananes de toutes origines sans taxe ni prélè-

Une telle menace inquiète les producteurs de la Communauté, en par-ticulier ceux des Antilles qui soufirent d'un écart de compétitivité face aux concurrents latino-americains, pour des raisons principalement «sociales». En Martinique et en Guadeloupe, le salaire journalier atteint 320 francs. Dans la région cara en Amérique latine, il varie entre 30 et 80 francs. Au Honduras, un carton de 20 kilos de fruits se vend 1 dollar, soit 5.5 francs. Le même prix exacte-ment qu'un kilo de bananes des Anties «rendu le Havre»...

Les DOM français ne sont pas les euls touchés par les risques de la ibéralisation au sein de la Commuauté. Les productions européennes eprésentent en effet 25 % du marché es Douze. Aux bananes « françaises » e Guadeloupe et de Martinique ajoutent la production espagnole des anaries (350 000 à 400 000 tonnes), celle de Madère (Portugal) pour 10 000 tonnes et celle de la Crète Grèce) pour 12 000 tonnes. Quant aux pays ACP fournisseurs traditioncis de la CEE (avec une part de marthé de 25 %), il s'agit des producteurs francophones (Côte-d'Ivoire et Cameroun) et anglophones : les lies sous le Vent (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), le Bélize et le Suriam. Sans oublier la Somalie au titre des ACP italiens... Quant aux pays tiers exportant vers la Communauté, qui détiennent 50 % du marché, ce sont principalement l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et la Coloni-

Soutenus par le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, les profes-

la CEE l'instauration d'un régime particulier pour la banane européenne après 1993 : une taxation spéciale qui frapperait les fruits d'Amérique latine au-delà du droit de douane normal en vigueur de 20 %. Ce prélèvement à l'entrée scrait ensuite ristourne aux pays exportateurs concernés, afin de les appuyer dans leur recherche de nouveaux marchés ou dans le développement de leurs cultures vivrières. Président de la Sicabam (2), M. Yves Hayot voit dans cette proposition une double vertu morale et économique : elle permet aux planteurs latino-américains de récupérer un pouvoir d'achat jusqu'ici « confisque » par les multinationales bananières; elle assure la pérennité des plantations europécanes - Antillaises principalement - par le jeu de la préférence communautaire, sans les exempter d'un effort de modernisation et d'homogénéisation des qualités. Dans les DOM français, cette activité occupe 2 500 producteurs, représente 30 000 emplois directs et indirects, soit 25 % des actifs. Zones de cyclones et d'ouragans (le prénommé Gilbert, en 1988, jeta à terre 40 000 tonnes de bananes en Guadeloupe), ces régions sont aussi limitées dans l'espace : les plus vastes plantations couvrent une centaine d'hectares. Rien de commun avec les bananeraies de 10 000 hectares d'un seul tenant du Guatemala qui permettent des traitements aériens ou l'aménagement de ports

dockers. Le cyclone du grand marché unique menace ce fruit très populaire consommé en Europe comme dessert. **ERIC FOTTORINO** 

(1) Sur le marché de la bananc, on peut lire dans la collection « Cyclope » l'ouvrage de Bénédicte Chatel es Bananes, paru ce mois-ci chez Economica (58 francs). La banane y est présentée comme « l'un des pro-duits les plus remarquables du commerce

privés non soumis au contrôle des

(2) Société d'intérêt collectif agricole bana

# L'OTAN envisage de « quadriller » le ciel européen La direction générale de l'aviation civile a région parisienne, par la tour de contrôle de l'aéro-

ouvert une enquête sur l'origine d'un incident, survenu vendredi 19 avril, lorsqu'un Airbus de la compagnie Air Inter, en provenance de Marseille avec cent quarante passagers à bord, a été frôlé par deux Mirage-F1, de la base de Reims. L'Airbus, qui volait à quelque 300 mêtres d'altitude, venait d'être autorisé à se poser sur la piste d'Orly, en

BRUXELLES de notre correspondant

Le CEAC (Comité de coordination de l'espace aérien européen), créé en 1955 dans le cadre de l'OTAN pour concilier les exigences relatives aux espaces aériens civil et militaire, seule instance internationale de cette nature, a été réactivé pour faire face à l'accroissement général du trafic civil et aux nouveaux problèmes posés par l'augmentation des vols entre l'Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est sortie de son olement mais fort en retard dans le domaine de la sécurité.

Une rencontre à ce sujet aura lieu prochainement, sans doute en

## LESSENTIEL

#### DATES

Il y a soixente-quinze ans : L'in-surrection de Dublin...... 2

#### ÉTRANGER

URSS : les républiques face à l'Union Le plan anti-crise du gouverne-

en Corée du Sud Le président soviétique a été mieux accueilli qu'eu Japon..... 5

#### Le Québec en quête

de souveraineté La visite de M. Jacques Parizeau en France .....

## **POLITIQUE**

La réforme hospitalière M. Durieux cherche à obtenir la ance des centristes..... 7

Livres politiques «Les jeux du destin et de l'Histoire », par André Laurens ......

### HEURES LOCALES

 Paris galère pour les handicapés e La longue histoire die POS de Strasbourg e Le super-marché des collectivités locales • Le Centre à la recherche d'un Montpellier, technopole 10 à 13

#### SOCIÉTÉ

Congrès du SNES Une mise en garde à M. Jospin avant la réforme des lycées...

M. Le Pen au tribunal Le président du Front national et les «internationales » .....

#### CULTURE

«Coluche», par Boggio Dominique Wolton, soc rend compte de la biographie

#### consacrée à Coluche...

ÉCONOMIE

## Lourd déficit à l'office

HLM de Grenoble La ville et le département devront intervenir ..... La Yougoslavie dévalue

pose un plan au Parlement fédéral Flambée du dollar

Le gouvernement Markovic pro-

Le billet vert a atteint 5,85 F

#### Services

**Abonnements** Carnet Marchés financiers ..... Météorologie .... 15 Mots croisés.. 18 Télévision.. 17 Spectacles..

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 avril 1991 a été tiré à 509 969 exemplaires. port. Seion des témoins, les deux Mirage-F1 sont passés sous le nez de l'Airbus. Ni le contrôle aérien régional de Brétigny-sur-Orge ni la tour de contrôle de l'aéroport n'avaient été prévenus de cette intrusion qu'ils n'ont pas détectée suffisamment à temps, bien qu'il semble que les deux Mirage aient fait deux passages dans le ciel d'Orly.

septembre, « entre les anciens ennemis de la guerre froide, dans le pro-longement de la déclaration de Londres sur la coopération avec l'Est", a annoncé, vendredi 19 avril à Bruxelles, un haut fonc-

tionnaire de l'organisation. Il s'agit d'éviter des incidents tels que l'entrée, il y a quelques années, d'un Mig-23 soviétique sans pilote dans l'espace aérien occidental, mais surtout d'aider des pays comme la Pologne et la Hongrie à abandonner les mauvaises habitudes de la guerre froide, pendant laquelle les militaires avaient la priorité, pour s'adapter à l'essor du trafic civil.

#### « Des boucs émissaires tout désignés »

« Leurs systèmes sont tout à fait dépassés, l'Allemagne réunifiée en fait l'amère expérience », a dit le responsable de l'OTAN, insistant notamment sur la nécessité de rendre compatibles les matériels de dre compatibles les materiels de l'Est et ceux de l'Ouest, en matière de radars, de bandes de fréquences et de procédés d'identification des

Les nouveaux objectifs du CEAC concernent aussi la coopération avec les civils occidentaux. Un seul accident par interférence des trafics militaire et civil a eu lieu dans l'espace aérien européen depuis la création de l'OTAN, ce fut en 1958 en Italie et pas du fait de l'armée.

Bouygues

et les Galeries Lafayette

associés dans un vaste

projet immobilier à Berlin

Le groupe de bâtiment et tra-

vaux publics Bouygues et les Gale-

ries Lasayette, ainsi que la société

américaine Tishman Speyer Pro-

perties, ont été sélectionnés par le

Sénat de Berlin et la Treuhandans-

talt (l'organisme chargé des priva-

tisations) à l'issue d'un appel

d'offres et d'un concours d'archi-

tecture, pour un vaste projet de

rénovation. Il s'agit de rebâtir une

partie de la Friedrichstrasse,

proche de l'ancien mur, avant

guerre principale artère des affaires

et du commerce de la ville et pres-

Le projet prévoit la construction,

logements pour un total de 1,4 mil-

liard de deutschemarks (4,75 mil-

liards de francs). Les Galeries

Lafayette sont associées à l'archi-

tecte Jean Nouvel, Bouygues au

cabinet new-yorkais Pei Cobb

Freed et Tishman Speyer au cabi-

net allemand Ungers et Partners.

Les trois firmes sélectionnées ont

acheté les terrains pour l'équiva-lent de 1 milliard de francs.

□ Trois hommes gardés à vue à

Bayonne après l'attentat contre une agence immobilère de Biarritz.

Trois hommes, sympathisants pre-

sumés d'Iparretarrak, ont été

entendus, vendredi 19 avril, par la

police judiciaire de Bayonne à la

suite de l'attentat commis, dans la

nuit du 18 au 19 avril, contre une

agence immobilière de Biarritz

avec un engin de fabrication artisa-

nale. C'est le treizième du genre

depuis que l'organisation clandes-tine basque, dissoute en juillet 1987, a fait de l'immobilier de loi-

sirs sa cible privilégiée. Le premier avait visé, en novembre 1990, un

programme en construction de

bombardements de 1945.

nombreuses mesures de sécurité qui retardent beaucoup de vols commerciaux, « les militaires étant des boucs émissaires tout désignés», selon l'OTAN.

Actuellement quelque dix mille appareils militaires, dont six mille avions de combat, sont présents dans les pays européens de l'OTAN, et il faut ajouter des milliers d'hélicoptères. Bien qu'on ait de plus en plus recours à la simulation pour l'entraînement des pilotes, cela contrarie singulièrement les exigences de l'aéronautique civile.

La crise du Golfe, pendant laquelle le trafic a augmenté d'environ 20 % au dessus de l'Europe, malgré la diminution des longs courriers civils, a incité le CEAC à réfléchir à ce qu'il pourrait proposer aux organisations non militaires, tel l'EUROCONTROL.

Son idée est de « s'éloigner du système actuel des corridors affectés à chacun, d'un point à un autre, pour le remplacer par un contrôle de zones avec un partage souple de l'espace ». Autrement dit, l'espace aérien européen serait divisé en « carreaux de damier », pris en charge alternativement par l'armée ou les contrôleurs aériens civils, en fonction des nécessités du

**EN BREF** 

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

ETATS-UNIS : devant la médiocre qualité de l'enseignement

# Le président Bush lance une réforme nationale de l'éducation

WASHINGTON

correspondance Déterminé à tenir sa promesse électorale d'être « le président de l'éducation », le président Bush, s'adressant à un groupe réunissant des milieux d'affaires, des gouverneurs et des membres du Congrès, a exposé, jeudi 18 avril, les grandes lignes d'un programme de rénovation et d'amélioration de l'enseignement, notamment dans le prignement, notamment dans le primaire et le secondaire. Il s'agit d'une « renaissance », a dit le prési-

Le plan repond aux aspirations de l'opinion, dont une grande majorité s'inquiète de la qualité insuffisante de l'enseignement. Les préoccupations électorales ne sont pas absentes de l'initiative du président, soucieux d'échapper au reproche qui lui est généralement fait de se désintéresser des pro-blèmes intérieurs. Les démocrates ont immédiatement qualifié d'« insuffisant » un programme qui, disent-ils, reprend « trop peu et trop tard a leurs propres propositions, que l'administration américaine a bloquées pendant des

« Ne comptez pas sur Washington pour résoudre les problèmes de l'enseignement », a dit le président. Les écoles du primaire et du secondaire continueront donc d'être de la responsabilité des Etats et des autorités locales. Néanmoins, si le nouveau projet entre en applica-tion, le gouvernement fédéral va jouer un rôle plus important. La Maison Blanche demandera au Congrès de modifier la législation pour permettre d'allouer des fonds fédéraux à certains élèves, notamment les plus « défavorisés » (pau-

vres, handicapes, nouveaux immigrants, etc.) pour leur permettre d'aller dans les écoles privées ou paroissiales. Cet encouragement donné à la liberté de choisir crée

Le choix ne doit pas condamner les écoles publiques en difficulté, disent les démocrates, qui soulignent la nécessité de défendre le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat. D'antre part, le président compte sur l'aide du secteur privé. Il envisage pour 1996 la création de nouvelles écoles expérimentales, qui recevront chacune mentales, qui recevioni chacune ment un don de un du gouvernement million de doilars.

#### « Tests de performance »

Un groupe de grandes sociétés s'est engagé à dépenser 150 mil-lions de dollars pour un programme de recherche sur les condi-tions de travail, l'emploi de la technologie et les nouvelles méthodes pédagogiques de ces éta-blissements. Par ailleurs, les milieux d'affaires sont invités à créer un système privé d'enseigne-ment de qualité pour les travail-leurs de leurs entreprises.

Le nouveau plan envisage sur tout diverses mesures pour amélio-rer la qualité de l'enseignement, notamment la création d'examens notamment la creation de la l'échelle nationale, appelés « tests de performance », sur les matières de performance » mathématiques, fondamentales: mathématiques, sciences, anglais, histoire et géographie, dont les collèges et les employeurs auront à tenir compte quand ils examinaront les candiquand ils examineront les candidats à l'admission ou à l'em-

et le Commissariat français à

l'énergie atomique. Cet accord vise

à développer les échanges scientifi-

ques et techniques entre les orga-

nismes nationaux de recherche

dans l'usage pacifique des techni-

D OUGANDA: assassinat d'un

missionnire français. - Un mission-

naire français, le Père Alexander

You, a été tué, iundi 15 avril, par des hommes armés à Ibanda, dans le

sud-ouest de l'Ouganda, a indiqué, vendredi, le journal gouvernemen-

tal, New Vision. Agé de soixante et

un ans, membre de la Congrégation des Pères blancs, il était arrivé dans

D PORTO RICO : trente immi-

grés claudestins meurent dans un

neufrage. - Trente immigrants

clandestins au moins, originaires

de la République dominicaine, ont

peri vendredi matin 19 avril, dans

le naufrage de leur bateau, qui s'est

retourné au large de la côte sud-

ouest de Porto Rico. D'après un

porte-parole de la police, environ

80 personnes se trouvaient à bord

D SÉNÉGAL : assessinat de deux

notables en Casamanca. — Deux notables ont été tués, le week-end

dernier, par des séparatistes casa-

mançais, a annoncé, vendredi

19 avril, le quotidien pro-gouver-nemental, le Soleil. Selon ce jour-

nal, la rupture de la trêve récem-

ment négociée entre le

gouvernement et la rébellion pour-

rait être le fait d'une faction indé-

pendantiste non concernée par les

négociations en cours. - (AFP.)

de l'embarcation. - (Reuter.)

le pays en 1959. - (AFP.)

ques nucléaires. - (AFP.)

Enfin, des différences de traite-

ment sont prévues pour les enseignants, favorisant les plus compétents on ceux travaillant dans les conditions les plus difficiles. Le recrutement sera encourage par des dons fédéraux aux Etats et aux autorités locales, qui auront la charge d'instituer un nouveau système permettant d'embaucher des enseignants n'ayant pas reçu une formation professionnelle. Le coît du projet est relativement faible : 820 millions de dollars sur un total de 27 milliards constituant le budget de l'éducation; 230 millions de dollars seront destinés à « faciliter» aux parents le choix de l'école

pour leurs enfants. Le président a déclare qu'il allait donner l'exemple pour encourager la formation continue, indiquant qu'il retournerait à l'école la semaine prochaine. « Je veux savoir comment me servir d'un ordinateur», a-t-il dit.

HENRI PIERRE

u Une des figures de la Chambre des représentants, M. Morris Udall, part à la retraite. — L'un des membres les plus respectés et populaires de la Chambre des Représentants, le démocrate de l'Arizona Morris Udall, va prendre sa retraite après près de trente ans de vie parlementaire. Grand défenseur de l'environnement et juriste scrupuleux, M. Udali, bien connu par ailleurs pour son humour caustique, avait été battu aux primaires démocrates par Jimmy Carter lors de l'élection présidentielle de 1976. Agé de soixante-huit ans, M. Udali souffre depuis plus de dix ans de la maladie de Parkinson. – (AFP.)

#### VIETNAM

#### Interpellation de M. Huong écrivain et résistante de la première heure

M. Duong Thu Huong, auteur de plusieurs romans, pièces de théâtre et nouvelles, a été interpellée le 13 avril à Hanoï et serait interrogée dans les locaux du ministère de l'intérieur, a annoncé, vendredi 19 avril, son entourage. Il lui serait reproché d'avoir tenté de faire sortir du pays des textes rédigés dans le cadre de la préparation du septième congrès du PC, qui deit es cérait début inillet dans la doit se réunir début juillet dans la capitale vietnamienne.

Auteur notamment d'un roman connu (les Paradis aveugles, publié par Antoinette Fouque), qui décrif les déceptions récentes de ceux qui ont combattu Français et Américains, M= Huong contribue, avec Pham Thi Hoai, Nguyen Huy Thiep et d'autres, à la renaissance de la littérature au Vietnam. Leurs. ouvrages sont souvent censurés par le pouvoir.

Résistante de la première heure et membre du Parti communiste, elle avait réclame, des mars 1990, « l'abandon immédiat du principe de la dictature du prolétariat ». ainsi que de celui du « centralisme démocratique ». Elle avait été pla-cée en résidence surveillée en juin 1990. Phan Huy Duong, également traducteur en français de Pham Thi Hoai, présente Huong comme « l'écrivain le plus populaire du Vietnant ».

ZAIRE : troubles sanglants dans plusieurs villes. - Les violentes manifestations qui ont eu lieu, samedi 13 et lundi 15 avril, à Mbuji Mayi, ville diamantifere du centre du Zaire, ont fait officiellement cinq morts. Pour le parti de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), la répression « a tourné au massacre et a fait au moins treize morts, tues par balles ». D'autre part, des incidents graves ont eu lieu récemment à Kinsangani et à

Lubumbashi, la capitale de la pro-

vince du Shaba. - (AFP.)

D ZAMBIE : révocation du ministre de la défense. - Le président Kenneth Kaunda a révoqué, vendredi 19 avril, M. Dodson Siatalimi, son troisième ministre de la défense depuis le 30 juin dernier, date à laquelle un militaire avait fait une fausse annonce à la radio pour dire que le gouvernement avait été renversé après des émentes de la faim qui avaient causé la mort, à Lusaka, d'au moins 27 personnes. - (AFP.)

C. J. Simon Les banques REPERES

et ses mécanismes

REPERES :

J. Régniez Les nouveaux produits financiers

-F. C.

2002-01

100

A. 14.1 7.478 وفتي فالمستثلث 14 3 - 17<sub>74</sub>

370.4192 AA 2 7

**基对地**。。

- 37. ....

Ep. 29. 24-

2710." .

The second

The state of the state of

:00

برد. ابو: - A- -...G., Branch ...

M. Béziade La monnaie

REPERES

128 p., 42 F. 100 titres LA DÉCOUVERTE

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M. sor. - (Reuter.) 13 bysodes Radio ausqu'au 30 auni Europe2 Le Monde

D ANGOLA : vente à De Beers de

la production diamantaire. - L'intégralité de la production diamantaire de la région de Cuango sera désormais vendue à De Beers, le premier marchand mondial de diamants bruts, au terme d'un contrat signé, vendredi 19 avril, entre cette société et la compagnie d'Etat Endiama. Cette production sera commercialisée, à Londres, par la Central Selling Organisation.

□ BANGLADESH : incarcération de l'ancien président Ershad. L'ancien président du Bangladesh, Hossain Mohammad Ershad, qui était assigné à résidence depuis sa démission en décembre, a été incarcéré, jeudi 18 avril. Le nouveau premier ministre, M= Khaleda Zia, s'était engagée la semaine dernière à ce que M. Ershad soit que totalement détruite par les placé en détention, en attendant son procès pour corruption et abus d'ici à 1995, de 120 000 m² de de pouvoir. - (Reuter.) bureaux, commerces, restaurants et

CAMBODGE: M. Han Sen se rend à Tokyo pour subir des exa-mens médicaux. — Le premier ministre cambodgien, M. Hun Sen, était attendu samedi 20 avril à Tokyo pour une visite privée durant laquelle il sera hospitalisé. et subira une série d'examens médicaux, a indiqué le ministère japonais des affaires étrangères. M. Hun Sen, âgé de quarante ans, avait été hospitalisé à Paris en décembre dernier après avoir été victime d'un malaise alors qu'il participait à des discussions sur le

Cambodge. - (AFP.) CHINE: mort de Qin Benli, figure célèbre du journalisme iadépendant. - Le journaliste chinois Qin Benli, intellectuel contestataire du régime, est mort d'un cancer a Shanghal, lundi 15 avril, à l'age de soixante-treize ans. Fondateur et rédacteur en chef du World Economic Herald, hebdomadaire influent soutenu par les dirigeants réformistes, il avait joué un rôle important dans le mouvement de contestation du printemps 1989, ce qui lui avait valu d'être exclu du

Parti communiste. Ayant perdu son travail, déjà atteint par la maladie, il continua néanmoins ces deux dernières années à défendre la cause des étudiants contesta-

□ CUBA : Accord sur le prix du sucre entre Moscon et La Havane. - Après plusieurs mois de négociations, Moscou a finalement accepte de continuer à payer pendant une année supplémentaire son sucre importé de Cuba au double du cours mondial. La Havane va donc pouvoir exporter dans le cadre de accord de commerce renégocié fin décembre pour 2,2 milliards de dollars de sucre à destination de l'URSS. Ces exportations représen-tent près de 80 % des recettes cubaines en devises convertibles. Cuba vient donc d'obtenir un nouveau répit au moment où La Havane, dont l'économie est particulièrement dépendante de celle de l'ancien bloc de l'Est, est de plus en plus menacée de voir Moscou, en proie-elle même à des difficultés croissantes, abandonner la prati-

que des tarifs préférentiels qu'elle lui accordait jusqu'ici. U GUATEMALA : Demande d'enquête sur des fosses communes. Une association de familles guatémaltèques a affirmé, vendredi 19 avril, avoir recensé 118 fosses communes où auraient été enterrées clandestinement des victimes des violences qui ont ensanglante le pays ces vingt dernières années, et a demandé leur ouverture. La représentante du Groupe de Sou-tien Mutuel (GAM), qui représente 3 000 familles de disparus, a déclaré que les démarches de ce

mouvement ont abouti à l'ouverture de cinq fosses. - (AFP.) O MADAGASCAR : accord de représentations diplomatiques avec l'Afrique du sud. - Madagascar et l'Afrique du Sud ont signé, vendredi 19 avril, un accord qui prévoit l'ouverture de bureaux de représentation malgache à Prétoria et sud-africain à Antananarivo, a annoncé le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik

Botha. - (AFP.) MALI: le bilan des émentes de mers. - Le bilan officiel des émeutes, qui ont abouti, en mars, au renversement du général Moussa Traoré, s'élève à 112 morts et 822 blessés dont 412 ont été hospitalisés, a rapporté, vendredi 19 avril, le quotidien gouvernemental, L'Es-

n MAROC : signature d'un accord de coopération nucléaire avec la France. - Un accord de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire a été signé, vendredi 19 avril, à Rabat entre le ministère marocain de l'énergie et des mines